

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

DES  
**OFFRES RÉELLES**  
EN DROIT FRANÇAIS

PAR

**MAURICE VIOLLETTE**

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

Présentée et soutenue le *Jeudi, 26 Novembre 1896, à 9 heures*

---

*Président : M. LEON MICHEL, professeur*

*Suffragants*      { MM. WEISS,  
                              LESEUR, } *professeurs-adjoints.*

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS  
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**  
22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie

1896







**THÈSE**

**POUR LE DOCTORAT**

IMPRIMERIE  
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

DES  
OFFRES RÉELLES  
EN DROIT FRANÇAIS

PAR

MAURICE VIOLETTE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Jeudi, 26 Novembre 1896, à 9 heures*

---



*Président : M. LÉON MICHEL, professeur*

*Suffragants*

*{ MM. WEISS,  
LESEUR, } professeurs-adjoints.*

---

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS  
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

**L. LAROSE**, Directeur de la Librairie

1896

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DES

# OFFRES RÉELLES

EN DROIT FRANÇAIS

---

## INTRODUCTION

---

1. — Il peut arriver qu'à l'échéance un créancier refuse son paiement. La mauvaise volonté ou la malveillance peuvent lui conseiller cette résistance, à laquelle du reste son intérêt personnel peut également le pousser. Il suffit en effet, de supposer que le créancier craigne de ne pas trouver de placement sérieux ou avantageux pour la somme qui lui serait remboursée, ou qu'il ait la prétention de recevoir son paiement autrement que ne l'offre le débiteur. Ce ne sont pas du reste les seuls cas où le créancier aura intérêt à refuser le paiement ; on pourrait multiplier les hypothèses et montrer que lorsqu'il a affaire à un débiteur sûr le créancier n'est nullement pressé de recevoir le remboursement du capital, c'est ainsi que dans les contrats d'obligations on rencontre très souvent une clause

interdisant au débiteur de se libérer avant un terme fixé. Cette convention très fréquente dans les prêts de somme d'argent ne rend quelquefois le capital exigible que dix ans et plus à dater de la souscription de l'obligation.

2. — Il convient de se demander si malgré cet intérêt évident et indéniable, le créancier a le droit à l'échéance de persister dans sa résistance, et d'imposer sa volonté au débiteur. Le débiteur qui refuse de payer est mis en demeure c'est-à-dire sommé d'exécuter son obligation, n'y a-t-il pas de même pour le créancier qui refuse de recevoir son paiement une demeure qui paralyse sa résistance? Il est utile pour en décider d'examiner brièvement ce que c'est que le paiement.

3. — Il faut remarquer que le paiement est une opération qui n'intéresse pas seulement le débiteur, mais aussi le créancier. Du côté du débiteur, il y a l'obligation de compter les deniers ou de fournir la chose due; du côté du créancier, il y a l'obligation de donner quittance et de ne pas aggraver la situation du débiteur. Il n'est pas exact de dire que le créancier s'oblige à procurer la libération du débiteur, il faut dire qu'il y est obligé.

4. — Des auteurs très considérables <sup>(1)</sup> contestent qu'il existe dans notre droit une obligation pour le créancier de procurer la libération du débiteur et de lui donner quittance. Ils font observer à l'appui de leur observation qu'il n'est nullement nécessaire pour devenir créancier

(1) Saleilles, *Essai d'une théorie générale de l'obligation, d'après le projet de Code civil allemand*, n° 41.

ou débiteur d'une intervention de la volonté, que les contrats ne sont pas la seule source des obligations et que si notre Code admet les obligations nées de conventions, il admet aussi les obligations nées de la loi. Or, ajoutent-ils, s'il est vrai que dans des obligations de ce genre une seule partie s'oblige, comment admettre une obligation réciproque à la charge du créancier, et si on l'admettait d'où pourrait-elle découler ?

5. — Il n'est jamais venu à l'esprit de personne de penser que la convention était la seule source des obligations, aussi n'est-ce pas cela que nous prétendons. Quand nous disons que le créancier est obligé de procurer la libération du débiteur, nous ne disons pas qu'il y est obligé en vertu du même acte qui a lié le débiteur, nous disons seulement que cette obligation prend naissance au moment du paiement et à cause du paiement.

6. — Le paiement est en effet par lui seul un véritable contrat, dans lequel on exigera notamment les mêmes garanties de capacité que pour la formation de l'obligation. Le débiteur se déclare prêt à acquitter son obligation, mais à une seule condition c'est que le créancier consentira à donner au débiteur un signe matériel constatant que ce dernier est libéré.

7. — Le Code, il est vrai, n'a jamais dit expressément que le créancier était obligé de donner quittance, mais dans plusieurs dispositions notamment dans les art. 1244, 1255, 1256, 1332, il en a décrit tous les effets. Il a même réservé un article spécial, l'art. 1908, pour déclarer que :

« la quittance du capital donnée sans réserve des intérêts en fait présumer le paiement et opère libération ». C'est donc pour le débiteur un droit absolu de demander quittance, d'autant plus que c'est lui qui en paie les frais et qu'une décision ministérielle du 24 septembre 1808 a décidé que c'était à lui de fournir le papier timbré nécessaire à cet effet et de payer l'amende s'il recevait sa quittance sur papier libre. Le créancier en aucun cas ne peut donc s'y refuser, et il se trouve vraiment débiteur de cette obligation.

8. — Le créancier qui refuse la quittance est donc en faute puisqu'il manque à une de ses obligations. La situation va se trouver renversée, c'est le débiteur qui va être créancier, et le créancier débiteur : on appliquera simplement les principes du droit commun pour déclarer que le créancier qui est obligé de procurer au débiteur sa libération est en demeure à partir du moment précis où le débiteur a offert de se libérer.

9. — On ne saurait donc admettre, comme le prétend M. Saleilles, qu'il est impossible d'assimiler la demeure du créancier à celle du débiteur. On ne saurait admettre non plus, que la demeure du créancier puisse découler d'un simple fait matériel n'ayant pas d'existence juridique <sup>(1)</sup>. Ce

(1) Saleilles, *op. cit.*, n° 41 : « Si donc la demeure du créancier repose uniquement sur le droit pour le débiteur de repousser toute aggravation de son obligation, elle résultera nécessairement des conditions de fait qui constatent cette aggravation irrégulière de la dette (le refus du créancier) et restera indépendante de toute question d'imputabilité ».

n'est du reste pas tout à fait ce qu'a soutenu ce savant auteur puisque suivant lui le fait matériel n'a ce caractère d'entraîner la demeure du créancier qu'à raison de l'impossibilité où se trouve ce dernier d'exiger du débiteur plus qu'il ne doit.

**10.** — C'est là une concession imprudente, car la raison pour laquelle le créancier est obligé de procurer au débiteur sa libération (obligation qui n'est pas admise par l'auteur que nous critiquons), c'est le danger qui pourrait être fort à redouter de la part de certains créanciers qui n'hésiteraient pas à nier avoir reçu et à redemander une dette déjà payée, soit que cette demande nouvelle portât sur le principal, ou au contraire sur un accessoire de la dette. Si donc le créancier pouvait avoir le droit de ne pas donner au débiteur un signe de sa libération, il aurait la faculté d'exiger de ce dernier plus que la somme due puisqu'il conserverait toujours entre les mains le titre exécutoire générateur de l'obligation. En refusant la quittance, le créancier aurait donc comme le redoute M. Saleilles le moyen de prolonger l'obligation du débiteur et il est bien évident qu'il commettra une faute de même nature que celle que pourrait commettre le débiteur qui refuse d'exécuter son obligation.

**11.** — Toute cette discussion n'est du reste pas seulement théorique et s'il est indéniable que le créancier qui refuse son paiement indirectement ou directement soit en demeure, il n'est pas indifférent de savoir si cette demeure sera le résultat de la faute comme dans le cas de demeure

du débiteur, ou au contraire la simple conséquence du fait matériel de refus du paiement.

**12.** — Dans le premier cas le créancier comme le débiteur pourra prouver qu'il n'est pas en faute, dans le second le créancier ne sera jamais admis à se justifier. C'est, ainsi qu'on le verra, le premier système qu'a adopté le Code civil, avec raison à notre avis : cela résulte de l'art. 1260 qui présument la faute et réservant la preuve contraire met les frais des offres à la charge du créancier.

**13.** — On a contesté il est vrai que notre Code civil contient une théorie de la demeure du créancier et on a pensé qu'entre les deux systèmes possibles pour donner au débiteur le droit de se libérer malgré le créancier, notre Code a préféré le système d'offres réelles suivies de consignation, au système de la demeure. Ce n'est, croyons-nous, qu'une apparence.

**14.** — En réalité il n'y a rien qui s'oppose à ce que la consignation coexiste dans un système législatif à côté d'une théorie de la demeure. Le Code civil en est un exemple concluant puisque on va voir qu'il donne aux offres un certain nombre d'effets qu'il est impossible de s'expliquer si on ne fait pas intervenir cette idée dont certains auteurs se refusent cependant à trouver trace en cette matière.

**15.** — La situation du créancier qui refuse son paiement au débiteur qui le lui offre est double en quelque sorte et peut être considérée à deux points de vue différents. Si on l'envisage au point de vue du créancier il faudra savoir à qui on devra imputer les conséquences

du refus; il y aura donc à se préoccuper s'il est en demeure oui ou non. Si au contraire on l'envisage par rapport au débiteur il faudra régler la situation de fait découlant du refus du créancier : le débiteur a en effet entre ses mains une somme qu'il ne devrait pas avoir, qu'en doit-il faire? mais ici il n'est plus nécessaire de se préoccuper de la demeure du créancier, on peut en décider par des raisons juridiques, mais aussi par des raisons à côté : le législateur interprétant d'avance la volonté probable du débiteur s'efforce de lui assurer l'exercice de son droit par les mesures qu'il croit devoir être compatibles avec l'intérêt général, le dépôt dans une caisse publique. C'est cette distinction que fait notre législation.

**16.** — Au point de vue du créancier notre Code décide que son refus constaté entraînera la mise à sa charge, des risques, ainsi que les frais faits à l'occasion de ce refus, et la cessation du cours des intérêts. Ce refus, empêchera également l'application d'une clause pénale.

**17.** — Remarquons que tous les effets qui viennent d'être énumérés sont également produits par la demeure du débiteur nécessaire pour mettre la chose due à ses risques, pour lui faire encourir une condamnation à des dommages-intérêts, pour faire courir les intérêts, pour le rendre passible de l'application d'une clause pénale et de celle du pacte commissaire. C'est déjà là une indication très importante car, quand à quelques articles de distance on retrouve dans des circonstances à peu près semblables, les mêmes effets reproduits, on a beaucoup de raison de

supposer que ces effets relèvent d'une cause unique, ici la théorie de la demeure.

**18.** — Mais il y a plus et comme on l'a remarqué déjà si notre Code attache tous ces effets au refus constaté du créancier, ce n'est qu'en principe, et à condition qu'il ne prouvera pas ne pas être dans la situation où le législateur l'a supposé, c'est-à-dire en faute. Or la faute est à la base même de la demeure : si la demeure produit des effets si rigoureux c'est précisément, parce qu'il y a faute. La faute est un élément qui dans tout notre système juridique partout où elle existe entraîne avec elle un certain nombre de conséquences fatales, par exemple, les dommages-intérêts.

**19.** — Or dans un système législatif qui admet le principe de l'art. 1382 d'une façon aussi absolue et aussi illimitée que le nôtre, il est impossible de prétendre que la demeure des art. 1138 et 1139 ne soit pas un cas spécial, vu d'une façon plus favorable il est vrai, de l'hypothèse générale de l'art. 1382. Quand y a-t-il demeure? d'une part, quand il y a retard, c'est-à-dire faute ainsi qu'en témoigne une jurisprudence qui lorsqu'une compagnie d'assurances stipule sur sa police que la demeure aura lieu par la simple échéance du délai, ne tient cependant aucun compte de cette clause lorsque la compagnie envoie habituellement à domicile un agent toucher les primes. L'assuré pouvait en effet légitimement attendre le passage de l'agent pour payer : par suite, il n'est pas en faute <sup>(1)</sup>.

(1) Cass., 26 déc. 1887, Noinin, c. *La Nation*, S. 88. 1. 56.

D'autre part il faut pour qu'il y ait demeure que le créancier ait subi un préjudice, du moins lorsqu'il veut formuler une demande en dommages-intérêts.

**20.** — Si on envisage maintenant l'art. 1382 on verra que pour triompher le demandeur devra prouver que l'inexécution de l'obligation est due à une faute du débiteur et que de plus il subit un préjudice car l'action de l'art. 1382 a toujours pour but de demander des dommages-intérêts.

**21.** — Les éléments sont donc les mêmes, les conséquences seront également les mêmes; car tous les avantages que le créancier retire directement de la demeure, il les obtiendra indirectement par l'action de l'art. 1382 puisque pour évaluer le montant de la condamnation les juges devront apprécier le préjudice souffert et aussi le gain manqué.

**22.** — Il faut remarquer du reste que le créancier assignant son débiteur en paiement de dommages-intérêts pour inexécution de l'obligation, le mettra forcément en demeure aux termes de l'art. 1139. La sommation, citée par cet article, n'est qu'un exemple des actes qui peuvent entraîner la demeure, et le législateur a pris bien soin de dire qu'on pouvait arriver au même résultat « par tous autres actes équivalents », c'est-à-dire *a fortiori*, par un exploit d'ajournement.

**23.** — L'art. 1139 n'indique donc qu'un moyen rapide de procéder, mais il n'est nullement limitatif et n'entend pas organiser une matière spéciale, sans analogue dans

notre droit. C'est encore une fois une application de l'art. 1382 perfectionnée par le législateur en vue d'une hypothèse essentiellement pratique, mais qui ne doit pas faire perdre de vue le point de départ, et qui ne peut conduire à nier que le créancier en faute ne puisse lui aussi être mis en demeure. On va voir du reste que si le législateur a, en autorisant le créancier à procéder par voie de sommation, rendu pratique la demeure du débiteur, il a pareillement rendu pratique par la procédure d'offres réelles la demeure du créancier.

**24.** — On pourrait cependant objecter que le Code mettant certaines conditions à ces effets divers et ne les déclarant acquis qu'à partir de la consignation, ils sont le résultat non de la demeure mais de la consignation. Il suffira pour y répondre de faire observer que la consignation n'est pas un fait juridique, qu'elle ne produit pas d'effets, (la loi parle des effets des offres, mais nulle part des effets de la consignation), et qu'enfin il est tellement vrai qu'elle ne saurait avoir d'influence par elle-même que les effets des offres seront les mêmes qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas consignation.

**25.** — Il serait au contraire beaucoup plus vraisemblable de prétendre que la consignation tout en n'ayant pas d'effet spécial, en a cependant ici parce qu'elle vaut comme paiement : de sorte que ce ne serait plus l'idée de la demeure qui interviendrait mais l'idée du paiement, car lui aussi éteint les risques pour le débiteur, de même qu'il arrête les intérêts et empêche l'application d'une clause

pénale. Un seul mot suffira à réfuter cette objection, c'est que le paiement est un acte définitif, sur lequel il n'y a plus à revenir, transportant la propriété de l'objet dû du débiteur au créancier, tandis que, comme nous le verrons même après la consignation, le débiteur reste seul propriétaire de la chose due si bien même qu'il peut la retirer; c'est donc qu'il n'y a pas paiement.

26. — Mais on conçoit très bien que la situation si grave faite au créancier ou au débiteur par leur refus, ne puisse pas avoir lieu *ipso facto*. La règle *dies interpellat pro homine* n'est pas entrée dans notre législation qui exige avant de déclarer qu'il y a demeure, une constatation judiciaire prouvant la pertinence des faits qui doivent engendrer cette situation juridique. Pour la demeure du débiteur, il suffit d'une sommation ou d'un autre acte équivalent. Il faut quelque chose de plus pour la demeure du créancier.

27. — Il est en effet très facile de comprendre que des rapports respectifs des débiteurs et des créanciers, il doit résulter à ce point de vue un état de choses très différent pour l'un et l'autre. Quand un créancier prétend qu'il n'a pas reçu son paiement et fait une sommation à son débiteur, il est à peu près certain qu'il n'agit pas sans raison. Supposer que le créancier est dans son tort, ce serait supposer cette chose improbable que le débiteur a bien voulu payer une première fois sans exiger de quittance. Si au contraire le débiteur avait retiré une quittance, ce serait un acte de pure démenace que commettrait le créancier qui

consentirait à payer les frais d'une sommation pour se voir opposer une fin de non-recevoir péremptoire. Il est vrai qu'on peut émettre d'autres hypothèses, notamment dans le cas de mandat, mais dans tous les cas l'acte dont il s'agit de justifier ici est un paiement, acte qui grâce à la quittance laisse une trace certaine.

**28.** — Il n'en est plus ainsi quand un débiteur prétend qu'il a été trouver son créancier et que celui-ci a refusé le paiement. Si on devait présumer que le créancier qui fait sommation a raison, on doit à l'inverse présumer que le débiteur qui allègue le refus du créancier a tort. Il n'est pas en effet dans la nature des choses qu'un créancier à qui on offre son paiement le refuse. C'est là un fait relativement exceptionnel et on ne doit pas présumer l'exception. De plus le refus du créancier n'est pas un acte qui comme le paiement se manifeste et se prouve à première réquisition par un signe tangible, c'est au contraire quelque chose qui en général restera insaisissable et qui pour donner naissance à un état juridique demande à être prouvé sans conteste. Enfin, si on ne voit pas l'intérêt que peut avoir un créancier à sommer son débiteur de payer s'il s'est déjà exécuté, on voit très bien l'intérêt qu'aurait un débiteur à lancer une sommation de revenir sur son refus à un créancier bien que celui-ci n'ait jamais été consulté; il peut en effet savoir que le créancier empêché pour le moment ne répondra pas avant une certaine époque, ce qui lui permet de reculer d'autant la date à laquelle il devra payer.

**29.** — Il serait donc beaucoup trop simple et trop

commode pour le débiteur de pousser jusqu'au bout la théorie de la demeure, et l'assimilation entre les situations de débiteur et de créancier en faute, et c'est pourquoi notre Code tout en admettant que les mêmes effets seraient produits pour l'un comme pour l'autre dès que le retard serait constaté, a cherché un autre moyen de déterminer d'une façon précise le refus du créancier.

**30.** — Étant donné que ce qu'il fallait éviter c'est que le débiteur ne se fit d'une procédure destinée à vaincre le refus du créancier, un moyen de différer le paiement, et de porter préjudice même aux droits de ceux qui ne songeraient pas à exiger de lui plus qu'ils ne doivent, ce qu'avait à faire le législateur était très simple. Il fallait qu'il exigeât que le débiteur fit la preuve d'une part qu'il avait dans ses mains l'objet dû, d'autre part que cet objet avait été présenté au créancier et refusé par lui. C'est en effet ce que prouvent les offres réelles qui sont la présentation à l'endroit désigné pour le paiement de l'objet dû, par un officier ministériel chargé de constater d'une façon authentique dans un procès-verbal les réponses du créancier : son acceptation ou son refus.

**31.** — Le législateur a même été plus loin, car il ne s'agit pas seulement de constater le fait matériel du refus du créancier. Ceci n'a d'importance qu'autant que ce refus pourra constituer une faute qui mette le créancier en demeure. Aussi comme il ne pouvait être question de laisser l'officier ministériel chargé de faire les offres juge des raisons de la conduite du créancier, il lui a donné toute

garantie et a décidé que la justice aurait à apprécier le mérite du refus du créancier, et qu'il serait nécessaire qu'un jugement intervint pour valider les offres. Ce jugement produit des effets différents suivant que les offres sont validées ou ne le sont pas. Si les offres sont validées, il vaut l'acceptation que le créancier aurait dû donner au paiement; le paiement devient définitif et le jugement remplace la quittance que n'a pas voulu fournir le créancier.

**32.** — Mais si les offres ne sont pas validées, le jugement constate que le créancier ayant eu raison de refuser son paiement, n'est pas en faute ni par suite en demeure. Il renverse la présomption établie par la loi et l'obligation continue à produire ses effets comme si le débiteur n'avait jamais offert de payer. Le créancier pourra donc réclamer tous les intérêts échus jusqu'au jour où il recevra l'objet dû, il pourra aussi invoquer les clauses pénales, etc.

**33.** — Il est vrai que le Code ne s'en tient pas aux offres réelles et ne fait produire les effets de la demeure que s'il y a consignation des objets dus, et cela quand même le refus du créancier constaté par le procès-verbal d'offres serait établi d'une façon indéniable. Il y a là en effet quelque chose de contradictoire à la théorie de la demeure mais qui cependant s'explique très bien si on envisage la situation non plus au point de vue du créancier, mais au point de vue du débiteur.

**34.** — Il faut remarquer toutefois que les offres réelles même non suivies de consignation auront un certain effet

et qu'on arrivera sensiblement au même résultat que s'il y avait demeure. Il faut même dire que dans ce cas tous les éléments de la demeure se trouvent réunis et que si comme précédemment, on ne peut pas dire que le créancier est en demeure, cela tient uniquement à ce que le législateur n'a pas voulu qu'il y ait à proprement demeure excepté dans le cas de consignation; il a supprimé le nom, mais il n'a pas supprimé la chose. On arrivera indirectement aux résultats obtenus plus haut directement, grâce à l'art. 1382 qui oblige celui qui a causé un dommage à le réparer. Dans la circonstance, en effet, le créancier en faute devra au débiteur des dommages-intérêts qui comprendront le montant des intérêts courus depuis le refus du créancier, et l'appréciation du dommage causé par la garde de la chose due ou l'application d'une clause pénale. Il y aura cependant une différence importante entre ce cas et le précédent c'est que le créancier ici n'étant pas en demeure, le débiteur jusqu'à ce qu'il ait fait juger qu'il y a lieu à l'application de l'art. 1382 sera tenu comme si cet article ne devait pas être appliqué, c'est-à-dire qu'il devra continuer à payer les intérêts, supporter l'effet des clauses pénales, faire l'avance en un mot de toutes les aggravations apportées à son obligation jusqu'à ce qu'il puisse répéter cette avance dans son action contre son créancier. Le débiteur ne pourra pas du reste s'en plaindre car il n'avait qu'à se conformer à la volonté du législateur en consignait.

**35.** — Il faut du reste ajouter que la consignation n'est

pas exigée d'une façon générale par notre Code, qu'elle ne l'est même sauf controverse que pour les sommes d'argent et que, pour les corps certains notamment, il suffira d'un procès-verbal d'offres et d'un jugement de validité. Il est cependant unanimement admis et il n'y a pas un article du Code qui donne à supposer le contraire, que les effets que nous avons vu, se reproduiront comme devant. Or il est impossible d'expliquer cette anomalie si on n'admet pas que le procès-verbal d'offres met en demeure le créancier. Il y a des raisons pratiques qui ici s'opposent à la consignation, c'est indiscutable, mais il est très vrai que ce n'est certainement pas dans ce cas la consignation qui produit effet, puisqu'elle n'existe pas.

**36.** — Il reste à voir pour quels motifs le Code n'a pas déclaré le créancier en demeure dès le procès-verbal d'offres et pourquoi il a exigé la consignation. On peut dire tout de suite que ce n'est nullement en faveur du créancier que cette mesure a été prise mais au contraire en faveur du débiteur et par interprétation de sa volonté probable. La preuve c'est que le Code a parfaitement admis la validité d'offres non suivies de consignation, à condition, il est vrai, qu'elle aurait lieu dans le délai fixé par le jugement. Une autre preuve plus évidente encore c'est que lorsqu'il s'agit de corps certain alors qu'en principe il n'existe pas de consignation, le dépôt de la chose peut cependant être ordonné mais seulement si le débiteur y a intérêt (art. 1264).

**37.** — Le débiteur qui s'est engagé à acquitter une

obligation à une époque déterminée a le plus grand intérêt à payer à cette époque et non plus tard. C'est pour lui une question très importante qu'il s'agisse de sommes d'argent ou de corps certain. S'il s'agit de sommes d'argent, et que d'ailleurs la dette soit productive d'intérêts, il doit chercher à éviter que les intérêts ne continuent à courir. S'il s'agit de corps certain ou de dettes non productives d'intérêts, il importe encore au débiteur de se libérer à cause des risques.

**38.** — Le débiteur s'engage au moment du contrat à apporter tous ses soins à l'objet dû tant que celui-ci restera en sa possession : c'est en effet au détenteur d'un objet à veiller à ce qu'il ne dépérisse pas. Si donc la durée de la détention se prolonge même par le fait du créancier, l'obligation du débiteur se trouvera prolongée d'autant. Même si le créancier est en demeure, le débiteur se trouve bien affranchi des risques, c'est-à-dire : « des pertes ou détériorations qu'une chose déterminée est exposée à subir par suite d'un cas fortuit ou de force majeure » <sup>(1)</sup>, mais il conserve encore une certaine responsabilité.

**39.** — Le créancier ne devient en effet responsable que des risques que le débiteur aurait encourus, si lui-même avait été mis en demeure par le créancier. Je me suis engagé à livrer un cheval déterminé au bout de deux mois. A l'échéance le créancier refuse de prendre livrai-

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. II, n° 882.

son du cheval, un incendie se déclare chez moi et le cheval périt, si j'avais été en demeure j'aurais supporté la perte; c'est le créancier au contraire qui est en demeure, il la supportera. Mais ce que le créancier ne supportera pas c'est les conséquences de ma faute ou de ma négligence. Il y a donc grand intérêt pour moi à me débarrasser, dès que je ne suis plus obligé d'y veiller personnellement, d'une chose qui m'astreindrait encore à une certaine surveillance et à un minimum de soins qu'il y aurait faute lourde à ne pas donner. C'est pourquoi le législateur a introduit la faculté du dépôt de l'objet.

40. — Le législateur a il est vrai rendu obligatoire la consignation de sommes d'argent, mais là il importait encore bien plus de permettre au débiteur de se débarrasser complètement de la chose due. Les dettes de sommes d'argent sont en effet en général d'une importance beaucoup plus considérable que les dettes de corps certain. Au moment où l'habitude de placer les capitaux s'étendait d'une façon si universelle qu'il devenait rare qu'un particulier conservât en caisse plus qu'il ne convient aux dépenses normales de son intérieur ou de son commerce, on ne pouvait pas ne pas prendre en considération la situation du débiteur qui du jour au lendemain déplace la somme nécessaire au paiement de son créancier et est obligé par suite du refus de celui-ci de la conserver indéfiniment à sa disposition improductive et exposée à tous les dangers de vol, d'incendie, etc. Il y avait d'autant plus d'urgence à statuer sur ce cas que, en

matière de sommes d'argent, ce ne sont pas des espèces déterminées qui sont dues; si bien que la perte, même par cas fortuit, est toujours pour le débiteur. Il y avait donc une grande importance pratique à permettre aux débiteurs de verser ce qu'ils devaient au guichet d'une caisse gérée et surveillée par l'État, se chargeant de payer le créancier quand il se présenterait et les exonérant de toute responsabilité.

**41.** — A noter encore cette dernière considération que quand le débiteur paye, il vide ses mains. Les offres n'ont d'autre utilité que de mettre le débiteur autant que possible dans la situation où il serait s'il avait payé. Il faut donc qu'il verse même dans ce cas l'objet dû et puisqu'il ne peut être question d'un versement dans les mains du créancier, il faut organiser la consignation, c'est-à-dire le versement dans la main de tiers offrant toute garantie et mettant l'objet à la disposition du créancier. Ainsi le débiteur se trouve absolument protégé contre sa faute ou sa négligence possible et en même temps on assure son droit de ne pas rester plus longtemps que l'échéance détenteur de la chose due.

**42.** — Il paraît donc incontestable que le Code a organisé la demeure du créancier, mais il n'a pas voulu qu'elle fût encourue sans motifs très plausibles, et il a multiplié les précautions pour bien faire constater le retard et la faute du créancier, d'où la procédure d'offres réelles qui a été adoptée. C'est en vain qu'on voudrait prétendre que parce que le législateur a exigé la consignation il a mé-

connu toute théorie de la demeure. Il est évident que ni le fait matériel du refus du créancier, ni le fait matériel aussi de la consignation ne peuvent par eux-mêmes produire des résultats aussi considérables que ceux qu'indiquent les art. 1257 et 1260. Il faut de toute nécessité qu'il intervienne ici soit la théorie de la demeure, soit la théorie du paiement, or on a montré qu'il ne pouvait y avoir de paiement jusqu'à l'acceptation du créancier ou au jugement validant les offres. C'est encore en vain qu'on voudrait tirer argument de l'art. 1257 qui dans le second paragraphe déclare que les offres tiennent lieu de paiement, car ces expressions ne se réfèrent qu'aux offres suivies de consignation « valablement faites », c'est-à-dire aux offres qui ont été l'objet d'un jugement de validité; ce qui n'a jamais voulu dire que les offres même suivies de consignation mais non validées pussent tenir lieu de paiement.

**43.** — Il ne faut donc voir dans la consignation qu'une mesure de protection prise dans l'intérêt du débiteur et si on peut regretter que sur certains points de détails le Code n'ait peut-être pas donné les meilleures solutions, du moins d'une façon générale, il faut dire que le système qu'il a organisé s'il n'est pas tout à fait logique, donne du moins dans une matière aussi délicate toutes les garanties possibles au débiteur comme au créancier.

---

# PREMIÈRE PARTIE

## DES OFFRES D'UNE SOMME D'ARGENT

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Cas où le débiteur est dispensé d'offres.

---

**44.** — L'art. 1257 paraît associer d'une façon intime les offres et la consignation, et faire des offres le préliminaire obligé et fatal de la consignation. Cependant il faut dire que si d'après cet article les offres réelles supposent toujours une consignation, la réciproque n'est pas vraie et il y a un certain nombre de cas où une consignation seule suffira pour procurer au débiteur la satisfaction à laquelle il a droit. Sans vouloir rien dire ici ni plus loin de la consignation qui est une étude spéciale qui ne rentre pas dans les limites que nous nous sommes assignées, nous traiterons forcément la question.

**45.** — En principe les offres réelles ne sont nécessaires

que quand le débiteur a affaire au créancier qui peut recevoir et libérer <sup>(1)</sup>. Il faut évidemment assimiler à ce cas celui où le débiteur se trouve en présence d'un représentant légal du créancier ainsi qu'il sera dit plus loin. Toutes les fois qu'on ne se trouvera pas dans cette hypothèse, la consignation seule suffira.

**46.** — Quand au contraire le débiteur ne se trouve pas en présence de personnes qui peuvent lui donner quittance parce qu'elles sont encore inconnues ou indéterminées, ou que bien que déterminées elles ont disparu sans laisser de traces, il n'y a plus aucun intérêt à faire faire la procédure d'offres. Il est constant en effet qu'on ne pourra pas interpellier le créancier ni obtenir de réponse, ce serait donc des frais et des lenteurs inutiles. On suppose donc accomplies les offres et on se contente de la consignation.

**47.** — Il y a toutefois une différence entre la consignation précédée ou non d'offres. Quand les offres réelles ont précédé la consignation, il n'y a aucun délai pour l'opérer et il a été jugé que des offres réelles n'étaient pas nulles pour n'avoir pas été suivies de consignation dans les vingt-quatre heures <sup>(2)</sup>. Mais il n'en est pas de même quand il n'y a pas eu d'offres, et dans ce cas la loi fixe pour chaque cas particulier le délai de la consignation.

**48.** — Il n'y aura pas besoin d'offres réelles quand il y aura sur la somme due une opposition, ou s'il s'agit de

(1) Bioche, n° 3. — Cass., 24 juin 1812, Coche c. Bellier, P. chr.

(2) Cass., 5 déc. 1826, Chabanier, P. chr.

payer le prix d'un immeuble grevé d'inscriptions (1). En effet dans ce cas le débiteur ne peut sans imprudence faire le paiement au créancier, il ne peut pas davantage le faire *de plano* au saisissant ou aux créanciers inscrits car ce paiement ne serait pas opposable à d'autres opposants ni aux autres créanciers hypothécaires ou privilégiés dispensés d'inscription. Et comme par hypothèse ces créanciers peuvent encore être inconnus, on ne peut imposer au débiteur de faire des offres à tous ceux qui pourraient faire valoir des droits sur la somme due, il faut donc bien le dispenser de faire des offres et lui permettre de consigner purement et simplement.

49. — Cette doctrine n'est cependant pas unanimement approuvée et on peut citer un arrêt qui a décidé exactement le contraire. Il est du reste difficile de déduire des termes de cet arrêt, les motifs sur lesquels il se fonde (2). Il est évident du reste qu'il faudrait décider autrement dans le cas où il n'existerait sur l'immeuble vendu que l'inscription prise par le vendeur en vertu de son privilège (3).

50. — Il n'y aurait pas non plus besoin d'offres réelles si le créancier était inconnu (4). Comment en effet pour-

(1) Toullier, t. VII, n° 215 ; — Bioche, v° *Offres réelles*, nos 4 et 5 ; — Rousseau et Laisney, v° *Offres réelles*, nos 74 et 77 ; — Larombière, art. 1259, n° 16 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 193, note 3 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 103. — *Sic*, Amiens, 20 févr. 1840, Hennequière, S. 42. 2. 118 ; — Riom, 4 mai 1852, Farjas, S. 52. 2. 624 ; — Orléans, 17 janv. 1854, Boulard, S. 56. 2. 500.

(2) Paris, 24 déc. 1853, Cohade c. Channebot, S. 56. 2. 503.

(3) Rousseau et Laisney, n° 76.

(4) Rousseau et Laisney, n° 73 ; — Bioche, n° 9.

rait-on lui signifier le procès-verbal d'offres? On peut citer l'hypothèse pratique d'un failli qui voulant se faire réhabiliter, veut désintéresser ses créanciers dont un certain nombre ont disparu. Pour ces derniers il suffira de consigner.

**51.** — On peut faire entrer dans cette hypothèse générale, l'exception de l'art. 777 du Code de procédure qui autorise l'adjudicataire sur expropriation forcée, à « consigner son prix et les intérêts échus, sans offres réelles préalables ». Rien ne dit en effet que c'est le créancier qui a poursuivi l'expropriation qui touchera le prix de vente.

**52.** — On trouve encore une application de cette idée qu'on consigne sans offres réelles toutes les fois que le créancier est inconnu ou indéterminé dans la loi du 6 thermidor an III qui décide qu'en matière de billet à ordre le débiteur a la faculté de consigner si dans les trois jours qui suivent l'échéance, le porteur ne s'est pas présenté. Il est très certain en effet que dans ce cas, il est impossible au débiteur de savoir qui est son créancier et par conséquent il ne peut lui faire d'offres.

**53.** — On peut citer un autre exemple dans le Code de procédure. Aux termes de l'art. 686 du Code de procédure la partie ne peut à compter du jour de la transcription de la saisie, aliéner les immeubles saisis à peine de nullité. Cependant l'art. 687 apporte à ce principe une exception en ce qui concerne le cas où l'adjudicataire de l'immeuble consignerait avant le jour de l'adjudication des biens du saisi, une somme suffisante pour

désintéresser en principal, intérêts et frais les créanciers inscrits et le saisissant. Dans ce cas il n'y a pas besoin de faire des offres réelles<sup>(1)</sup>, mais l'adjudicataire devra signifier l'acte de consignation. On peut sans doute observer que s'il peut découvrir les créanciers inscrits pour leur signifier l'acte de consignation, il pourrait tout aussi bien leur signifier un procès-verbal d'offres. Aussi la raison pour laquelle le législateur s'est décidé semble être un peu différente et il paraît n'avoir pas voulu exiger les offres uniquement pour ne pas obliger l'adjudicataire à une procédure assez compliquée et assez coûteuse et par faveur pour les transactions immobilières.

**54.** — L'adjudicataire qui voudra éviter l'adjudication sur folle enchère ainsi qu'il est dit à l'art. 738 du Code de procédure n'aura pas besoin non plus de faire des offres, il lui suffira de consigner<sup>(2)</sup>.

**55.** — D'une façon générale du reste l'adjudicataire peut consigner son prix sans attendre le règlement de l'ordre. « L'adjudicataire ne peut, en effet, comme le dit l'arrêt de Bordeaux indiqué ci-dessous<sup>(3)</sup>, offrir ni au vendeur ni aux créanciers inscrits : au vendeur, parce que ce prix ne lui appartient pas et que les inscriptions prises à son préjudice ne lui permettent pas de s'en emparer; aux créanciers parce qu'on ne connaît par encore ceux qui sont appelés à toucher, et qu'offrir à des personnes qui sont

(1) Bioche, n° 6; — Pigeau et Poncelet, t. II, p. 313.

(2) Bioche, n° 7; — Persil, n° 163.

(3) Bordeaux, 22 juin 1836, Bertrand, S. 37. 2. 12.

dans l'impossibilité de recevoir serait une démarche peu raisonnable que le législateur n'a pas dû prescrire ». La jurisprudence décide même que dans ce cas il n'y aura pas lieu de signifier le procès-verbal de consignation conformément à l'art. 687.

56. — Quelques auteurs <sup>(1)</sup>, soutiennent cependant que l'adjudicataire devrait faire des offres si dans l'acte d'aliénation, il y avait eu délégation du prix au profit de certains créanciers. L'adjudicataire se trouverait, en effet, en présence de créanciers connus et déterminés et si postérieurement il s'en présentait d'autres, il serait subrogé dans les droits des premiers (art. 1251, n° 2). Nous pensons, au contraire, que même dans ce cas il suffira de consigner, car on ne peut obliger l'adjudicataire à apprécier la validité des transports qui ont pu être faits en fraude des droits d'autres créanciers.

57. — Enfin quand une consignation est ordonnée par une disposition législative ou par un jugement il va de soi qu'il n'y a pas besoin dans ce cas d'offres réelles : le jugement ou la loi en tiennent lieu <sup>(2)</sup>.

(1) Chauveau, sur Carré, n° 2301 ; — Pigeau et Crivelli, t. II, p. 247 ; — Grenier, *Hypoth.*, t. II, n° 463 ; — Tarrible, *Rép.*, v° *Transcript.*, 7, n° 3 ; — Troplong, *Des hyp.*, t. IV, n° 958 *quater* ; — Persil, *Ventes judiciaires d'immeubles*, n° 157. — *Sic*, Riom, 19 janv. 1820, Sartigues, S. chr. ; — Toulouse, 22 nov. 1820, Laporte, S. chr. ; — Bordeaux, 22 juin 1836, Bertrand, S. 37. 2. 12 ; — Amiens, 20 févr. 1840, Hennequière, S. 42. 2. 118 ; — Besançon, 23 déc. 1856, Dumont, S. 57. 2. 351 ; — Cass., 24 juin 1857, Ogier, S. 58. 1. 120.

(2) Bioche, n° 10.

## CHAPITRE II

### Effets des offres réelles.

---

**58.** — Nous diviserons sur ce point nos observations en deux sections, nous étudierons d'abord l'effet des offres réelles quand elles ont été suivies de consignation, nous examinerons ensuite quel serait l'effet d'offres non suivies de consignation. On remarquera qu'il n'est pas question de l'acceptation pure et simple par le créancier des offres qu'on lui fait. C'est qu'en effet dans ce cas, il n'y a pas de question puisqu'il y a paiement.

**59.** — Quand le créancier a accepté les offres, le débiteur est définitivement libéré et le procès-verbal d'offres vaut quittance pour le débiteur. Si le débiteur est libéré, les cautions le sont également de même que les co-obligés, et les sûretés qui avaient été données pour le paiement de la dette deviennent inutiles<sup>(1)</sup>.

**60.** — La dette est donc définitivement éteinte, c'est dire que le débiteur ne pourrait plus se rétracter; il ne

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 157; — Rousseau et Laisney, n° 104; — Colmet de Santerre, t. V, n° 207.

pourrait pas prétendre par exemple que les offres qu'il a faites étaient dans sa pensée des offres conditionnelles, quand rien ne manifestait l'existence de ces conditions (1).

**61.** — Il est aussi très certain que même par suite d'un accord de volonté le créancier et le débiteur ne pourraient en considérant les offres acceptées comme non avenues faire revivre l'ancienne dette avec ses accessoires, car il y a un fait, le paiement, qu'il n'est pas en leur pouvoir d'effacer. Tout ce qu'ils pourraient faire, ce serait de donner naissance à une nouvelle dette qui n'aurait rien de commun avec la précédente et à laquelle on ne pourrait attacher les mêmes sûretés que celles qui garantissaient l'ancienne que par de nouvelles conventions. L'art. 1263 fournit dans ce sens un argument irréfutable (2).

**62.** — Si le créancier peut accepter les offres, il est évident que ses créanciers en vertu de l'art. 1166 ont le même droit. Ils ne pourront toutefois accepter que jusqu'à concurrence du montant de leurs créances, ceci n'est pas contesté (3).

**63.** — Du reste l'acceptation du créancier soit qu'elle procède d'une intervention volontaire de sa part, ou d'une intervention judiciaire c'est-à-dire d'un jugement validant les offres, soit même qu'elle ait été faite par les

(1) Paris, 30 juin 1864, Redon, *J. trib. comm.*, t. XIV, p. 120.

(2) Demolombe, t. XXVIII, n° 157 ; — Rousseau et Laisney, n° 104 ; — Larombière, art. 1263, n° 1 ; — Colmet de Santerre, t. V, n° 207 *bis*-II et III.

(3) Duranton, t. XII, n° 239 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 199 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 155 ; — Larombière, art. 1261, n° 2.

créanciers du créancier en vertu de l'art. 1166, doit être notifiée au receveur de la Caisse des consignations. Jusque-là, en effet, comme on le verra, le débiteur peut retirer sa consignation. Si ce retrait de la consignation était opéré frauduleusement après l'acceptation des offres et avant la signification à la caisse, la dette n'en serait pas moins absolument éteinte et le créancier n'aurait plus qu'une action personnelle contre son débiteur<sup>(1)</sup>. Le créancier doit donc faire la plus grande diligence pour notifier son acceptation.

**64.** — Pour étudier les effets des offres on distinguera suivant qu'elles ont été ou n'ont pas été suivies de consignation.

### § 1

#### EFFETS DES OFFRES SUIVIES DE CONSIGNATION.

**65.** — Lorsque le créancier refuse d'accepter les offres, il y a lieu d'en consigner le montant. L'art. 1257, § 2, s'exprime ainsi sur les effets de cette consignation : « Les offres réelles suivies de consignation libèrent le débiteur ; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites ; et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier ». Les offres qui ne sont pas valablement faites étant nulles, on les supposera conformes aux prescriptions du Code.

**66.** — De ce que les offres réelles suivies de consigna-

(1) Aubry et Rau, t. IV, p. 200 et note 35 ; — Toullier, t. VII, n° 234 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 156.

tion libèrent le débiteur, il résulte : 1° l'art. 1257, le dit expressément, que les risques sont à partir de la consignation à la charge du créancier ; 2°, et l'art. 1257 ne le dit que d'une façon indirecte en déclarant qu'il y a paiement, que le cours des intérêts cesse.

**67.** — En ce qui concerne la mise des risques à la charge du créancier, il faut remarquer que l'art. 1257 n'attache cet effet aux offres qu'autant qu'elles sont suivies de consignation, on verra cependant s'il y a lieu de maintenir sans exception une théorie aussi catégorique.

**68.** — Ce n'est cependant pas d'une façon générale que les offres réelles valablement faites emportent libération, ceci n'est vrai qu'entre celui qui offre et les créanciers. Supposons un tiers détenteur auquel se présente un créancier muni d'un bordereau de collocation ; le tiers détenteur offre et consigne, il est par ce fait libéré, mais le débiteur principal ne l'est pas et si des oppositions sont faites sur la somme consignée, les créanciers non payés ou insuffisamment payés pourront agir contre le débiteur personnellement <sup>(1)</sup>.

**69.** — De même encore Primus est débiteur de Secundus qui a lui-même pour créancier Tertius. Primus fait des offres réelles suivies de consignation à Secundus. Conformément à l'art. 1257 il sera libéré et si l'objet de la consignation périt par cas fortuit postérieurement à cette consignation, sa dette n'en demeurera pas moins

(1) Larombière, art. 1257, n° 13 ; — Cass., 29 févr. 1864, Monnier c. Clément, S. 64. 1. 495.

définitivement éteinte. Mais supposons que ce soit à la suite d'une opposition de Tertius faite en vertu de l'art. 1166 que Primus ait offert et consigné, Secundus ne sera pas admis à venir dire à son créancier Tertius que puisque c'est sur sa saisie qu'une somme qui lui appartenait, à lui Secundus, a été consignée, cette somme doit être considérée comme si elle avait été consignée par lui Secundus après l'offre qu'il en aurait faite à Tertius. Secundus ne pourra donc pas prétendre que la perte de la chose consignée par Primus, perte qui libère Primus vis-à-vis de Secundus, le libérera aussi vis-à-vis de Tertius (1).

**70.** — La raison de ceci est bien simple. Un créancier ne peut avoir un débiteur qu'il ne veut pas et il ne peut dépendre du caprice du débiteur de se libérer envers son créancier, en lui désignant un tiers. D'autre part, il est impossible de considérer l'opposition formée par le créancier sur la somme due à son débiteur comme la preuve que le créancier accepte la personne entre les mains de laquelle il a fait opposition aux lieu et place de son débiteur propre. Le créancier ne fait en effet qu'user dans cette circonstance d'une mesure conservatoire qui ne peut préjudicier à ses droits.

**71.** — En ce qui concerne les intérêts tout le monde est d'accord pour décider que les offres suivies de consi-

(1) Larombière, *op. et loc. cit.*; — Toullier, t. VII, n° 187; — Delvincourt, t. II, p. 126, n° 4. — *Sic*, Cass., 16 juin 1813, Sarni c. Brunetière, S. chr.

gnation en arrêtent le cours. Mais, la discussion commence quand il s'agit de savoir à quel moment les intérêts cessent de courir. Il y a deux systèmes absolus l'un qui déclare que les intérêts cessent de courir du jour des offres, un autre décide au contraire que ce n'est que du jour de la consignation. Un troisième distingue suivant le moment où est intervenu le jugement validant les offres.

**72.** — La première opinion dans laquelle on soutient que les intérêts cessent de courir du jour des offres, ce qui donne en quelque sorte à la consignation un effet rétroactif jusqu'à ce jour, a été soutenue par Toullier <sup>(1)</sup>. Elle se fonde sur les termes employés par l'art. 1257. Toullier fait remarquer que le texte ne dit pas que c'est « la consignation précédée des offres » qui libère le débiteur, mais bien « les offres suivies de consignation ».

**73.** — L'objection que l'art. 1259-2° dispose que le débiteur doit consigner la somme principale avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt, ne le touche pas. Il n'y a là dit-il qu'une de « ces contradictions qui échappent trop souvent à la fragilité de l'esprit humain », et il trouve la solution de cette difficulté dans l'art. 816 du Code de procédure qui à l'encontre de l'art. 1239 consacre la théorie de l'art. 1257 et déclare que les intérêts cessent du jour « de la réalisation » : or dit-il les offres réelles sont réalisées, du jour des offres et non du jour de la consignation.

**74.** — Une seconde opinion distingue suivant que la

(1) Toullier, t. VII, nos 225-226.

consignation a eu lieu ou n'a pas eu lieu avant le jugement de validité des offres. Si la consignation a eu lieu avant le jugement c'est l'art. 1259 qu'il faut appliquer, mais si c'est le contraire qui arrive, les intérêts ne cessent de courir que du jour où les offres ont été réitérées à l'audience.

**75.** — Dans ce système, la règle générale est dans l'art. 1259; c'est elle qui doit toujours être appliquée sauf dans un cas, dans le cas de l'art. 816 du Code de procédure où le débiteur réitère à l'audience des offres déjà faites, car cette réitération des offres, c'est sans aucun doute la réalisation dont l'article fait mention. Et on fait observer que c'est bien là le sens du mot réalisation « l'usage du châtelet, disait Denisart, est de réaliser c'est-à-dire de réitérer les offres à l'audience, et ce n'est que du jour de cette réalisation qu'on prononce la décharge des intérêts dans ce tribunal <sup>(1)</sup> ».

**76.** — On ajoute qu'évidemment les législateurs du Code civil connaissaient ce sens spécial du mot « réaliser » et qu'ils lui ont laissé sa signification ancienne puisqu'ils ne l'emploient que là et que dans les articles qui précèdent comme dans ceux qui suivent l'art. 816, on ne trouve que l'expression de « consigner ».

**77.** — Nous pensons avec la presque unanimité de la doctrine que ces deux opinions sont inadmissibles et qu'il

(1) Denisart, v<sup>o</sup> *Offres réelles*, n<sup>o</sup> 5; — Merlin, *Rép.*, v<sup>o</sup> *Réalisation*; et v<sup>o</sup> *Intérêts*, § VII, n<sup>o</sup> 4; — Moulon *Répét. écrites*, t. II, p. 325; — Delaporte, *Pand. franç.*, t. II, p. 380 et 381.

faut décider que les intérêts cessent du jour de la consignation. L'art. 1257 est en effet formel et on ne peut admettre ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes. Dire que les offres suivies de consignation libèrent le débiteur, c'est dire, il nous semble, qu'elles ne libèreront le débiteur qu'autant qu'elles auront été suivies de consignation et que par conséquent il y a là une opération qui peut bien se composer de plusieurs actes, mais qui ne sera entièrement achevée que lorsque le dernier acte, c'est-à-dire la consignation, aura été fait.

**78.** — Du reste quand même il demeurerait un léger doute, l'art. 1259-2° absolument formel suffirait pour le lever, et c'est peut-être trop de parti pris de ne pas en tenir compte et de se tirer d'affaire en accusant « la fragilité de l'esprit humain ». Il nous semble inadmissible qu'à deux articles de distance le législateur se soit laissé entraîner à la contradiction formidable qu'on lui reproche. Ce serait véritablement plus que de la fragilité d'esprit.

**79.** — Il est vrai qu'il reste toujours l'argument tiré de l'art. 816 du Code de procédure qui lui est beaucoup plus sérieux. Mais il est de toute évidence que le mot de réalisation a été employé là dans un sens tout à fait nouveau et comme synonyme de consignation ; c'est certainement un tort du législateur qui devait amener des confusions, mais c'est indiscutable. Il y en a une preuve irréfutable dans ces paroles du tribun Tarrible en présentant le projet au Tribunat : « Il est aisé de comprendre que la réalisation

dont parle cet article est celle du dépôt. L'art. 1259 du Code civil, qu'il ne s'agit nullement de réformer, dit textuellement que les intérêts sont dus jusqu'au jour du dépôt. D'un autre côté les offres quoique déclarées valables, ne pouvant éteindre la dette, ne peuvent non plus arrêter le cours des intérêts jusqu'à la consignation, qui seule consomme la libération (1) ».

80. — Mais le texte lui-même de l'art. 816 démontre très bien ce que c'est que la réalisation dont il est ici parlé. Il s'agit du jugement validant les offres et des effets de ce jugement, or l'art. 816 ne dit pas que la cessation du cours des intérêts découlera forcément de ce que les offres ont été jugées valables ; il déclare au contraire que le premier effet du jugement de validité ce sera de faire consigner la somme due, si elle ne l'est déjà. C'est là véritablement le but de l'art. 816 qui veut empêcher qu'on valide les offres réelles d'une somme qui n'aurait pas été consignée. Ce n'est qu'à la fin de l'article et en quelque sorte accessoirement, qu'il est question des intérêts et qu'il y est dit qu'ils courront à partir de la réalisation, de la réalisation de quoi..., des offres, non, de la consignation : de sorte que si la somme est déjà consignée les intérêts auront déjà cessé de courir, mais que si elle ne l'est pas encore on attendra que cette consignation *se soit réalisée*. Si on se reporte du reste quelques articles plus haut, à l'art. 777 *in fine*, on y retrouve absolument les mêmes

(1) Locré, *Législ. civ.*, t. XXIII, p. 166-167.

expressions et cet article nous apprend que dans une hypothèse donnée, « le délai expiré, la *consignation* est *réalisée*..... ». Il est donc bien évident que les intérêts ne cessent de courir que du jour de la consignation <sup>(1)</sup>.

**81.** — Il ne faudrait cependant pas croire que les offres réelles même suivies de consignation puissent équivaloir à un véritable paiement, car il y aura entre les deux opérations une différence essentielle puisque dans le cas d'offres réelles, le créancier ne possède pas les deniers. Ils sont à portée de sa main, c'est vrai, mais ils ne sont pas dans sa main. Il en résulte cette conséquence écrite dans l'art. 1261 que « tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer, et s'il la retire, ses codébiteurs ou ses cautions ne sont point libérées ».

**82.** — Donc jusqu'à ce que le créancier ait accepté, le débiteur pourra toujours retirer son offre. Ceci est conforme aux principes généraux de notre droit qui exige pour qu'un lien de droit se forme entre deux personnes, l'accord de leurs deux volontés <sup>(2)</sup>. Or, tant

(1) En ce sens, Duranton, t. XII, n° 225 ; — Marcadé, art. 1257, n° 2 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 198, note 26 ; — Colmet de Santerre, t. V, n° 202 *bis*-III et IV ; — Larombière, art. 1259, n° 7 ; — Chauveau et Carré, n° 2792 ; — Delvincourt, t. II, p. 760, note 5 ; — Dumesnil, n° 379 ; — Bioche, n° 176 ; — Favard de Langlade, v° *Offres réelles*, n° 10 ; — Thomine-Desmazures, t. II, n° 954 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 145 ; — Demiau-Crouzilhac, p. 469 ; — Colmar, 10 nov. 1815, Marx, S. chr. ; — Bordeaux, 16 janv. 1833, Dupuy c. Terrens, S. 33. 2. 181.

(2) Demolombe, t. XXVIII, n° 147 ; — Colmet de Santerre, t. V, n° 206 ; — Larombière, art. 1261, n° 1 ; — Paris, 8 févr. 1812 De Bonnay,

que cet accord de volonté n'est pas intervenu il ne peut y avoir paiement et la dette n'est pas éteinte.

**83.** — Le débiteur conserve donc la propriété des deniers consignés et jusqu'à l'acceptation ou le jugement de validité bien entendu, il pourra les retirer à son gré <sup>(1)</sup>; ceci ne souffre pas de difficulté, mais il faut voir s'il en sera de même pour ses créanciers et si on devra leur accorder le même droit.

**84.** — Quelques auteurs <sup>(2)</sup> refusent absolument ce droit aux créanciers du débiteur parce que d'après eux le droit de retirer la consignation est un droit exclusivement personnel au créancier. Ils ajoutent qu'aux termes de l'art. 1257 la consignation libère le débiteur indépendamment de l'acceptation du créancier, et qu'il ne peut dépendre des créanciers du débiteur de faire revivre une dette dont celui-ci se trouve libéré.

**85.** — Il faut observer qu'il n'est pas absolument juste de dire que la consignation libère le débiteur, que cela n'est vrai qu'à une condition, c'est que la consignation ne sera pas retirée : l'art. 1257 a bien l'effet qu'on lui donne, mais à la condition qu'on n'use pas de la faculté de l'art. 1261. Or s'il est indéniable que le débiteur peut retirer sa consignation pourquoi ses créanciers n'au-

S. chr.; — Cass., 4 avr. 1842 Pagès, P. 42. 1. 558; — Bourges, 30 avr. 1853, D. 54. 2. 52.

(1) Avis du Cons. d'Ét., 16 mai 1810. — *Sic*, Demolombe, t. XXVIII, n° 148; — Aubry et Rau, t. IV, p. 199.

(2) Larombière, art. 1261, n° 2; — Aubry et Rau, t. IV, p. 199 et note 32.

raient-ils pas le droit en vertu de l'art. 1166 d'en user de même.

**86.** — On prétend qu'il y a là un droit exclusivement personnel au débiteur, mais alors ce serait une exception à la règle générale et il faudrait pour l'admettre un texte qui ne se trouve nulle part. L'art. 557 du Code de procédure au contraire déclare expressément que « tout créancier peut, en vertu des titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur ou s'opposer à leur remise ». Or si on a le texte formel, l'art. 1261 <sup>(1)</sup>, qui empêchera les créanciers de s'opposer à la remise des derniers consignés lorsque celui à qui on a offert a notifié son acceptation, on n'a rien qui dise qu'ils n'auront pas en cas de consignation la faculté de saisir-arrêter.

**87.** — Il convient d'ajouter qu'on n'arrivera pas ainsi à ce résultat, redouté de certains auteurs, de faire contracter une dette au débiteur malgré lui, car l'ancienne dette subsiste toujours jusqu'à l'acceptation. Si du reste il fallait prendre ce raisonnement au pied de la lettre on en arriverait même à refuser, et avec beaucoup plus de raison, au débiteur le droit d'user de la faculté que lui donne l'art. 1261. En effet la consignation libère le débiteur, mais elle libère aussi les cautions et les coobligés, pourquoi donc autoriser le débiteur à retirer sa consignation : il va donc de sa seule autorité et malgré eux faire contracter de nouvelles dettes aux coobligés et aux cautions. Le raison-

(1) Un créancier ne peut avoir plus de droits que son ayant-cause.

nement n'est pas admissible dans ce cas, c'est vrai, mais il n'y a pas de raison pour qu'il le soit plus dans l'autre. D'autant plus qu'on se fait peut-être illusion en qualifiant de « définitivement éteinte » la dette du débiteur qui a consigné, alors qu'il suffit d'une simple manifestation de sa volonté pour remettre les choses en l'état, et pour faire revivre les obligations même des cautions et des coobligés (1).

**88.** — Il a du reste été jugé en ce sens qu'en cas de faillite du déposant, la consignation qui n'aurait été ni validée ni acceptée, devient partie de l'actif de la faillite et que le syndic peut s'en emparer à l'exclusion du créancier à qui la consignation était destinée (2). Il a été jugé également que le syndic peut demander le retrait des sommes consignées, conformément à l'art. 1261 (3). Il est vrai que dans cette dernière espèce on pourrait prétendre que le syndic n'agit que comme mandataire du failli. Il y a là une discussion dans laquelle il est impossible d'entrer, mais il nous semble difficile de ne pas admettre que s'il est le mandataire du failli dans une certaine mesure, il ne l'est pas à un bien plus haut degré de la masse des créanciers.

**89.** — Si le débiteur peut rétracter les offres qu'il a faites jusqu'à l'acceptation du créancier, il a la même faculté jusqu'à ce que le jugement validant les offres soit passé en

(1) Duranton, t. XII, nos 237, 239; — Colmet de Santerre, t. V, n° 206 bis-I; — Demolombe, t. XXVIII, n° 149; — Paris, 18 juin 1872, Mettanie, *Le Droit* du 19 sept. 1872.

(2) Paris, 9 nov. 1860, Faucher, *J. trib. comm.*, t. X, p. 62.

(3) Paris, 8 mars 1877, Chevillot, *J. trib. comm.*, t. XXVI, p. 475.

force de chose jugée, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ne soit plus susceptible d'être frappé d'opposition ou d'appel <sup>(1)</sup>. C'est ce que dit l'art. 1262 : « lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, il ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions ». Dans l'hypothèse de cet article il y a en effet un contrat judiciaire qu'il n'appartient plus aux parties de rompre. Mais ce contrat judiciaire ne se formera pas seulement dans le cas prévu par l'art. 1262, c'est-à-dire dans le cas d'une demande en validité, il se formera tout aussi bien dans le cas d'une demande en nullité des offres intentée par le créancier et repoussée; l'essentiel c'est que les offres soient validées <sup>(2)</sup>.

**90.** — Lorsque les offres réelles ont été validées, le débiteur pourrait-il ensuite demander le retrait de sa consignation? Une chose certaine c'est que jusqu'à ce qu'un jugement soit frappé d'opposition ou d'appel, ce jugement a provisoirement l'autorité de chose jugée. Ce n'est donc que dans le cas où le créancier ferait opposition ou appel que le jugement étant considéré comme non avenu, les parties se retrouveraient dans l'état où elles étaient avant qu'il ne soit rendu : le débiteur pourrait par suite retirer sa

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 152; — Colmet de Santerre, t. V, n° 207 *bis*-IV.

(2) Duranton, t. XII, n° 234; — Aubry et Rau, t. IV, p. 200 et note 33; — Larombière, art. 1262; — Demolombe, t. XXVIII, n° 151.

consignation <sup>(1)</sup>. Mais il le pourrait encore dans une autre hypothèse, c'est si le créancier dans les délais d'appel ou d'opposition autorisait le débiteur à retirer la consignation. Dans ce cas la dette revivrait avec tout ses accessoires et les cautions et coobligés ne pourraient pas se plaindre ni se prévaloir du jugement validant les offres puisqu'il dépendait du créancier de faire tomber ce jugement par l'opposition ou par l'appel, et de donner ainsi indirectement au débiteur l'autorisation donnée directement <sup>(2)</sup>.

**91.** — Les offres suivies de consignation ne sont pas, comme on le sait, un véritable paiement, on en a déjà conclu que le débiteur pouvait se rétracter, mais il en résulte aussi que le créancier qui a refusé les offres pourra revenir sur son refus pour empêcher que le débiteur n'use de la faculté qu'il a de se rétracter. Il est certain que si la consignation était un véritable paiement, le créancier du jour où elle a été faite se trouverait payé, et on ne comprendrait pas la possibilité d'une intervention de sa part, pour accepter un fait qui existe quelle que soit la volonté qu'il ait manifesté postérieurement.

**92.** — Il peut du reste être assez délicat de savoir jusqu'à quand le créancier pourra revenir sur son refus. Certes il n'est pas douteux que tant que les offres n'auront pas été retirées le créancier soit admis à les accepter; ce qui est beaucoup plus douteux, c'est de décider si le débiteur

(1) Nîmes, 29 juill. 1807, Maza c. Laseigne-Monteil, S. chr.

(2) Demolombe, t. XXVIII, n° 153; — Colmet de Santerre, t. V, n° 207 bis-V; — Mourlon, *Répét. écrites*, t. II, p. 633.

qui a sommé la caisse de lui restituer sa consignation peut se voir opposer une fin de non-recevoir parce que le créancier a accepté et notifié l'acceptation postérieurement à la sommation de restituer mais avant que le débiteur ne touche.

**93.** — L'affirmative a été jugée <sup>(1)</sup>, par ce motif « que si l'art. 1261 du Code civil dispose que si la consignation d'une somme offerte réellement n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer, il ne s'ensuit pas que, quand ce retrait n'est pas effectué, le créancier qui change de détermination et accepte d'une manière formelle, ne peut plus profiter des offres ». Nous penchons au contraire pour la négative, et le considérant précité ne nous touche pas, car il se fonde sur une pétition de principe, puisqu'il suppose non effectué un retrait qui l'est peut-être. En réalité, toute la question est de savoir si le retrait a été effectué, et si pour qu'il soit parfait, il faut non seulement l'expression de la volonté du débiteur, mais encore la remise matérielle des espèces.

**94.** — Il nous semble que pour que le retrait soit parfait et puisse être opposable au créancier, il suffit que le débiteur ait exprimé sa ferme volonté de retirer sa consignation. En effet, le débiteur lorsqu'il consigne verse à la caisse une somme qui devra être payée à Primus s'il la réclame, mais avec cette condition tacite qu'il

(1) Paris, 29 juin 1825, Hérard et Bacré c. Destienne, S. chr.; — Dalloz, *Rép.*, *Obl.*, n° 2147.

conservera jusqu'à nouvel ordre la propriété de cette somme. La caisse en la recevant s'engage à verser la somme à Primus s'il la réclame, mais jusque-là à considérer le déposant comme le seul et unique propriétaire. Elle s'engage, en outre, sur la notification que lui en fera le déposant, à considérer comme nulle et non avenue la disposition aux termes de laquelle elle doit verser à Primus sur sa réquisition. Il ne peut y avoir aucun doute sur ce point, l'avis du Conseil d'État du 16 mai 1810 <sup>(1)</sup>, est formel.

**95.** — Lorsque le déposant vient sommer la caisse de lui restituer son argent, il signifie donc à la caisse qu'il entend révoquer, ainsi que l'art. 1261 lui en donne le droit, la disposition d'après laquelle la caisse doit verser à Primus s'il réclame, et comme cette signification émane bien du légitime propriétaire de la somme déposée, il n'y a aucune raison pour que la caisse n'en tienne pas compte. A partir de cette sommation la caisse devient simplement débitrice du déposant et le contrat de consignation étant dénoncé, tombe absolument.

**96.** — Peu importe donc que les deniers n'aient pas été remis matériellement au déposant. Il n'a pu y avoir dans ce retard de la caisse que le résultat de formalités administratives qui ne peuvent pas préjudicier au droit d'autrui. L'acceptation de Primus à ce moment sera donc

(1) « Le Conseil d'État..... Considérant que..... la consignation non accompagnée ni suivie d'une acceptation, ne présente rien qui constitue un contrat et que c'est par ce motif que l'art. 1261 du Code civil, parfaite-

une acceptation qui sera non valable, puisque sans objet, car, encore une fois, à partir de la sommation du déposant de lui restituer, la consignation n'existe plus.

97. — Il est encore utile de savoir si le créancier pourra se prévaloir des offres d'une façon générale et, si par exemple bien qu'il ne les ait jamais acceptées, il pourra prétendre que faites en exécution d'un jugement en dernier ressort, elles constituent de la part du débiteur un acquiescement au dit jugement.

98. — On a prétendu que, bien que non acceptées et retirées postérieurement, les offres constituaient un aveu ou une reconnaissance de dette (1). Cette décision est évidemment en contradiction manifeste avec la décision qui refuserait au créancier le droit de se prévaloir des offres dans de pareilles conditions, car reconnaître au créancier le droit de retenir pour un aveu les offres faites par le débiteur, c'est bien lui reconnaître le droit de s'en prévaloir.

99. — Les deux systèmes peuvent se défendre, car d'une part, il est certain que les offres ne deviennent une

ment applicable à la question, a prononcé que, tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer,

Est d'avis : 1° que la caisse d'amortissement *ne peut exiger que la remise de son propre récépissé, revêtu de la décharge du consignateur*, pour faire quand elle en est requise le remboursement des consignations volontaires par elle reçues, et qui n'ont été accompagnées ni suivies d'aucune acceptation ou opposition dûment notifiée au receveur de la caisse où la consignation a été faite ;..... ». Sirey, *Lois annotées*, S. chr.

(1) Paris, 30 juill. 1875, Autet, *J. trib. comm.*, t. XXV, p. 221.

réalité pour le créancier que du jour où il les a acceptées, et d'autre part il y a un fait matériel qui est loin d'être dénué de signification puisqu'il est infiniment probable que si le prétendu débiteur n'avait pas dû, il n'aurait pas offert et consigné.

**100.** — Du reste il est facile d'arriver sur ce point à un système très raisonnable et très acceptable. Il suffit de considérer les conditions dans lesquelles les offres ont été effectuées. Si les offres ont été faites sur des poursuites, il peut arriver que le débiteur pris au dépourvu et voulant en éviter l'exécution, fasse des offres et consigne non pas tant pour se libérer, que pour gagner du temps, et en tout cas pour se soustraire aux mesures de coercition. Le débiteur alors cède à la contrainte et les offres qu'il fait peuvent en effet ne pas impliquer un aveu ou une reconnaissance. Il n'y a donc aucune raison pour déroger au droit commun et pour ne pas donner effet aux offres seulement lorsqu'elles seront acceptées <sup>(1)</sup>.

**101.** — Il n'en sera évidemment plus de même si c'est spontanément que le débiteur a fait des offres. Il est évident que dans ce cas rien ne le forçait et il ne peut alléguer aucune contrainte. S'il les a faites, c'est parce qu'il lui a plu ainsi, et s'il lui a plu ainsi, c'est évidemment parce qu'il devait. Il y a donc bien un aveu ou une reconnaissance

(1) *Sic*, Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> *Acquiescement*, 8 ; — Cass., 22 flor. an IX, Gilkmet c. Beaujean, P. chr. ; — Cass., 20 prair. an IX, C.... c. En-registr., P. chr. ; — Cass., 4 brum. an XI, Leboulanger c. Fiquenot, P. chr.

de dette qui existent indépendamment de l'acceptation du créancier et qui n'en existeraient pas moins si par la négligence de ce dernier, le débiteur venait à retirer sa consignation.

**102.** — Si un jugement intervient condamnant le débiteur, celui-ci aura-t-il le droit d'empêcher la levée ou la signification du jugement. M. Chauveau <sup>(1)</sup> soutient la négative car c'est de la date de la signification des jugements que courent les délais d'opposition ou d'appel. De plus, l'arrêt ou le jugement forme un titre qu'il peut y avoir grand intérêt à conserver et à transmettre.

**103.** — Il est évident qu'il ne saurait en être autrement quand il s'agit d'une décision statuant sur une question d'état ou en matière réelle. Le jugement ou l'arrêt sont en effet indispensables pour établir authentiquement une filiation ou l'existence contestée d'un droit de propriété ou d'une servitude <sup>(2)</sup>.

**104.** — Mais en matière personnelle, il faut décider que les offres empêchent absolument la levée ou la signification du jugement du moins aux frais du débiteur. Le créancier qui a reçu satisfaction n'a plus en effet aucun intérêt à y faire procéder <sup>(3)</sup>.

**105.** — Nous pensons cependant que le débiteur ne devrait pas se borner à faire des offres car on a vu <sup>(4)</sup> qu'elles

(1) Chauveau, sur Carré, n° 2785 *ter*.

(2) Riom, 18 août 1853, Dupic, *J. des huiss.*, t. XXXVI, p. 273.

(3) Caen, 5 août 1847, Surbled, *J. proc.*, art. 3968. — *Sic*, Bioche, n° 64.

(4) Voir *suprà*, nos 98 et suiv.

pouvaient ne pas suffire à l'empêcher de faire opposition ou appel. Il faudrait en plus qu'il fit un acquiescement régulier au jugement par exploit signé de la partie <sup>(1)</sup>.

**106.** — Les offres évidemment pour conduire à ce résultat devraient être régulières et, par suite, suivies de consignation.

**107.** — Cependant même en matière personnelle le créancier peut avoir intérêt à lever le jugement, notamment en matière de diffamation ou en matière de contrefaçon, lorsque le jugement condamne aux dommages-intérêts et à l'insertion du jugement. Il est certain que dans ce cas la partie condamnée ne pourra pas en offrant le montant des dommages, empêcher la levée du jugement et l'insertion.

## § II

### DE L'EFFET DES OFFRES NON SUIVIES DE CONSIGNATION.

**108.** — L'art. 1257 ne parle que des offres suivies de consignation, cela ne veut pas dire qu'elles n'auront d'effet que dans ce cas et les offres réelles indépendamment de toute consignation ont des résultats trop importants pour qu'on puisse les passer sous silence. Nous avons dit que l'effet des offres suivies de consignation était de mettre les risques à la charge du créancier et de faire cesser le cours des intérêts. Il faut voir comment de simples offres vont agir à ces deux points de vue. Il est

(1) Orléans, 1<sup>er</sup> juin 1850, Duboy, *J. des huiss.*, t. XXXII, p. 99; — Paris, 3 févr. 1854, Jouve de Bor, *J. des huiss.*, t. XXXV, p. 151.

inutile de discuter si elles suffisent à libérer le débiteur, l'art. 1257 est absolument formel et exige la consignation.

**109.** — En ce qui concerne les risques, on pourrait être tenté de déclarer que de simples offres les mettent à la charge du créancier. L'art. 1138 pourrait en effet conduire à ce résultat, car il déclare que « l'obligation de livrer la chose... rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer... ». Il est certain qu'on se trouve ici dans les termes de l'art. 1138, puisque le terme est échu et que l'obligation de livrer la chose est parfaite; le débiteur se trouve même dans des conditions encore plus favorables que celles que suppose l'art. 1138, puisque, d'une part, la tradition si elle n'a pas été faite a du moins été offerte, et que, d'autre part, non seulement le débiteur n'est pas en demeure de payer, mais encore le créancier est en demeure de recevoir.

**110.** — Néanmoins l'art. 1257 ne peut laisser de doute, les offres doivent être suivies de consignation; il faut donc se résigner à enregistrer cette exception à la règle de l'art. 1138, exception bien compréhensible du reste puisque le dessaisissement du débiteur est la seule façon pour lui de démontrer la sincérité de ses offres, et qu'il lui est toujours possible de consigner <sup>(1)</sup>.

(1) Bioche, n° 175; — Thomine-Desmazures, t. II, n° 409.

**111.** — Il convient cependant de remarquer que dans tous les cas, et au moyen de la théorie de l'art. 1382, qui domine toute la matière, on arrivera à mettre les risques à la charge du créancier et même à obtenir la libération du débiteur.

**112.** — Voici un de ces cas qui se présentent de la façon la plus favorable. Un débiteur fait faire des offres réelles à son créancier par un huissier. Le créancier refuse et au retour l'huissier est dévalisé par des voleurs. Qui dans cette espèce doit supporter la perte ? Quelques auteurs <sup>(1)</sup> prétendent que les risques sont pour le débiteur puisque c'est lui qui en est le propriétaire et qu'il ne faut pas violer la règle *res perit domino* <sup>(2)</sup>.

**113.** — Nous sommes absolument de cet avis, mais pour une raison toute différente, car s'il fallait appliquer ici la règle *res perit domino*, il n'y aurait pas de raison pour ne pas mettre aussi à la charge du débiteur les risques après la consignation (ce qui serait contraire aux textes) car jusqu'à l'acceptation ou la validation le débiteur est toujours propriétaire. La raison qui doit l'emporter ici c'est simplement que le législateur n'a voulu donner effet qu'aux offres suivies de consignation et non aux offres seules et quelle que soit la faute du créancier elle ne peut pas faire que l'art. 1257 ne dise pas ce qu'il dit.

**114.** — Mais le débiteur ne sera pas pour cela contraint de payer à nouveau le créancier, car, comme le font remar-

(1) Larombière, art. 1257, n° 11.

(2) *Id.*

quer Duranton et Demolombe<sup>(1)</sup>, le débiteur pourra repousser l'action de son créancier *exceptionis ope*, ce qui, en pratique, conduira au même résultat que la libération. Il est en effet très certain que la faute évidente du créancier peut donner lieu à l'application de l'art. 1382. Et alors le débiteur étant admis à réclamer à titre de dommages-intérêts ce qu'il doit au créancier, les deux dettes s'éteindront par compensation.

**115.** — Cette espèce n'est du reste qu'un exemple, il faudrait généraliser et décider de même dans tous les cas analogues, mais cela à deux conditions. Il faudrait d'abord qu'il y eût évidemment faute de la part du créancier, ensuite que le débiteur n'eût pas à se reprocher de n'avoir pas « pris les précautions commandées par la prudence<sup>(2)</sup> ».

**116.** — Le débiteur n'aura pas pris « les précautions commandées par la prudence » dans certaines circonstances de fait, notamment s'il envoie de l'argent sans avoir pris les précautions nécessaires, mais aussi surtout d'une manière générale quand il n'aura pas consigné, car c'est le meilleur moyen que lui donne la loi pour se décharger des risques. Ainsi si les espèces offertes baissent de valeur entre le jour des offres et celui de la consignation, la perte sera évidemment pour le débiteur<sup>(3)</sup>, car s'il

(1) Duranton, t. XII, n° 225 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 140.

(2) Cass., 3 août 1870, Martine c. chemin de fer du Nord, S. 72. 1. 84.

(3) Larombière, art. 1257, n° 11 ; — Toullier, t. VII, n° 231, est d'un avis contraire. Cela s'explique par la théorie de cet auteur qui consiste à donner effet aux offres du jour des offres proprement dites et non du jour de la consignation (voir *suprà*, n° 72 et suiv.).

avait consigné la loi le déchargeait de toute responsabilité : il a donc manqué à la prudence en s'exposant à des risques qu'il lui était si facile d'éviter.

**117.** — En ce qui concerne le cours des intérêts, il faut distinguer entre les intérêts conventionnels et les intérêts moratoires. Pour les premiers on a vu qu'ils ne cessaient de courir que du jour de la consignation, il est donc hors de doute que du moment qu'il n'y a pas de consignation ils devront continuer à courir.

**118.** — Il nous paraît avec quelques auteurs (1) qu'il n'en doit pas être de même des intérêts moratoires et que ceux-ci cessent de courir par le simple fait d'offres, car les offres même non suivies de consignation constituent le créancier en demeure de recevoir, et par suite le débiteur n'a plus rien à se reprocher : on ne peut donc lui appliquer une peine réservée au débiteur négligent.

**119.** — Sans doute, on peut répondre que comme les intérêts conventionnels, les intérêts moratoires doivent courir jusqu'à la consignation, précisément parce qu'ils sont une peine pour le débiteur négligent. En effet, dit-on, le débiteur n'est pas négligent quand il a satisfait à toutes les conditions requises par la loi, ce qui n'est pas le cas dans l'espèce, car ce que demande la loi ce sont des offres suivies de consignation. Si donc le débiteur ne fait que des offres, il ne fait que la moitié de l'opération, il est

(1) Bioche, n° 179; — Toullier, t. VII, n° 220.

donc en faute puisqu'il ne dépend que de lui de la parachever entièrement. Il n'y a donc aucune raison pour faire cesser à dater du jour des offres le cours des intérêts moratoires; si le débiteur veut les arrêter il a un moyen bien simple, qu'il satisfasse à la loi, qu'il consigne.

**120.** — Ce raisonnement n'est pas péremptoire car si le débiteur a été négligent le créancier l'a été encore bien plus de ne pas accepter lorsqu'on lui a offert. Tout alors eût été terminé. Si la dette qui a fait l'objet d'offres donne encore lieu à des difficultés, c'est à cause du refus du créancier; il serait donc vraiment extraordinaire que celui-ci tirât un profit d'un acte qu'il n'avait pas le droit de faire. Il faut encore ajouter que ne pas faire cesser les intérêts moratoires à dater du jour des offres ce serait en quelque sorte donner un encouragement au refus du créancier qui pourrait toujours espérer que son débiteur ne consignera pas.

**121.** — Les offres seules produisent encore un autre résultat intéressant, c'est de purger la demeure dans les cas où elle résulte de la seule échéance du terme, de la convention ou de la loi <sup>(1)</sup>.

**122.** — Il en est ainsi notamment dans le cas de l'art. 1662 : « faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable », et aussi dans le cas de l'art. 1912

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 137; — Larombière, art. 1257, n° 5.

« le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat : 1° s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années ».

**123.** — Il est évident que jusqu'au dernier moment le vendeur à réméré et le débi-rentier peuvent profiter de la faculté de payer. Or, si on n'admettait pas que des offres pures et simples pussent purger la demeure résultant de l'échéance du terme, ce serait leur enlever un droit que la loi leur donne et les mettre entièrement à la discrétion de leur cocontractant. Ce dernier aurait ainsi, en effet, un moyen très simple d'empêcher l'exercice du réméré, ou de forcer au rachat, ce serait de refuser les offres. Il paraît impossible, si on décide que jusqu'à la dernière minute du délai le débiteur et le crédi-rentier ont le droit d'empêcher l'application des art. 1662 et 1912, qu'on ne leur reconnaisse pas le droit de ne consigner qu'ensuite : le débiteur peut avoir un empêchement matériel à consigner aussitôt après avoir offert puisqu'il n'y a qu'une caisse de consignation par arrondissement.

**124.** — Cette solution est du reste confirmée par l'art. 816 qui prévoit le cas où des offres valables n'auront pas été consignées. Or, s'il peut exister des offres non suivies de consignation, c'est bien dans le cas extrêmement favorable qui vient d'être exposé.

**125.** — Pour les mêmes raisons, de simples offres suffiront à prévenir l'effet d'une condition résolutoire ou d'une clause pénale, car il faut que le débiteur ait été mis en demeure pour que l'obligation soit résolue et pour que la

peine soit encourue <sup>(1)</sup>. Il pourra donc faire les offres même après l'échéance pourvu qu'elles soient antérieures à la sommation, à moins qu'il soit stipulé que la seule échéance du terme entraînera la demeure, auquel cas les offres devront être faites avant l'échéance <sup>(2)</sup>.

**126.** — Cette solution n'est pas à l'abri de toute contestation, mais nous ne pouvons résoudre ici cette question dont la solution dépend d'une autre beaucoup plus générale, celle de savoir si une condition résolutoire ou une clause pénale ont effet *de plano*, ou si, au contraire, il peut dépendre des juges d'en ordonner l'application avec plus ou moins de tempéraments. Nous en donnerons seulement l'indication en ce qui concerne les rentes.

**127.** — En ce qui concerne les rentes portables, le défaut de paiement des arrérages pendant deux années rend le capital exigible de plein droit par la seule expiration du terme et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et le droit acquis au créancier de demander le remboursement ne peut plus lui être enlevé même par des offres réelles faites postérieurement à l'échéance du terme <sup>(3)</sup>.

(1) Larombière, art. 1257, n° 8 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 197.

(2) Demolombe, t. XXVIII, n° 138 ; — Larombière, art. 1257, n° 5.

(3) Troplong, *Du prêt*, sur l'art. 1911, nos 474 à 483 ; — Cass., 10 nov. 1818, Pujos, S. chr. ; — Cass., 8 avr. 1818, Mangin, S. chr. ; — Cass., 16 déc. 1818, Rouxel, S. chr. ; — Cass., 25 nov. 1839, Sermet, S. 40. 1. 252 ; — Cass., 9 août 1841, Villequier, S. 41. 1. 796.

Quelques décisions anciennes proposent cependant de laisser au juge un pouvoir d'appréciation. — Colmar, 10 nov. 1815, Marx et Weill c. Recard, P. chr. ; — Colmar, 30 avr. 1816, N.-c.-N., P. chr.

**128.** — Mais il faut bien entendu que le débiteur ait su à qui la rente était due et où elle devait être payée (1), car hormis ces deux hypothèses il n'est pas en faute.

**129.** — En ce qui concerne les rentes quérables, la jurisprudence décide au contraire que le débiteur doit avoir été mis en demeure de payer les arrérages dans son propre domicile et permet jusque-là de faire des offres réelles. Elle a du reste décidé qu'un commandement ne suffisait pas pour mettre en demeure le débiteur (2).

**130.** — Les offres réelles forment-elles obstacle à ce que le débiteur puisse ultérieurement être constitué en demeure? Quelques auteurs prétendent que c'est impossible parce que disent-ils, d'une part, le débiteur n'est pas en retard puisqu'il a fait des offres, d'autre part, le créancier est en faute car s'il avait accepté les offres tout serait fini (3).

**131.** — Nous croyons qu'il ne doit pas en être ainsi car si le créancier est en faute de ne pas avoir accepté les offres, le débiteur est également en faute de n'avoir pas consigné. Au reste on comprend très bien qu'on donne effet aux simples offres quand pour une raison de délai le

(1) Caen, 17 janv. 1825, Piron c. Coffet, S. chr.

(2) Turin, 27 avr. 1812, Bianco, S. chr.; — Cass., 28 juin 1836, Claverie c. Labadat, S. 36. 1. 690; — Aix, 10 déc. 1836, Montvallon, S. 37. 2. 120; — Caen, 21 mars 1839, Raould, S. 39. 2. 431. — *Sic*, Duranton, t. XVII, n° 620; — Favard de Langlade, *Rép.*, v° *Prêt*, sect. 2, § 2, n° 8. — *Contrà*, Aix, 28 avr. 1813, Coriolis-Despinonne c. Mottet, S. chr.

(3) Larombière, art. 1257, n° 6; — Demolombe, t. XXVIII, n° 139; — Toullier, t. VII, n° 220.

débiteur peut n'avoir pas le temps matériel d'accomplir l'opération voulue par la loi, c'est-à-dire des offres suivies de consignation; mais le premier soin de celui qui fait des offres n'en doit pas moins être de consigner aussitôt que possible. La loi lui a donné là un moyen tout simple de se libérer, il ne peut donc se plaindre, et s'il est vrai que si le créancier avait accepté les offres tout serait fini, il ne l'est pas moins que si le débiteur avait consigné, tout le serait également <sup>(1)</sup>. Le créancier pourra donc à son tour purger sa demeure par une sommation au débiteur d'avoir à consigner, ou une assignation à cette fin.

(1) Aubry et Rau, t. IV, p. 197, note 23.

---

## CHAPITRE III

**Par qui les offres réelles peuvent être faites.**

---

**132.** — Les offres réelles ayant pour but un paiement, il en résulte que le débiteur doit avoir au moins la capacité de payer, c'est-à-dire être propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner (art. 1238). Si le débiteur n'a pas la capacité d'aliéner on s'adressera à ceux qui ont mission de le représenter : s'il est mineur ou interdit, par exemple, son tuteur fera les offres. Si le mineur domicilié en France a des biens dans les colonies ou réciproquement, il lui est nommé un pro-tuteur dont la gestion est indépendante de celle du tuteur (art. 447, C. civ.). Ils seront donc exclusivement compétents chacun dans leur sphère pour faire les offres. Si le débiteur est un aliéné non encore interdit et qu'il y ait lieu de faire des offres réelles, il n'y aura évidemment pas de question s'il est en liberté, car juridiquement il est toujours capable, mais s'il est interné il n'en est pas de même. Sa situation juridique n'a pas changé en effet, cependant on se trouve en face d'une situation de fait qu'il est impossible de méconnaître,

aussi bien qu'il n'ait pas encore de tuteur puisque par hypothèse il n'est pas interdit, on ne peut le laisser sans protection. La loi du 30 juin 1838 a tranché la question et dans son art. 34, elle a décidé qu'un des membres de la commission de surveillance de l'établissement exercerait à l'égard des personnes non interdites qui y sont placées les fonctions d'administrateur provisoire, ferait tous actes d'administration et procéderait à l'acquittement de dettes, ce qui lui donne par conséquent le droit de faire des offres réelles.

**133.** — Nous avons déjà vu que faire des offres, ou en accepter, c'est là un acte de pure administration. Le tuteur pourra donc, sans autre formalité, accepter les offres et il n'aura pas besoin d'une délibération du conseil de famille<sup>(1)</sup>.

**134.** — En sera-t-il de même pour la mère à l'égard du conseil que, conformément à l'art. 391, le père lui aura donné? D'après cet article, la mère ne doit faire aucun acte relatif à la tutelle sans l'avis du conseil, à moins que le père n'ait limité les attributions du conseil. Il s'agit de savoir si cet article est opposable au débiteur et s'il peut se libérer par des offres faites seulement à la mère.

**135.** — Un assez grand nombre d'auteurs soutiennent que les offres réelles doivent être faites et à la mère et au conseil, leur argumentation se résume ainsi : pour être valables il faut que les offres réelles mettent dans leur tort le créancier qui refuse de les recevoir, or il est évident que la mère ne peut seule donner quittance car c'est là

(1) Bioche, n° 26.

un acte de tutelle pour lequel l'avis du conseil est requis, donc, disent ces auteurs, il faut également mettre en demeure l'autre partie dont le concours est indispensable, c'est-à-dire le conseil <sup>(1)</sup>.

**136.** — Nous nous permettrons d'être d'un avis tout à fait opposé à celui de ces auteurs, car la situation faite à la mère par la restriction que la nomination d'un conseil apporte à ses pouvoirs n'est en rien comparable à la situation du mineur ou de l'interdit. En effet, si le conseil désigné par le père meurt ou refuse d'accepter il n'en sera pas nommé un nouveau et la mère aura aussitôt tous les droits d'un tuteur ordinaire. Aussi il nous semble que l'art. 394 ne peut avoir d'effet que relativement à la mère. Dès lors dans le cas où cette dernière ferait un acte de tutelle sans l'avis de ce conseil elle se rendrait responsable sans que l'acte en soit pour cela vicié, si d'ailleurs il rentrait dans la limite des attributions des tuteurs ordinaires. Et cette solution se conçoit fort bien si on considère que presque toujours les tiers ignoreront la nomination d'un conseil. C'est là, en effet, une hypothèse relativement exceptionnelle, et étant donné que le débiteur en faisant des offres réelles exerce un droit absolu contre lequel le conseil ne pourrait élever aucune objection, on ne voit pas pourquoi on l'obligerait à se livrer à des démarches pour savoir si par hasard il n'y aurait pas un conseil; c'est du reste en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence <sup>(2)</sup>.

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 70 ; — Bioche, n° 29 ; — Dumesnil, n° 155.

(2) Bordeaux, 12 juin 1870, de Longuerue c. Collardon, S. 70. 2. 272. —

**137.** — Le prodigue ne pouvant pas aliéner (art. 513) ne pourra pas par lui seul faire des offres réelles, il lui faudra l'assistance de son conseil judiciaire. Certains auteurs prétendent cependant que le prodigue est capable pour les actes d'administration <sup>(1)</sup>. Il faudrait voir dans cette opinion pour chaque cas particulier quel est le caractère des offres.

**138.** — Le mineur émancipé est capable pour tous les actes d'administration (art. 481), il n'aura donc pas besoin de l'assistance de son curateur.

**139.** — Quant à la femme mariée il faudra distinguer suivant les régimes. Dans les deux régimes de communauté légale et sans communauté, le mari a seul l'administration des biens de la femme, seul il aura donc la capacité de faire des paiements et par conséquent des offres réelles; dans le régime de séparation de biens, il n'en sera plus de même et ce pouvoir n'appartiendra qu'à la femme. En ce qui concerne le régime dotal il faut distinguer s'il s'agit d'une dette ressortissant des biens dotaux, ou des biens paraphernaux. Seul le mari a l'administration des biens dotaux, seul il pourra faire les offres. Pour les biens paraphernaux au contraire, il n'y a que la femme qui aura capacité <sup>(2)</sup> (art. 1576). La femme mariée mineure faisant un commerce séparé de

Plusieurs auteurs soutiennent l'opinion contraire d'après laquelle le mineur pourrait toujours faire annuler l'acte accompli par la mère sans l'assistance du conseil. — Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1000.

(1) Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 1190, § 5.

(2) Pigeau et Crivelli, t. 2, p. 521, n° 4.

son mari aurait le droit de faire des offres sans l'autorisation de son mari pour toutes les affaires de son commerce.

**140.** — Les offres réelles peuvent être faites aussi par l'exécuteur testamentaire s'il a la saisine <sup>(1)</sup>, et si le testateur n'a pas limité cette saisine de telle façon qu'elle ne comporte plus le droit de faire des offres. L'exécuteur testamentaire qui n'a pas la saisine est simplement chargé de veiller à l'exécution du testament, il n'a donc aucune capacité pour intervenir.

**141.** — Si le représentant légal peut faire des offres, à plus forte raison le représentant conventionnel, c'est-à-dire le fondé de pouvoirs ou le mandataire à condition que cela rentre dans les limites de son mandat. Ceci est conforme au droit commun.

**142.** — Peuvent également faire des offres les coobligés et les cautions et, en général, tout ceux qui ont intérêt au paiement <sup>(2)</sup>. Quant aux tiers non intéressés agissant en leur nom propre, les offres faites par eux sont licites mais à la condition expresse qu'ils ne soient pas subrogés dans les droits du créancier (art. 1236). Dans ces limites seulement les offres qu'ils feront seront valables <sup>(3)</sup>.

**143.** — D'après Bioche, ce principe n'aurait pas été admis d'une façon absolue et il cite un arrêt de cassation du

(1) Dumesnil, n° 149 ; — Bioche, n° 21.

(2) Thomine-Desmazes, t. II, p. 402 ; — Bioche, n° 12.

(3) Demolombe, t. XXVIII, n° 71 ; — Dalloz, v° *Oblig.*, n° 2080-4° ; — Rousseau et Laisney, n° 5 ; — Bioche, n° 13 ; — Thomine-Desmazes, t. II, p. 402.

12 juillet 1813 <sup>(1)</sup>, qui, d'après lui, dérogerait à cette règle générale. Il est impossible d'admettre cette exception. Il s'agissait, dans l'espèce, d'un acquéreur d'un immeuble grevé du service d'une rente foncière qui réclamait la subrogation, or la Cour de cassation a repoussé la subrogation et déclaré les offres réelles non valables. Il est vrai qu'un considérant explique que s'il a été jugé ainsi c'est parce que le demandeur a caché sa qualité de propriétaire, donnant à entendre que dans le cas contraire elle aurait validé les offres par lui faites; mais il est vrai aussi que dans l'espèce ainsi modifiée, on ne se trouvait plus dans l'hypothèse d'un tiers non intéressé au paiement, car le propriétaire a un intérêt majeur à ne pas conserver sur sa propriété un service de ce genre.

**144.** — Il faut du reste pour que les offres faites par un tiers non intéressé en son nom personnel, ne soient pas valables qu'il fasse de la subrogation du créancier la condition de la réalisation de ses offres. Rien n'empêcherait qu'il n'obtienne la subrogation du débiteur aux termes de l'art. 1250 <sup>(2)</sup>, c'est là en effet une subrogation à laquelle le créancier ne peut s'opposer.

**145.** — Le tiers saisi peut-il faire des offres réelles au saisissant? En principe non, car le tiers saisi n'a aucun intérêt à payer le saisissant et il peut gravement léser les intérêts de son créancier qui a peut-être les meilleures raisons de se refuser à payer. Cependant il peut se pré-

(1) Godard c. de Frondeulle, P. chr.

(2) Cass., 11 juill. 1843, Villa c. Debion, P. 44. 1. 542.

senter des cas où il serait bien rigoureux de ne pas faire fléchir cette règle, c'est quand le tiers saisi se trouve personnellement responsable à l'égard du saisissant. Dans ce cas là c'est un droit absolu pour le tiers saisi d'offrir ce dont il est débiteur, et le saisissant ne peut refuser ces offres sous prétexte « qu'il n'a pas qualité pour les recevoir et qu'il ne peut d'ailleurs en apprécier le mérite ». Cette hypothèse est surtout pratique pour le sous-locataire entre les mains de qui le propriétaire ferait une saisie-arrêt à raison des loyers dus au principal locataire. C'est en ce sens du reste que s'est prononcée la jurisprudence <sup>(1)</sup>.

(1) Paris, 23 mars 1829, *Travers c. Samson*, S. chr. — *Sic*, Roger, *De la saisie-arrêt*, n° 431.

---

## CHAPITRE IV

### A qui doivent être faites les offres réelles.

---

**146.** — Les offres réelles ne peuvent être faites qu'aux personnes qui ont la capacité de recevoir un paiement, et de donner quittance. On offrira donc au créancier ou à ses représentants légaux <sup>(1)</sup>, car c'est à eux qu'on doit payer.

**147.** — Si le contrat contenait désignation d'un tiers pour recevoir le paiement, il est bien évident que le débiteur aurait également le droit de faire des offres à ce tiers et qu'on ne pourrait l'obliger à s'adresser directement au créancier <sup>(2)</sup>. Il n'en serait plus de même si par la suite ce tiers devenait interdit ou tombait en faillite <sup>(3)</sup>, cependant ceci ne doit pas être admis d'une façon absolue, car si le débiteur avait offert de bonne foi, il faudrait décider que les offres sont valables. Le créancier n'avait

(1) Bioche, n° 23 ; — Rousseau et Laisney, n° 6 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 69 ; — Laurent, t. XVIII, n° 147.

(2) Pothier, *Des obl.*, n° 254 ; — Toullier, t. VII, n° 189 ; — Duranton, t. XII, n° 203 ; — Laurent, t. XVIII, n° 147 ; — Bioche, n° 45.

(3) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 521, n° 3.

qu'à notifier au débiteur l'incapacité de son ayant-cause.

**148.** — Le débiteur pourrait encore offrir au tiers désigné dans le contrat, même s'il lui signifiait une volonté contraire, car on ne pourrait admettre alors qu'une déclaration du seul créancier puisse faire tomber une convention conclue dans l'intérêt des deux parties. Pour que le débiteur fût dans ce cas privé du droit de faire des offres réelles à ce tiers, il faudrait qu'il eût consenti à annuler cette clause particulière du contrat <sup>(1)</sup>. Il n'en serait pas de même cependant si le tiers n'avait été désigné que dans l'intérêt du créancier. Il serait, en effet, parfaitement admis à faire signifier au débiteur qu'il renonce à se prévaloir de ladite clause <sup>(2)</sup>.

**149.** — L'étendue des pouvoirs des tiers se trouve du reste délimitée d'une façon très étroite et très précise par les termes du contrat. Ainsi, on ne pourrait pas faire au tiers les offres du capital, s'il n'a pas été spécialement préposé à recevoir le paiement de ce capital. Il a été aussi jugé que c'est à tort que pour le rachat d'une rente, on a fait les offres du capital à celui qui était simplement chargé de recouvrer les arrérages <sup>(3)</sup>.

**150.** — Tout ceci n'est du reste que l'application de ce principe que le contrat est la loi des parties; aussi quand il s'agit de faire des offres réelles y a-t-il lieu de rechercher tout d'abord si le contrat a prévu le cas : s'il s'est expliqué sur ce point, il n'y a qu'à suivre ses prescriptions.

(1) Bioche, n° 46.

(2) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 521, n. 3.

(3) Cass., 4 therm. an IX, Corlouer, P. chr.

**151.** — Ce ne sera donc que dans le silence du contrat qu'on devra se préoccuper de savoir à qui on doit offrir. Nous allons donner la solution dans les espèces principales, ce ne sera du reste que l'application du principe que nous avons posé au début de ce chapitre qu'on doit offrir au créancier ou à ses représentants légaux.

**152.** — Si le créancier est absent, il se présentera deux hypothèses : ou il aura laissé un fondé de pouvoirs, et dans ce cas c'est naturellement à lui qu'on devra s'adresser; ou l'envoi en possession aura été déclaré, et alors ce sera à l'envoyé en possession qu'on offrira ou à l'administrateur légal. Mais il peut se faire que le créancier absent n'ait pas laissé de fondé de pouvoirs et que, d'autre part, l'envoi en possession n'ait pas encore été ordonné; dans ce cas il ne faut pas que la négligence du créancier qui a omis de préposer quelqu'un à la surveillance de ses intérêts, puisse nuire au débiteur qui a le droit absolu de payer à l'échéance. Il faut décider qu'alors le débiteur aura le droit de faire des offres au dernier domicile de l'absent <sup>(1)</sup>.

**153.** — Lorsqu'un mineur non émancipé ou un interdit est créancier, c'est au tuteur ou au pro-tuteur <sup>(2)</sup> que les offres doivent être faites. S'il n'y a pas de tuteur, pourra-t-on les faire au subrogé-tuteur? nous ne le pensons pas, car le subrogé-tuteur n'est pas un représentant légal, sa

(1) Duranton, t. XII, n° 213; — Rousseau et Laisney, n° 6; — Dumesnil, n° 168.

(2) Voir *suprà*, n° 132.

mission consiste simplement à surveiller le tuteur, mais il n'a pas le droit d'intervenir dans l'administration ainsi que le démontre jusqu'à l'évidence l'art. 424 « le subrogé-tuteur ne remplacera pas de plein droit le tuteur, lorsque la tutelle deviendra vacante, ou qu'elle sera abandonnée par absence. » Le débiteur n'aura donc que la ressource de provoquer la nomination du tuteur en mettant en demeure le subrogé-tuteur d'y faire procéder. Si le subrogé-tuteur résiste, il l'assignera à comparaître et il demandera au tribunal l'autorisation de consigner <sup>(1)</sup>.

**154.** — En ce qui concerne le mineur émancipé et le prodigue, les art. 482 et 513 imposent une distinction. Le mineur émancipé ne peut donner décharge d'un capital mobilier sans l'assistance de son curateur, le prodigue peut se voir imposer l'assistance de son conseil dans le même cas. Mais la loi ne parle que d'un capital mobilier, et non des revenus que l'un et l'autre peuvent toucher sans le moindre contrôle. S'il s'agit d'offres réelles de revenus ils pourront donc les recevoir seuls, mais il n'en sera plus de même s'il s'agit d'offres d'un capital <sup>(2)</sup>.

**155.** — Il va sans dire que si le mineur émancipé est commerçant, comme il pourra recevoir même un capital mobilier sans l'assistance de son curateur, la restriction qui vient d'être expliquée au droit de recevoir des offres réelles ne s'appliquerait plus, à condition que ces capitaux lui soient dûs à raison de son commerce.

(1) Bioche, n° 24.

(2) Bioche, nos 27 et 28 ; — Dumesnil, n° 161.

**156.** — En ce qui concerne les femmes mariées, il faudra distinguer suivant le régime sous lequel elles ont été mariées. Les offres devront donc être faites au mari qui est administrateur de la communauté. Il en sera de même pour les sommes frappées de dotalité. Pour les sommes dépendant des biens paraphernaux, c'est à la femme qu'on devra s'adresser; en cas de séparation de biens également.

**157.** — Il est évident que les offres faites irrégulièrement à un incapable peuvent toujours être ratifiées, soit par l'acceptation de celui à qui on aurait dû offrir, soit par la ratification de l'incapable lui-même quand l'incapacité a cessé (1).

**158.** — Si le créancier est en faillite, il se trouve par cela même dessaisi de l'administration de ses biens, on ne pourrait donc lui faire des offres valables. On ne pourrait non plus forcer le débiteur du failli à faire des offres individuellement aux différents créanciers, car jusqu'à la distribution ils n'ont qu'un droit éventuel à l'actif de la faillite. La faillite jusqu'à ce moment forme une masse tout à fait spéciale, un patrimoine à part et l'administration n'en appartient qu'au syndic à l'exclusion des créanciers. C'est donc au syndic seulement qu'on pourra faire les offres (2).

(1) Bioche, n° 49; — Dumesnil, n° 164.

(2) Bioche, n° 37; — Rousseau et Laisney, n° 9. — La Cour de cassation a décidé en ce sens que « c'est aux syndics d'une faillite et non à chacun des créanciers personnellement que l'adjudicataire des biens du failli s'il veut se libérer, doit faire des offres réelles ». — Cass., 11 mai 1825, Dyrande, S. chr.

**159.** — De ce que les offres réelles doivent être faites à l'administrateur de la fortune du créancier, il résulte encore que pour les condamnés frappés de l'interdiction légale, on devra s'adresser au tuteur, et en cas de contumace au séquestre <sup>(1)</sup>.

**160.** — Pour les successions vacantes, ce sera le curateur qui aura qualité pour recevoir les offres <sup>(2)</sup>. Ce point toutefois est contesté parce que, dit M. Dumesnil <sup>(3)</sup>, le curateur n'a pas qualité pour recevoir les paiements. L'argument pourrait porter s'il était exact, mais si on examine l'art. 843 du Code civil, on s'aperçoit qu'il n'y est dit rien de semblable. L'art. 843 dit, en effet, que le curateur d'une succession vacante « en exerce et poursuit les droits ». Or poursuivre les droits d'une succession n'est-ce pas précisément poursuivre le recouvrement des créances de la succession. L'art. 843 confirme du reste cette interprétation quand il ajoute plus loin que le curateur doit consigner « le prix des meubles ou des immeubles vendus ». Vendus par qui; évidemment par le curateur en vertu des art. 796 et 806. Il a donc bien le droit de recevoir des paiements puisqu'il peut toucher des prix de vente, et il serait absolument illogique de lui refuser la capacité de recevoir des offres.

**161.** — Dans le cas où l'héritier est grevé de substitution, on devra offrir au tuteur à la substitution. Si cependant ce dernier n'est pas encore nommé, comme le dé-

(1) Bioche, n° 33; — Dumesnil, nos 165, 166.

(2) Bioche, n° 34.

(3) Dumesnil, n° 167.

biteur ne peut pas avoir à souffrir des négligences du grevé ou de son tuteur (argument de l'art. 1056), il faudra permettre de faire les offres directement au grevé <sup>(1)</sup>.

**162.** — Lorsque les offres doivent porter sur une somme qui a été donnée ou léguée en usufruit, on doit offrir à l'usufruitier incontestablement <sup>(2)</sup>, car c'est lui qui a l'administration entière de l'objet de la donation ou du legs. Le nu-propriétaire n'a pas le droit de s'immiscer dans l'administration desdits biens, il n'aura ce droit qu'à la fin de l'usufruit, et si l'usufruitier a commis des malversations, il aura toujours les moyens de s'indemniser de toute perte grâce à la caution que l'usufruitier aura dû fournir.

**163.** — En cas de cession de créance il faut distinguer s'il y a eu ou non notification de la cession au débiteur, cédé, ou acceptation dudit débiteur. Si ni l'une ni l'autre de ces formalités n'ont été remplies le débiteur ne connaît que le cédant, c'est donc à lui qu'il fera les offres, au cas contraire il devra s'adresser au cessionnaire <sup>(3)</sup>.

**164.** — Dans une société on fera en principe les offres au gérant et pendant la liquidation au liquidateur <sup>(4)</sup> ce principe demande toutefois quelques explications surtout en ce qui concerne les sociétés en nom collectif.

**165.** — Dans les sociétés en nom collectif où tous les associés sont tenus solidairement et *in infinitum* des dettes

(1) Bioche, n° 35 ; — Dumesnil, nos 147, 148.

(2) Bioche, n° 36 ; — Dumesnil, n° 150.

(3) Rousseau et Laisney, n° 8.

(4) Bioche, n° 38 ; — Dumesnil, n° 176.

sociales, si, ce qui est du reste très rare, les statuts ne désignent pas de gérant, chacun des associés a le droit de gérer. Le débiteur pourra donc faire des offres à celui des associés qu'il lui plaît; à condition naturellement qu'il exprime bien qu'il est débiteur de la société et non de l'associé auquel il offre, il n'aura nullement besoin de les faire signifier aux autres associés. S'il y a plusieurs gérants il faudra offrir à celui auquel l'acte de société donne qualité pour cela. Si leurs attributions n'ont au contraire, fait l'objet d'aucune délimitation, le débiteur pourra s'adresser à l'un quelconque d'entre eux. Il devra s'adresser, au contraire à tous s'il a été dit que tous gèreraient en commun. Il faut évidemment pour que les clauses relatives aux pouvoirs des gérants soient opposables aux tiers, qu'elles aient été publiées conformément aux art. 55 et 56 de la loi du 24 juillet 1867. On suivra les mêmes règles dans les sociétés en commandite où le gérant a les mêmes pouvoirs que dans les sociétés en nom collectif.

**166.** — Dans les sociétés anonymes on offrira aux administrateurs comme il a été dit pour les sociétés en nom collectif dans le cas où il y a plusieurs gérants. On ne pourrait se contenter d'offres adressées au directeur qui n'est qu'un mandataire des administrateurs, chargé de diriger les opérations sociales au point de vue technique. Quant aux associations en participation il est inutile d'en parler puisque leur principal caractère est d'être des sociétés occultes et que le débiteur ne connaîtra que l'associé avec lequel il a contracté.

**167.** — Qu'advientra-t-il d'offres faites au mandataire? Il est bien évident qu'il faudra d'abord que le mandat soit valable. Si, par exemple, un mineur incapable donnait un mandat, on ne pourrait faire des offres valables au mandataire même capable, car le mandataire ne peut avoir plus de droit que le mandant <sup>(1)</sup>. Mais si le mandant est pleinement capable, il faut décider qu'on pourra faire des offres au mandataire sans restriction aucune, même si le mandataire est un mineur émancipé ou une femme mariée car l'art. 1990 les autorise formellement à recevoir un mandat.

**168.** — Il faut bien entendu que le mandat ne soit pas conçu en termes tels qu'il se trouve restreint à un objet déterminé, car les pouvoirs du mandataire sont déterminés par l'étendue de son mandat. Ainsi, il a été jugé qu'on ne pouvait faire d'offres réelles à un huissier au moment où il notifiait les mainlevées d'inscription et sommait simplement le débiteur de déclarer ce qui l'empêchait de payer <sup>(2)</sup>. Le mandat de l'huissier se bornait en effet exclusivement à l'acte pour lequel il instrumentait.

**169.** — Ceci conduit à examiner si on peut faire des offres réelles à un huissier qui n'a pas reçu de mandat authentique. Les auteurs sont d'accord pour décider que l'huissier n'est pas *ipso facto* le mandataire de son client, mais il le devient du jour où on lui a remis le titre exécutoire pour procéder à des actes de poursuite, on pourra

(1) Bioche, n° 41; — Dumesnil, n°s 172, 173.

(2) Bourges, 29 mars 1814, Péricaud c. Berry, P. chr.

donc offrir à l'huissier au moment de la saisie, au moment du commandement, etc. <sup>(1)</sup>.

**170.** — Si l'huissier ne trouve au domicile du créancier qu'un domestique, il ne pourra pas lui signifier les offres. Le domestique ne peut en aucun cas être considéré comme étant *de plano* un mandataire du créancier. Il constatera simplement l'absence du créancier et fera comme s'il n'avait trouvé personne puisque les réponses qu'auraient pu faire le domestique même de la part de son maître, en l'absence de tout mandat, être prises en considération.

**171.** — Pour les personnes morales on suivra les règles énoncées dans l'art. 69 du Code de procédure. Ces règles ne sont cependant pas toujours observées et un jugement du tribunal civil de la Seine <sup>(2)</sup> a décidé que des offres réelles étaient valablement signifiées à un préfet en la personne du chef du bureau du contentieux à la préfecture. Il est impossible de souscrire à cette décision car si le préfet peut déléguer ses pouvoirs au secrétaire général ou à un conseiller de préfecture, aucune disposition législative ne l'autorise à faire pareille délégation au profit d'un employé des bureaux quel que soit son rang dans la hiérarchie administrative.

(1) Dumesnil, n° 174 ; — Duranton, t. XII, n° 50.

(2) Trib. civ. de la Seine, 17 mai 1859, Hubert c. Préfet de la Seine, *J. av.*, t. 84, p. 531.

## CHAPITRE V

**Objet des offres réelles. Quelle somme on doit offrir.**

---

**172.** — Si la dette est d'une somme d'argent, c'est cette somme qu'on doit offrir. On doit en outre offrir les arrérages ou intérêts des sommes dues, des frais liquidés et une somme pour les frais non liquidés, sauf à parfaire (art. 1258, § 2).

### § I

TOTALITÉ DE LA SOMME DUE.

**173.** — On doit offrir la totalité de la somme due, on ne pourrait donc pas offrir une somme inférieure, cela va de soi. Cependant aurait-on le droit d'offrir des acomptes? il faut décider la négative, car le paiement est une chose indivisible puisque payer c'est exécuter une obligation. Or, on ne satisfait pas à une obligation si on n'en exécute qu'une partie et le créancier a donc le droit à l'échéance d'exiger un paiement intégral (1).

**174.** — Ceci n'a cependant rien d'absolu et on a pu

(1) Bioche, n° 52. — *Sic*, Bourges, 9 déc. 1830, Leclerc, D. 33. 2. 173 ; — Cass., 9 août 1872, D. 72. 1. 332.

décider que des offres mêmes inférieures au montant de la somme due étaient suffisantes si elles étaient adéquates à la somme réclamée par le créancier<sup>(1)</sup>. Il y avait là en quelque sorte une acceptation de la part du créancier de recevoir son paiement par acompte et le débiteur y ayant répondu, il s'était formé une convention dont le créancier ne pouvait plus être admis à se dégager par sa seule volonté.

**175.** — De même, on a décidé aussi que les offres seraient valables quoique d'une somme inférieure s'il n'y avait aucune faute de la part du débiteur qui se serait heurté contre le mauvais vouloir du créancier et si le tribunal constatait que le débiteur avait fait « tout ce qui était humainement possible pour connaître le chiffre exact des sommes dues »<sup>(2)</sup>. Il serait en effet injuste que le créancier put rendre illusoire les droits que la loi confère au débiteur.

**176.** — Il peut se présenter quelques difficultés pour savoir quelle est la somme qu'on doit offrir dans le cas où la dette est payable par termes. Il y a cependant un point certain, c'est que si le débiteur ne doit qu'un terme, il n'aura d'offres à faire que pour ce terme.

**177.** — Mais où la question devient délicate, c'est quand plusieurs termes sont dus. Le débiteur pourra-t-il alors offrir chaque terme séparément, ou au contraire ne pourra-t-il offrir qu'en comprenant dans ses offres tous les

(1) Liège, 15 fruct. an X, d'Othée c. Lipelard, S. chr. — Paris, 11 août 1806, Bourdon de Septenalte c. Baisné, S. chr.

(2) Cass., 27 févr. 1849, Guibert, S. 49. 1. 412. — *Sic*, Demolombe, t. XXVIII, n° 76.

termes dus? Il y a cependant là encore une hypothèse où la question n'est pas douteuse, c'est celle où le créancier ne ferait d'acte d'exécution que pour un terme seulement : il y aurait là, en effet, une renonciation du créancier à se prévaloir des droits que lui donnerait la loi (1).

**178.** — En dehors de cette hypothèse spéciale quelques auteurs (2) prétendent que le créancier aura toujours le droit de faire annuler des offres qui ne seraient pas de l'intégralité des termes dus; ils s'appuient sur l'art. 1244, qui décide que le créancier ne peut être forcé d'accepter un paiement partiel, et ils invoquent l'autorité de la Cour de cassation qui, dans une espèce très voisine, a jugé que quand plusieurs termes d'une rente étaient arrivés à échéance, on ne pouvait faire d'offres réelles que pour le tout (3).

**179.** — Nous pensons (4) cependant qu'il faut adopter l'opinion contraire, car le terme étant stipulé généralement en faveur du débiteur, il n'appartient qu'à celui-ci d'y renoncer. Le débiteur a un droit acquis à payer par parties, ce droit lui a été donné par le contrat, il ne peut pas dépendre du créancier de le lui enlever. Peut-être en effet était-ce la condition du contrat et le débiteur n'eût-il rien conclu si le créancier n'avait pas divisé la dette et fractionné les paiements. En réalité, il n'y a pas là une seule dette, il y a un certain nombre de dettes qui deviennent

(1) Bioche, n° 55.

(2) Bioche, n° 55; — Dumesnil, n° 185.

(3) Cass., 10 nov. 1834, Gentil c. Veruberg, D. 35. 1. 73.

(4) *Sic*, Duranton, t. XII, n° 206.

exigibles les unes après les autres et qui acquièrent les unes vis-à-vis des autres une existence bien distincte. Il faut remarquer, du reste, qu'il y aurait pour le débiteur un moyen bien simple de s'assurer le bénéfice du fractionnement de la dette même en ce qui concerne les offres réelles, ce serait de faire autant de billets qu'il y a d'échéances. Il est bien évident que dans cette hypothèse qui se présente fréquemment dans la pratique, le créancier ne serait pas admis à faire remarquer que les différents billets échus et non payés composent en réalité une dette unique; pourquoi donc alors admettre les prétentions du créancier dans une espèce où l'intention des parties pour ne pas revêtir une forme tangible, n'en est pas moins certaine.

**180.** — Il est tellement vrai, du reste, qu'il y a là autant de dettes distinctes qu'en ce qui concerne la prescription, personne n'hésitera à la faire courir pour chaque terme séparément du jour de l'échéance et non du jour où le dernier terme deviendra exigible. Quant à l'objection qui consiste à déclarer que le créancier ne peut être contraint de recevoir un paiement partiel, elle ne porte pas : car il faut remarquer que pris à la lettre ce principe conduirait à décider que le créancier pourra demander la totalité de la dette, c'est-à-dire même des termes qui ne sont pas échus, puisque les termes échus d'après les auteurs de l'objection n'ont pas d'individualité propre. Personne n'a pensé à soutenir un système aussi inique; en réalité, sous prétexte que le créancier a le droit de ne pas recevoir un paiement partiel, on ne lui donne que le droit de recevoir les termes

échus, ce qui peut ne représenter qu'une fraction de la dette. Elle sera peut-être un peu plus forte, de la moitié au lieu du dixième ou du douzième, mais ce ne sera jamais qu'une question de quotité. On est donc obligé d'admettre ici l'existence d'un paiement partiel, car telle a été l'intention des contractants, il vaut mieux dès lors que le fractionnement se fasse conformément à la lettre de contrat que d'après la fantaisie du seul créancier.

**181.** — Quant à l'arrêt de cassation qui est opposé, à ce système, il signifie peu dans l'espèce car, il est rendu en matière de rentes. Tout ici, en effet, réside dans l'intention des parties; or elle ne peut être douteuse lorsque deux contractants ont déclaré que la dette serait payée en six fois à 50 fr. par fois : la convention normale étant de déclarer la dette de 300 fr. payable dans un nombre donné de mois ou d'années. Mais en matière de rentes il ne peut plus en être ainsi puisqu'il n'y a qu'une façon de payer une rente à tant par an ou par mois. Le fractionnement des échéances qui est l'exception dans les dettes ordinaires, est ici la règle générale; on conçoit donc très bien que la Cour de cassation n'ait pu voir dans cette clause si normale une intention de rendre les termes de la rente indépendants les uns des autres et qu'elle ait décidé qu'on ne pouvait offrir l'un d'eux sans les autres.

**182.** — Du reste, la Cour de cassation allant jusqu'au bout de sa théorie en a tiré des conséquences qui deviennent tout à fait inadmissibles même pour ceux qui invoquent son autorité. C'est ainsi que dans le même arrêt non seulement elle a décidé qu'en matière de rentes on ne pou-

vait faire d'offres que pour tous les termes échus, mais elle a été même jusqu'à prétendre que lorsqu'une saisie était faite par le crédi-rentier pour les termes dus et que le débi-rentier voulait purger cette saisie au moyen d'offres réelles, il devait comprendre dans ses offres même le montant des termes échus entre la saisie et le jour des offres <sup>(1)</sup>. Il semble cependant que du moment que le crédi-rentier fait une saisie pour deux ou trois termes, c'est qu'il consent à recevoir un paiement partiel, à être payé seulement pour ces deux ou trois termes; il individualise en quelque sorte les termes dus pour en poursuivre le paiement indépendamment des termes qui viendront à échoir: il n'a donc pas à se plaindre si le débi-rentier vient à son tour profiter d'une situation qui n'a pas été créée par lui.

**183.** — En matière de rentes, il faut distinguer entre les rentes viagères et les rentes foncières, pour savoir ce que devra offrir le débiteur qui voudrait se décharger du service de la rente.

**184.** — Pour les rentes viagères, l'art. 1979 du Code civil lève toute difficulté en disposant que jamais le constituant ne pourra « se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages payés. » Il ne peut donc être question de faire des offres.

(1) MM. Rousseau et Laisney dans leur dernier supplément signalent un arrêt de la cour d'Alger en ce sens qui d'après eux déclarerait insuffisantes des offres qui ne comprendraient pas une portion de la dette devenue exigible depuis le commandement. Mais il faut remarquer qu'une clause de la con-

**185.** — En ce qui concerne les rentes foncières rachetables, le rachat se fait à défaut de convention au denier vingt, on devra donc offrir un capital égal à vingt fois le produit de la rente (1).

**186.** — Il faut cependant noter que le tribunal de Caen (2) a décidé que pour les rentes en nature, le remboursement du capital devrait être calculé au denier vingt-cinq, conformément à l'art. 3 de la loi des 18-19 déc. 1790 ainsi conçu : « Le rachat des rentes et redevances foncières originairement créées irrachetables et sans aucune évaluation du capital seront remboursables : savoir celles en argent, sur le pied du denier vingt ; et celles en nature de grains, volailles, denrées, fruits de récolte, service d'hommes, chevaux ou autres bêtes de somme et de voitures, au denier vingt-cinq de leur produit annuel, suivant les évaluations qui en seront ci-après faites. — Il sera ajouté un dixième auxdits capitaux à l'égard des rentes qui auraient été créées sous la condition de la non

vention déclarait que le capital deviendrait exigible après un simple commandement de payer faute de paiement exact d'un seul terme. Nous ne pouvons donc qu'approuver la décision de la cour d'Alger, mais il faut reconnaître que l'espèce n'est plus celle en vue de laquelle statuait la Cour de cassation. — Alger, 24 juill. 1889, Hamard ben. Turquia, *Gaz. des trib.*, 12 oct. 1889.

(1) Foelix et Henrion, *Rentes foncières*, p. 393 ; — Poitiers, 27 avr. 1831, N... , Maire de Saint-Sulpice, S. 31. 2. 145 ; — Paris, 5 août 1851, de Say-Debsle c. Gattelier, S. 51. 2. 775 ; — Montpellier, 29 déc. 1855, Villa c. Costecalde, S. 57. 2. 30.

(2) Trib. Caen, 20 mars 1848, Lefèvre et Ballière, S. 48. 2. 399 ; — Proudhon, *Domaine privé*, t. I, n° 291 ; — Marcadé, sur l'art. 530, n° 1 ; — Demolombe, t. IX, n° 424 bis.

retenue du dixième, vingtième et autres compositions royales ». Or, la jurisprudence citée sous le numéro précédent a considéré cet article comme ne s'appliquant qu'aux rentes créées irrachetables antérieurement à ce décret.

**187.** — La Cour de cassation saisie de la question n'a consacré aucun de ces systèmes, et en a fait une question d'usage. Elle a en effet décidé que la disposition de l'art. 2, tit. 3 de la loi des 18-29 déc. 1790 « en admettant que l'arrêt attaqué l'ait considéré à tort (cet article) comme étant obligatoirement applicable aux rentes foncières et perpétuelles créées postérieurement à la promulgation de cette loi, cet arrêt a pu, avec raison, décider, ainsi qu'il l'a fait dans une autre partie de ses motifs, que, eu égard à la nature de la rente due, il y avait lieu d'appliquer à la cause comme raison écrite et comme base équitable d'appréciation, la disposition de la loi précitée qui fixe au denier vingt-cinq le taux de rachat des rentes en nature, lequel taux d'ailleurs est généralement usité dans le pays<sup>(1)</sup> ».

**188.** — Si, en principe, les offres ne peuvent pas être inférieures au montant de la somme exigible, sont-elles également nulles quand les offres sont d'une somme supérieure? La question est controversée; deux opinions sont absolues et une troisième distingue.

**189.** — Pour soutenir la négative on fait remarquer que les offres doivent être de ce qui est dû et qu'elles ne le sont pas lorsqu'elles contiennent plus que ce qui est dû.

(1) Cass., 12 févr. 1866, Erard c. Ki-Klin, S. 66. 1. 236.

On observe en outre que le but des offres est de désintéresser complètement le créancier, et que la loi en faisant offrir non seulement le principal mais encore les intérêts et les frais, a voulu que toutes les contestations possibles auxquelles la créance serait susceptible de donner naissance, se trouvassent éteintes; or, l'intention du législateur serait méconnue si on permettait d'offrir une somme telle, qu'elle exposerait le créancier à une demande en restitution<sup>(1)</sup>.

**190.** — Il faut rattacher à cette théorie une opinion<sup>(2)</sup> qui distingue suivant que le créancier a refusé ou n'a pas refusé les offres en bloc. S'il les a refusées en bloc elles sont valables, mais au contraire s'il ne les a refusées qu'après examen parce qu'excessives, elles sont nulles. Le fond de cette opinion est bien en effet que des offres excessives sont en principe nulles pour les raisons déjà invoquées, mais elle remarque très justement que pour que le créancier puisse faire ces objections, il faut au moins qu'il sache que les offres s'y prêtent. Il n'est admis à se plaindre que si sa conduite donne à penser qu'il aurait accepté des offres adéquates à sa créance.

**191.** — On peut invoquer dans ce sens un arrêt de la cour de Nancy, qui a décidé qu'une partie n'aurait pas le droit de refuser des offres parce qu'elles contenaient des

(1) Denisart, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 23; — Duranton, t. XII, n<sup>o</sup> 205; — Merlin, *Rép.*, v<sup>o</sup> *Offres*, p. 740, note 1.

(2) Demolombe, t. XXVIII, n<sup>o</sup> 80; — Colmet de Santerre, t. V, n<sup>o</sup> 203 bis-I.

sommes dont la distraction avait été accordée à son avoué<sup>(1)</sup>.

**192.** — En faveur de l'affirmative on répond qu'le moins est contenu dans le plus, et qu'en outre les juges ne peuvent pas de leur propre autorité créer des cas de nullité que la loi n'a pas prévus. Or, si l'art. 1258 dit que les offres sont nulles quand elles ne sont pas de la totalité de la somme exigible, il ne dit pas qu'elles le soient quand elles sont supérieures à la totalité de ladite somme<sup>(2)</sup>.

**193.** — Enfin, une troisième opinion distingue suivant que l'excédent est ou non une somme importante. Elle déclare que les offres sont nulles dans le premier cas et valables dans le second parce que dans le premier cas il y a un tel écart entre la somme offerte et la dette exigible, qu'il n'y a plus identité entre ces deux sommes<sup>(3)</sup>.

**194.** — Nous nous rallions pour notre part à l'opinion qui déclare que la présence d'un excédent ne doit pas entraîner la nullité des offres. L'opinion qui distingue doit être écartée la première, car elle repose sur une hypothèse toute gratuite, celle où les offres dépasseraient de beaucoup la somme due. On ne voit pas quel intérêt le débiteur pourrait avoir à agir ainsi, à moins que ce ne soit pour chercher noise à son créancier en rendant possible une demande en restitution. Mais si c'est là son intention

(1) Nancy, 26 déc. 1837, *Mardarid c. Mouchot*, P. 43. 2. 703.

(2) Toullier, t. VII, n° 193; — Favard de Langlade, v° *Offres*, n° 2; — Poitiers, 14 juill. 1819, *Labastière c. Duguet* S. chr.

(3) Dumesnil, n° 183.

il pourra aussi bien la réaliser en offrant un franc de trop que 4.000 francs ainsi que le suppose M. Dumesnil. Il aurait même ainsi l'avantage de ne pas s'exposer à l'insolvabilité du créancier, ou simplement à sa mauvaise foi. Le paiement constitue en effet une présomption de dette; or, s'il plaisait au créancier sur la demande en restitution de nier qu'il ait trop perçu, le débiteur devrait faire la preuve du trop payé, ce qui sera souvent très difficile. Il faudrait donc que le débiteur fût bien naïf ou bien mal avisé pour offrir en connaissance de cause une somme de quelque importance <sup>(1)</sup>.

**195.** — Du reste, sous prétexte qu'il n'y aurait pas identité, ne pas admettre la validité d'offres dépassant de beaucoup la somme exigible quand on admet la validité d'offres dépassant de peu, est contradictoire. Si l'identité est nécessaire en effet, il faut en conclure immédiatement la nullité de toutes les offres qui ne seront pas strictement de la totalité de la dette, car si la somme offerte dépasse d'un centime seulement la somme due il n'y a plus identité. L'identité suppose qu'on puisse écrire les deux sommes l'une en face l'autre réunies par le signe =, et il n'y aura pas identité que la différence soit de 1 ou de 100. L'opinion qui distingue doit donc absolument être rejetée.

**196.** — Quant à l'opinion qui refuse d'admettre des offres d'une somme supérieure, elle est vraiment trop rigoureuse, étant donné surtout, comme on l'a déjà dit, qu'au-

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 81.

cun texte n'en prononce la nullité, et qu'en fait l'excédent sera toujours d'une somme très minime.

**196 bis.** — Cependant quand on dit que les offres supérieures à la totalité de la somme due sont valables, cela ne doit pas être admis sans limites, et cela veut dire seulement que le créancier s'il les a acceptées ne pourra pas en demander plus tard la nullité pour ce motif. De même s'il est absent, ou s'il refuse sans avoir examiné ce qu'on lui présentait, il ne pourra pas empêcher la validité de telles offres. Mais si ayant examiné ce qu'on lui offrait il refusait de faire l'appoint, ou de donner quittance pour ne pas s'exposer à une demande en restitution, nul doute qu'on ne pourrait lui imposer de telles offres car son refus a après tout une cause légitime. L'huissier qui consignerait aussitôt dans ces conditions mettrait en faute le débiteur <sup>(1)</sup>.

**197.** — Le créancier, du reste, ne peut que réclamer ce qui lui est dû et il importerait peu qu'à raison du retard du débiteur il ait subi un préjudice ou exposé des frais. Il ne pourrait du moins contraindre le débiteur à en offrir le remboursement. La jurisprudence a cependant décidé le contraire en ce qui concerne les frais de procédure <sup>(2)</sup>, mais nous ne pouvons admettre cette décision qu'il faudrait, pour être logique, étendre au cas de préjudice. La loi, en effet, n'en a nulle part imposé l'obligation, et avec justice car le débiteur peut très bien ignorer que son créancier a subi un préjudice ou exposé des frais.

(1) Favard de Langlade, v° *Offre*, n° 2.

(2) Cass., 19 août 1884, Buffard, S. 86. 1. 155.

## § II

### INTÉRÊTS OU ARRÉRAGES ÉCHUS.

**198.** — Les offres doivent également comprendre les intérêts de la dette ou les arrérages échus <sup>(1)</sup> (art. 1258, § 3), ceci ne peut faire doute car le débiteur doit au même titre les intérêts et le principal.

**199.** — Il n'y aura pas lieu de distinguer si le créancier a un titre exécutoire pour le paiement des intérêts. Il suffit qu'ils soient dus pour qu'on soit obligé de les offrir <sup>(2)</sup>. Les intérêts ou arrérages qui devront être payés seront ceux échus au jour de la consignation ; on a vu en effet que ce n'est que du jour de la consignation que les intérêts cessent de courir.

**200.** — C'est d'après ce principe qu'il a été décidé d'abord que le débiteur d'une rente ne faisait pas d'offres réelles valables quand elles ne comprenaient pas tous les arrérages échus et qu'ensuite il ne pouvait, en offrant une année d'arrérages alors qu'il en devait deux, échapper à l'application de l'art. 1912 ni soutenir que ne devant plus deux années, il était impossible de le contraindre au rachat <sup>(3)</sup>. Ce n'est pas du reste l'avis de Duranton <sup>(4)</sup> qui prétend au contraire qu'en offrant une année d'arrérages

(1) Bruxelles, 7 mars 1822 d'Arquette, P. chr.

(2) Cass., 23 oct. 1895; Legris, *Le Droit* du 29 nov. 1895.

(3) Cass., 25 nov. 1839, Lemet Veyan, S. 40. 1. 252.

(4) Duranton, t. XII, n° 206.

le débiteur a là un moyen parfaitement licite de prévenir l'application de l'art. 1912.

**201.** — Nous sommes en principe de l'avis de Duranton et nous pensons que le débiteur qui doit plus d'une annuité peut valablement n'offrir qu'une annuité : nous avons admis en effet que le débiteur peut même pour les offres se prévaloir du fractionnement apporté d'un commun accord au paiement. Il faudrait cependant, et c'est là une condition essentielle, que le débiteur fit cette offre avant toute poursuite, car les poursuites, comme on l'a dit, individualisent en quelque sorte tout ce qui est dû, principal, intérêts et frais, de sorte que si le débiteur est poursuivi pour une somme de 1.000 francs, il ne peut plus offrir qu'une somme de 1.000 francs. L'arrêt précité n'est nullement contre nous puisque dans l'espèce, les offres n'avaient été faites qu'après sommation.

**202.** — La jurisprudence a même été plus loin dans la voie de la rigueur et un arrêt a jugé que les offres devaient contenir même les arrérages échus depuis une saisie pratiquée par le crédi-rentier. On a vu plus haut ce qu'à notre avis, il fallait penser de cet arrêt <sup>(1)</sup>.

**203.** — On pourrait être tenté de rapprocher de cette décision un arrêt aux termes duquel le locataire à la suite d'une saisie-gagerie du propriétaire nécessitée par le déménagement des meubles occupant les biens loués, ne fait des offres suffisantes que lorsqu'elles garantissent

(1) Cass., 10 nov. 1834, Gentil, D. 35. 1. 73. Voir *suprà*, n° 181.

l'exécution de toutes les clauses du bail. Elles doivent donc comprendre même les loyers à échoir <sup>(1)</sup>. Il faut cependant bien se garder de confondre cette décision avec la précédente, car c'est une des conditions du contrat de bail que les lieux loués soient garnis de meubles représentant à peu près la valeur du loyer. Si donc le locataire vient à les enlever, les termes à courir deviennent exigibles, non pas parce que le locataire aura omis de payer le dernier terme mais par application de l'art. 1188, c'est-à-dire parce qu'il aura diminué par son fait les sûretés promises par le contrat de bail. Rien de tout cela n'existe en matière de rente où on ne décide, comme dans l'espèce précédente, que pour permettre au créancier de ne pas recevoir un paiement partiel.

**204.** — Du reste, le principe qu'on doit offrir les intérêts et arrérages échus comporte quelques tempéraments et les offres ne seraient pas nulles parce que par suite d'une erreur dans le calcul des intérêts, elles ne seraient pas tout à fait suffisantes. Le calcul des intérêts est en effet quelquefois une opération assez compliquée et l'erreur y est permise. Il faudrait au surplus que le débiteur réparât son erreur par de nouvelles offres dès qu'il s'en serait aperçu <sup>(2)</sup>.

**205.** — On a jugé ainsi dans ce sens qu'on ne pouvait faire annuler des offres réelles sous prétexte que les intérêts n'auraient pas été offerts à compter du jour où ils

(1) Douai, 8 févr. 1854, Boissière-Cartonnier, S. 56. 2. 481.

(2) Cass., 18 nov. 1829, Dalloz, *Rép.* v° *Oblig.*, n° 2103, note 3.

étaient dus, lorsque le débiteur a réparé cette omission par des offres supplétives (1).

**206.** — Cependant pour qu'on valide des offres insuffisantes pour cette raison, il ne suffirait pas que le débiteur invoquât l'erreur de calcul. Le tribunal aurait un pouvoir d'appréciation et il lui appartiendrait de voir si l'erreur est telle qu'elle ait pu être commise en réalité par le débiteur. Ce sera donc une question de fait qui devra être décidée suivant le degré d'instruction ou de pratique des affaires de celui qui offre. Il faut aussi très certainement que la rectification de l'erreur ait été faite en temps opportun et n'ait pas porté préjudice au créancier dont le refus aurait au fond une cause légitime (2).

**207.** — Il peut se faire à l'inverse que l'erreur du calcul au lieu d'être en moins soit en plus et que les offres contiennent ainsi des intérêts non encore échus. Elles n'en seront pas moins valables (3) à notre avis pour les mêmes raisons qui nous ont déjà conduit à décider que les offres d'une somme supérieure à la somme due ne sont pas nulles.

**208.** — On ne peut en aucun cas pour les intérêts offrir

(1) Paris, 15 mars 1826, Lesage c. Amiot, P. chr.

(2) Cass., 19 août 1884, Buffard, S. 86. 1. 255. — *Sic*, Larombière art. 1258, n° 6.

(3) *Contrà*, Nîmes, 21 mai 1806, Verdier S. chr. Cet arrêt fait cependant une distinction d'après laquelle on autoriserait la validité des offres si ces dernières contenaient une déclaration que le débiteur entend abandonner l'excédent. Comme le plus souvent quand il y a un excédent le débiteur l'ignore, cette distinction conduirait seulement à faire insérer dans les procès-verbaux d'offres une clause qui deviendrait de style.

une somme, sauf à parfaire <sup>(1)</sup>. Il en a été jugé ainsi en matière de lettres de change dans un cas où les offres ne renfermaient pas les intérêts courus depuis le jour du protêt, ou du moins dans un cas où il n'y avait à cet égard qu'une offre, sauf à parfaire, augmenter, ou diminuer <sup>(2)</sup>. Il importerait peu que le débiteur prétendît n'avoir pas eu connaissance de la liquidation des frais <sup>(3)</sup>.

**209.** — Il n'y aurait pas lieu de maintenir le principe que les offres doivent être de la totalité des arrérages et des intérêts dus s'il ne s'agissait pas d'offres réelles à fin de paiement ou de libération seules prévues par l'art. 1258 § 3, mais d'une simple soumission d'exécuter ou de souffrir l'exécution de toutes les charges d'une donation <sup>(4)</sup>.

### § III

#### FRAIS LIQUIDÉS ET FRAIS NON LIQUIDÉS.

**210.** — Il ne saurait y avoir aucune difficulté pour les offres de frais liquidés. Ils doivent être exactement de la somme due, on ne peut admettre en ce qui les concerne l'insertion de la clause sauf à parfaire <sup>(5)</sup>. Et il devrait en être ainsi alors même que le débiteur prétendrait

(1) Cass., 28 déc. 1887, *Caisse commerc. du Quesnoy*, S. 88. 1. 205.

(2) Paris, 25 août 1810, *Formé*, P. chr.

(3) Cass., 16 avr. 1883, *Fiéty*, S. 85. 1. 199.

(4) Cass., 14 mai 1838, *Beaulieu c. Thomas*, P. 38. 2. 292.

(5) *Demolombe*, t. XXVIII, n° 75; — *Laurent*, t. XVIII, n° 152; — *Larombière*, art. 1258, n° 6. — *Cass.*, 28 janv. 1867, *Ramondene*, S. 67. 1. 111; — *Cass.*, 16 avr. 1883, *Fiéty*, S. 85. 1. 199.

n'avoir pas eu connaissance de la liquidation des frais (1).

**211.** — Cependant il faut observer que les frais à offrir ne peuvent être que ceux prévus par la loi; ainsi on ne pourrait pas tandis que la loi ne prévoit pour le jugement prononcé à titre de réparation civile qu'une affiche passible du droit de timbre de 10 centimes par exemplaire, faire annuler des offres parce qu'en outre des frais d'impression et de timbre, elles ne contiendraient pas les frais de procès-verbaux d'apposition alors que la loi n'en prescrit pas l'emploi (2). Il ne peut dépendre en effet du créancier d'augmenter à son gré la dette du débiteur.

**212.** — Les frais liquidés doivent faire l'objet d'un paragraphe spécial dans le procès-verbal d'offres, et la somme offerte à ce titre doit être aussi rigoureusement exacte à la somme due, que la somme offerte pour le principal doit être exacte au montant de la dette. Les offres devraient donc être annulées si le total de la somme offerte se trouvait suffisant grâce à la somme offerte pour tous les frais liquidés ou non, du moment où la somme offerte spécialement pour les frais liquidés serait insuffisante. En d'autres termes on ne peut pas imputer pour les parfaire soit sur le chapitre des intérêts, soit sur le chapitre des frais liquidés, insuffisants, une somme prélevée sur les frais non liquidés (3).

(1) Cass., 16 avr. 1883, précité.

(2) Poitiers, 14 juill. 1819, Labastière c. Duguet, P. chr.

(3) Bioche, n° 61 et 62; — Rousseau et Laisney, n° 62. — *Sic.*, Bordeaux, 3 avr. 1835, Frétilière, *J. proc.*, art. 2398, note.

**213.** — On a cependant validé des offres où ne figuraient pas les intérêts courus du jour des offres jusqu'à celui de la consignation, et où on avait porté une somme équivalente auxdits intérêts en face des frais non liquidés qui n'étaient pas dûs <sup>(1)</sup>. Il pouvait en effet y avoir là une simple erreur matérielle du débiteur, dont il eut été rigoureux de le punir.

**214.** — Il peut y avoir difficulté de savoir si des frais sont ou non des frais liquidés, c'est là une question d'espèce pour laquelle il est impossible de donner de règle absolue <sup>(2)</sup>.

**215.** — Par frais non liquidés, il faut entendre tous les frais qui sont habituellement portés sur l'état des avoués. On devra donc y comprendre même les droits d'enregistrement et on ne pourra faire annuler des offres parce qu'on n'aurait pas offert spécialement de payer ces droits d'enregistrement <sup>(3)</sup>.

**216.** — C'est ainsi qu'il a été décidé spécialement que celui qui fait des offres réelles en paiement d'un

(1) Bordeaux, 23 juill. 1842, Grassin, *J. proc.*, art. 2398.

(2) Spécialement, il a été décidé que les offres réelles devaient comprendre parmi les frais liquidés le coût du procès-verbal de non-réalisation d'offres rédigé par un notaire à la suite de la sommation faite par le débiteur au créancier de se trouver dans l'étude de ce notaire pour y recevoir le montant de sa créance. — Cass., 7 déc. 1840, Lenué c. Lambert, D. 41. 1. 31.

(3) Cass., 19 déc. 1827, Ledeau c. Coulomb, S. chr. — *Contrà*, Paris, 6 août 1824, Besson, P. chr., qui a déclaré nulles les offres dans lesquelles le débiteur n'a pas compris, comme frais liquidés le coût de l'enregistrement des actes qu'il a su avoir été acquitté par le créancier.

billet à ordre, avec une somme quelconque sauf à parfaire pour les frais non liquidés, n'a pas besoin d'offrir le coût de l'enregistrement du billet payé par le créancier. Cela rentre en effet dans les frais non liquidés (1). Il a été décidé aussi que le coût de l'enregistrement d'un jugement sujet à la taxe, même s'il a été acquitté par le créancier, se trouve compris dans la somme offerte pour dépens non liquidés (2).

**217.** — En matière sommaire les frais sont liquidés par le jugement qui statue au fond ; tant que ce jugement n'a pas été signifié, le débiteur est donc en droit d'ignorer à combien s'élèvent des frais et il peut jusqu'à la signification faire des offres pour frais *liquidés ou à liquider sauf à parfaire* (3).

**218.** — La loi dit que pour les frais non liquidés le débiteur devra offrir une somme sauf à parfaire ; quelle devra être cette somme ? d'abord il est certain qu'on ne pourra pas se contenter de faire des offres « *de payer dès que la liquidation des frais sera faite* » ; il faut, même en cette matière, le fait réel et effectif de l'offre et la consignation d'une somme quelconque sauf à parfaire, se référant directement et spécialement à ces frais (4).

**219.** — Il faut donc l'offre d'une somme, si modique

(1) Cass., 19 déc. 1827, précité.

(2) Paris, 11 juin 1864, Frezier, P. 64. 578.

(3) Paris, 19 déc. 1825, Deberly c. Dumoulin, S. chr., et mêmes arrêts que précédemment.

(4) Cass., 16 nov. 1864, Marchand c. Delmotte, S. 65. 1. 452. — *Sic*, Demolombe, t. XVIII, n° 77.

soit-elle. Le créancier ne peut se plaindre de la modicité, car il ne peut s'en prendre qu'à lui de n'avoir pas fait liquider les frais qui lui sont dus. Il n'avait qu'à faire taxer <sup>(1)</sup>.

**220.** — Cependant il ne faudrait pas exagérer la faculté qu'a le créancier de faire des offres modiques, car il faut évidemment qu'elles ne soient pas dérisoires, et elles le seraient si notamment elles ne comprenaient pas des frais qui sont très certainement dès maintenant à la charge du débiteur. Il importerait peu que dans ce cas les offres eussent été faites avec la mention, sauf à par-faire <sup>(2)</sup>. Ainsi, par exemple, des offres faites en cause d'appel seraient nulles si elles ne comprenaient pas au moins les frais de première instance <sup>(3)</sup>.

**221.** — Ce principe qu'il faut nécessairement faire des offres pour les frais non liquidés est absolu et s'applique même au tiers détenteur. Les art. 2167 et 2168 le déclarent en effet tenu de payer « tous les intérêts et capitaux exigibles » et obligé à « toutes les dettes hypothécaires » <sup>(4)</sup>.

**222.** — Cependant, il faut signaler une exception dans

(1) Paris, 11 juin 1864, Frezier, S. 65. 2. 12. — *Sic*, Bioche, n° 61 ; — Rousseau et Laisney, n° 62 ; — Pigeau et Crivelli, t. II, p. 522 ; — Toullier, t. VII, n° 192 ; — Duranton, t. XII, n° 205 ; — Larombière, art. 1258, n° 6 ; — Rolland de Villargues, *Offres réelles*, n° 16 ; — Maleville, t. III, sur l'art. 1258.

(2) Toullier, Pigeau, Larombière, Bioche, Rolland de Villargues, *op. et loc. cit.* ; — Demolombe, t. XXVIII, n. 78. — Cass., 5 avr. 1870, Warin, S. 72. 1. 173.

(3) Rennes, 7 mai 1816, Bisson c. Mancel, P. chr.

(4) Toulouse, 4 févr. 1829, Dernis c. Squivier, S. chr.

la matière toute spéciale de la contrainte par corps. Il a été en effet décidé que pour obtenir l'élargissement du débiteur, il suffisait de faire des offres, même ne contenant aucune somme pour les frais non liquidés (1). Il est assez difficile de justifier juridiquement cette dérogation au droit commun; on peut toutefois invoquer en sa faveur des raisons d'humanité.

**223.** — Il y a encore un cas où il n'y aura pas lieu de faire des offres pour les frais, c'est quand un jugement a ordonné la remise d'une chose déterminée, par exemple, la remise de titres. Dans ce cas la prescription de l'art. 1258 relative aux frais n'est pas applicable et le tribunal ayant ordonné une remise des titres dans un délai déterminé, c'est cette disposition seule qui doit être exécutée, et elle peut l'être même par des offres (2).

#### § IV

##### EN QUELLES ESPÈCES DOIT-ON OFFRIR?

**224.** — Un principe absolu ici, c'est qu'on doit offrir ce qui a été prévu dans le contrat. Si, par exemple, il a été décidé que le paiement aurait lieu en or, on ne pourrait pas faire offrir du papier-monnaie, ou de l'argent. C'est toujours l'application de cette idée que le contrat est la loi des parties. Mais si le contrat ne s'explique pas sur ce point. On devra s'en référer aux usages et aux lois du pays où le paiement est offert. Ainsi, très certainement, on ne

(1) Bioche, n° 66.

(2) Cass., 10 juin 1885, *Société financière de Paris*, S. 86. 1. 310.

pourrait pas offrir des espèces n'ayant pas cours légal.

**225.** — La somme offerte pourra donc en l'absence de convention contraire se composer d'or, d'argent et de billon. Il faudra toutefois que ces différentes monnaies soient offertes dans la proportion déterminée par les lois. On ne pourrait contraindre un créancier à recevoir de la monnaie de billon de cuivre autrement que pour l'appoint de la pièce de cinq francs et de la monnaie de billon d'argent pour une somme supérieure à cinquante francs.

**226.** — En ce qui concerne les billets de banque, ils doivent évidemment être acceptés s'ils ont cours forcé ; mais ils le doivent aussi même s'ils n'ont que cours légal, car le cours légal a, à l'égard des particuliers, exactement le même effet que le cours forcé. Il n'y a que pour la Banque de France que les deux situations présentent des différences, puisque dans un cas elle est obligée de rembourser à vue, et dans l'autre elle en est dispensée <sup>(1)</sup>.

**227.** — Un avis du Conseil d'État <sup>(2)</sup> du 30 frim. an XIV, a cependant décidé que les « billets de la banque établie pour la commodité du commerce, ne sont que de simple confiance », et, qu'en conséquence, on ne pouvait

(1) Loi du 6 juin 1850, art. 1. — *Sic*, Thaller, *Privilege d'émission*, n° 45 ; — Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, n°s 1407 et suiv. ; — Béquet, v° *Banques*, n°s 51, 181 et suiv. ; — Léon Say, *Dictionnaire des finances*, v° *Banques*, n° 307 et *Billet de banque*, p. 406 ; — Discours de M. Denormandie au Sénat, séance du 25 janv. 1884 ; — Carpentier et Du Saint, *Rép.*, v° *Banque d'émission*, n° 82.

(2) Lois annotées, S. chr. — La Banque de France a commencé ses opérations le 1<sup>er</sup> vent. an VIII.

imposer un paiement en billets de banque <sup>(1)</sup>. Il est évident que cet avis n'a plus aucune espèce de valeur actuellement, la Banque de France étant devenue une sorte d'institution d'État depuis le décret du 12 août 1870, art. 1<sup>er</sup>, qui a décidé qu'« à partir du jour de la promulgation de la présente loi, les billets de la Banque de France seront reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers ». Un arrêt récent de la Cour de cassation s'est prononcé en ce sens <sup>(2)</sup>.

**228.** — Les autres billets de banque, de même que les différentes sortes de papier-monnaie, titres, chèques, lettres de change, etc., ne pourraient pas être valablement offerts <sup>(3)</sup>. Il faut cependant dire qu'un décret du 25 mars 1848 ayant donné cours forcé au papier-monnaie émis par un certain nombre de banques départementales, ces billets ont pu valablement faire l'objet d'offres réelles, mais il a fallu une déclaration expresse du pouvoir législatif les assimilant à la monnaie.

**229.** — Par application de ces principes, il a été jugé qu'un débiteur ne pouvait offrir à son créancier la délégation d'un de ses débiteurs. L'art. 1243, en effet, déclare qu'on doit payer au créancier ce qui lui est dû ; or, en principe, ce qui lui est dû c'est uniquement l'objet du contrat <sup>(4)</sup>.

(1) Rolland de Villargues, n° 28 ; — Carré et Chauveau, n° 2782 ; — Boitard et Colmet-Daage, t. II, n° 1073.

(2) Cass., 28 déc. 1887, caisse commerciale du Quesnoy, S. 88. 1. 205. — *Contrà*, trib. d'Annecy, 30 déc. 1888, Petetin, *La Loi* du 6 mars 1889.

(3) Favard de Langlade, t. IV, n° 4 ; — Chauveau, sur Carré, n° 2782.

(4) Chauveau, n° 2782 *bis*. — *Sic*, Lyon, 14 janv. 1853, *Journ.* de cette cour, 1853, p. 18. — Bruxelles, 5 déc. 1828, Willems, P. chr.

**230.** — Il a été également décidé qu'une délégation consentie sur un séquestre judiciaire par le débiteur, ne peut équivaloir à des offres valables, même si cette délégation a été consentie avec l'assentiment des autres créanciers (1).

**231.** — Cependant, si le créancier avait accepté, le sachant, des offres faites même en espèces n'ayant pas cours, il ne serait pas admis à en demander plus tard la nullité, car il n'y a aucune disposition d'ordre public qui vienne sur ce point entraver la liberté des conventions. C'est ainsi qu'on a décidé que le créancier de fruits qui a accepté de recevoir de l'argent, ne peut plus contester la validité du paiement qu'il a reçu (2).

**232.** — Le fait que le créancier a accepté en paiement autre chose que ce à quoi il a droit se prouvera par tous les moyens propres à démontrer son intention : c'est ainsi que, dans l'espèce précédente, on a vu la preuve de la détermination du créancier dans ce qu'il avait fait saisie-arrêt sur une somme due à son débiteur (3).

**233.** — On ne pourrait très certainement forcer le créancier à rendre sur la somme qu'on lui offre. C'est au débiteur à faire l'appoint (4). Cependant, si le débiteur n'exigeait pas que le créancier rendît de la monnaie, les offres ne pourraient pas, comme on l'a vu, être déclarées nulles par cela seul qu'elles sont supérieures à la somme due.

(1) Lyon, 11 déc. 1852, Lepaire, P. 53. 2. 464.

(2) Cass., 22 févr. 1841, Lafond c. Blanc, D. 41. 1. 129.

(3) Même arrêt.

(4) Bioche, n° 73.

## CHAPITRE VI

### Offres conditionnelles ou sous réserves.

---

**234.** — Rien n'empêche le débiteur d'insérer dans le procès-verbal d'offres des conditions à l'acceptation de ces offres. Il en est ainsi notamment des conditions destinées à assurer la conservation de ses droits <sup>(1)</sup>. Le débiteur pourra par suite faire valablement des offres « à condition qu'on lui rende l'objet donné en gage »; « à condition qu'on donne mainlevée de l'hypothèque qu'il a consentie, ou de l'opposition que le créancier a faite sur une somme à lui due », etc.

**235.** — Il sera également très légitime de mettre comme condition à des offres qu'on aura le droit de vérifier les objets saisis à l'effet d'en constater les détériorations et d'en rendre, le cas échéant, responsable qui de droit <sup>(2)</sup>.

**236.** — De même le pourvoi en matière civile n'étant

(1) Rousseau et Laisney, n° 18; — Bioche, n° 86; — Demolombe, t. XXVIII, n° 83; — Duranton, t. XII, n° 210; — Larombière, art. 1258, n° 11; — Favard de Langlade, v° *Offres*, n° 3. — Cass., 31 janv. 1820, Luzet c. Hardy, P. chr.

(2) Cass., 31 janv. 1820, précité.

pas suspensif, on peut faire des offres sous réserve de se pourvoir en cassation; ce sont là des réserves purement conservatoires qui ne préjudicient en rien aux droits du créancier <sup>(1)</sup>.

**237.** — De même encore un locataire qui reçoit notification d'une cession de ses loyers, peut faire des offres réelles de ses loyers au cessionnaire du propriétaire à condition que ce cessionnaire s'engage à lui restituer au cas où, lui locataire, à la suite du procès engagé avec lui, il serait reconnu créancier du cédant qui lui devrait certaines restitutions. Il se borne, en effet, à invoquer une cause de libération acquise avant ce transport et par suite opposable au cessionnaire comme au cédant <sup>(2)</sup>.

**238.** — Il a été jugé également que le débiteur peut se réserver la faculté de réclamer les frais de l'acte d'offres et de son enregistrement; une pareille réserve est en effet de droit, ces frais étant à la charge de la partie qui les a occasionnés. Comme le fait remarquer la décision ci-dessus rappelée : « une réserve que le débiteur est fondé à imposer à son créancier, ne peut faire invalider les offres » <sup>(3)</sup>.

**239.** — Mais on ne pourra pas insérer des conditions ayant pour but de faire la loi au créancier, car régulièrement les offres doivent être pures et simples et le débiteur ne pourrait pas mettre plus de conditions aux offres qu'il

(1) Cass., 11 juill. 1849, Collardeau, S. 50. 1. 26; — Nancy, 27 déc. 1849, Collardeau, P. 50. 2. 451.

(2) Cass., 27 juill. 1870, Chenal, S. 70. 1. 399.

(3) Bordeaux, 12 juin 1870, de Longuerue, S. 70. 2. 272.

ne pourrait en mettre au paiement <sup>(1)</sup>. Ce sera là uniquement une question de fait et les juges auront dans chaque espèce à apprécier suivant les circonstances particulières de la cause.

**240.** — Ainsi la partie qui offre de payer les dépens auxquels elle a été condamnée, n'a pas le droit de mettre à ses offres la condition que les pièces de procédure, autres que celles formant titre, lui seront remises <sup>(2)</sup>.

**241.** — Cependant il appartient aux juges de voir si le titre n'est pas également « libératoire envers le créancier » et si dès lors celui-ci n'a pas intérêt à le conserver.

**242.** — De même la caution qui fait des offres ne peut exiger du créancier mainlevée de l'hypothèque prise par suite du cautionnement, lorsque l'inscription a été prise dans l'intérêt général et collectif de tous les créanciers <sup>(3)</sup>. Le créancier n'aurait qualité pour donner la mainlevée que si l'inscription avait été prise en son nom particulier.

**243.** — Le débiteur qui n'est pas garant de l'emploi, ne peut exiger que le créancier en justifie, surtout si le créancier n'a pas à faire emploi. Il en a été ainsi décidé en matière d'aliénation d'immeuble appartenant à un établissement public <sup>(4)</sup> ou à une communauté religieuse <sup>(5)</sup>. Dans ce

(1) Duranton, t. XII, n° 210; — Bioche, n° 91; — Rousseau et Laisney, n° 22; — Demolombe, t. XXVIII, n° 82. — Caen, 12 mars 1864, Bottin, S. 64. 2. 243. — Cass., 16 mars 1880, Gaillaud, S. 80. 1. 301.

(2) Cass., 7 mars 1859, Gay, *J. pr.*, 7017.

(3) Paris, 22 août 1839, Duperret c. Bruyer-Drouot, P. 41. 1. 328.

(4) Rouen, 17 avr. 1837, hospice de Rouen, D. 43. 2. 20.

(5) Rouen, 7 juin 1842, Mallet c. Perey, D. 43. 2. 20.

cas la disposition de l'ordonnance autorisant la vente et disposant que le prix en sera employé de telle ou telle façon n'est pas une condition de l'autorisation et en tous cas cet emploi ne concerne nullement les tiers qui n'ont pas à veiller à l'exécution de l'emploi prescrit et qui eux, sont entièrement libérés par la quittance qui leur est délivrée.

**244.** — Sont encore nulles des offres de paiement faites à un expert à condition qu'il rectifierait ses opérations d'expertise conformément à un jugement étranger à l'instance en cours. On ne peut en effet imposer à son créancier des obligations contraires à celles que ce dernier est tenu d'exécuter<sup>(1)</sup>.

**245.** — Les offres réelles d'un prix de vente que l'acheteur subordonne à des conditions contraires aux engagements pris par son vendeur et aux dispositions d'un arrêt précédemment rendu doivent être déclarées nulles<sup>(2)</sup>.

**246.** — D'une façon générale le débiteur ne peut subordonner ses offres à l'acceptation par son créancier de conditions ou de réserves qui mettraient en échec un titre constituant une créance liquide ou exigible, spécialement un jugement ayant acquis l'autorité de la chose jugée<sup>(3)</sup>.

**247.** — Les offres faites avec des conditions ou réserves non valables, ne doivent cependant pas être toujours annulées. Il peut se faire en effet qu'elles soient simplement considérées comme non-avenues, c'est ce qui

(1) Cass., 16 mars 1880, Gaillaud, S. 80. 1. 301.

(2) Cass., 25 avr. 1881, S. 95. 1. 215 en note.

(3) Cass., 18 déc. 1894, Bérard, S. 95. 1. 215.

arrivera si les protestations ou les réserves se trouvent tellement en contradiction avec les offres ou l'arrêt qui les a provoquées, qu'elles ne peuvent produire aucun effet légal. C'est ce qui a été décidé, dans une espèce où un syndic de faillite qui avait été remplacé et condamné à une restitution, prétendait ne faire d'offres que pour éviter des frais vexatoires, protestant et demandant que le nouveau syndic convint qu'il n'avait pas le droit de le poursuivre. Le nouveau syndic ne pouvait se baser sur ces réserves pour refuser les offres car elles étaient en contradiction avec les offres elles-mêmes et les décisions judiciaires qui avaient condamné les anciens syndics à une restitution (1).

**248.** — Le débiteur qui a refusé de consigner parce que le créancier n'a pas accepté la condition qu'il avait opposée aux offres, doit renouveler ses offres lorsque cette condition est devenue sans objet, faute de quoi les offres sont nulles. Il a été décidé ainsi dans une espèce où une opposition avait été faite, et déclarée nulle en première instance. Pendant les délais d'appel, le débiteur avait fait les offres à condition qu'on rapporterait mainlevée de l'opposition et la condition n'ayant pas été acceptée le débiteur refusa de consigner. L'arrêt confirma la nullité de l'opposition, mais le débiteur ne refit pas d'offres réelles. Il fut décidé que dès lors l'intention du débiteur de faire des offres sérieuses n'était pas démontrée (2).

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 84. — Cass., 24 janv. 1872, Vialettes c. Lorrette, S. 72. 1. 23.

(2) Cass., 9 févr. 1825, Tamohan, S. chr.

**249.** — Les protestations et réserves peuvent du reste se produire tout aussi bien de la part de celui à qui on offre que de la part de celui qui offre.

**250.** — Ainsi l'assuré auquel l'assureur fait offrir la somme fixée par experts pour indemnité d'un sinistre peut se réserver de poursuivre ultérieurement le remboursement des frais qu'il a avancés, par exemple pour la nourriture des pompiers et des gendarmes qui ont concouru au sauvetage <sup>(1)</sup>.

**251.** — Les offres faites avec des conditions constituent un lien de droit entre le débiteur et le créancier, lorsqu'elles ont été, ainsi que les conditions qui les accompagnent, acceptées intégralement et sans modification par le créancier <sup>(2)</sup>. Il se forme là en effet un contrat qui engage l'une et l'autre partie pourvu que la condition ne soit ni immorale, ni impossible, ni contraire aux lois.

**252.** — Si la condition opposée aux offres et acceptée est immorale, impossible ou illicite, il est intéressant de savoir ce qui arrivera : deux textes régissent cette matière l'art. 900 qui dit que : « *dans toute disposition entre-vifs ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui seront contraires aux lois ou aux mœurs seront réputées non écrites* ». Et l'art. 1172, qui s'applique aux contrats en général et forme le droit commun, ainsi conçu : « *toute condition d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle et rend nulle la convention qui*

(1) Cass., 2 août 1876, Peyront, S. 77. 1. 306.

(2) Lyon, 31 juill. 1849, Revol, P. 50. 1. 629.

*en dépend* ». L'art. 900 n'annule que la condition et laisse subsister le testament ou la donation, l'art. 1172 affecte au contraire l'existence de la condition et de la convention. Il faut choisir entre ces deux textes.

**253.** — A première vue il semble qu'il ne puisse y avoir doute et que puisque l'art. 1172 est le droit commun, que l'art. 900 ne fait exception qu'en faveur des donations et testaments, il faut simplement appliquer l'art. 1172. Le raisonnement est excellent, mais la solution à laquelle il conduit n'est peut-être pas sans difficultés. On a dit que l'art. 1172 affectait aussi bien la convention que la condition, si donc on applique cet article on doit l'appliquer entièrement et on sera forcé de déclarer la convention, c'est-à-dire dans l'espèce le fait du paiement, non-avenue. Or, le paiement est un acte définitif, et c'est avant tout une question de fait : le créancier a-t-il touché du débiteur ? Si oui, il n'y a plus ni créancier, ni débiteur et quoi qu'on fasse on ne pourra pas faire que les espèces n'aient pas été comptées, ni que l'obligation ne soit éteinte. On ne peut cependant pas permettre même dans ce cas au créancier de toucher deux fois. Il est vrai qu'il y aurait moyen d'arranger les choses, car annuler un paiement ceci reviendrait à faire revivre l'obligation et à donner le droit au créancier de toucher deux fois sauf le recours du débiteur contre lui ; mais comme alors ils seraient réciproquement vis-à-vis l'un de l'autre créanciers et débiteurs d'une même somme, il y aurait lieu de leur opposer respectivement la compensation aux termes de l'art. 1291. Mais nous ne

pensons pas que ce serait là un expédient très juridique à cause du caractère définitif du paiement. Quoi qu'il en soit et malgré les difficultés qui viennent d'être signalées, il faut convenir que les principes généraux sur l'interprétation des textes conduisent à appliquer ici l'art. 1172. Il ne paraît pas du reste que dans la pratique la question ait une importance bien considérable et nous n'avons pas rencontré sur ce point de décision de jurisprudence <sup>(1)</sup>.

---

(1) Voir cependant *suprà*, n° 247, où il a été décidé dans une hypothèse très voisine que la condition était non-avenue. S'il s'agissait d'une condition en contradiction avec un arrêt de justice, par suite en quelque sorte d'une condition impossible.

## CHAPITRE VII

### Au sujet de quelles dettes peut-on faire des offres réelles.

---

**254.** — Il faut d'abord de toute nécessité que la dette soit liquide, c'est-à-dire que le *quantum* en soit déterminé. On ne serait pas admis à faire des offres pour une dette qui n'est pas encore établie d'une façon définitive; même quand les offres seraient d'une somme manifestement supérieure au montant possible de la dette, elles devraient être déclarées nulles <sup>(1)</sup>. Ceci résulte de ce qu'on ne peut faire d'offres que lorsqu'il est possible de faire un paiement. Cette solution ne pourrait certainement pas être maintenue si c'était par le fait du créancier que le débiteur ignorât le montant de la créance <sup>(2)</sup>.

**255.** — Mais il faut aussi que la dette soit exigible, c'est-à-dire que l'échéance soit arrivée. On ne pourrait, en effet, forcer le créancier à accepter si son acceptation devait lui faire éprouver un préjudice, puisqu'il a un droit acquis à

(1) Laurent, t. XVIII, n° 155; — Demolombe, t. XXVIII, n° 80. — Douai, 12 mai 1857, Mines d'Anzin, S. 57. 2. 749.

(2) Cass., 27 févr. 1849, Guibet c. Carles, S. 49. 1. 412.

n'être payé qu'à l'échéance<sup>(1)</sup>. Mais si la question ainsi posée est très simple, elle demande quelques développements quand la dette est à terme ou sous condition. On distinguera entre les créances à terme et les créances conditionnelles.

**256.** — En ce qui concerne les créances à terme, le terme n'empêche pas la dette de prendre naissance. Il en suspend simplement l'exigibilité. Lorsque le créancier accorde un terme à son débiteur, il s'interdit le droit de réclamer son paiement avant une date déterminée, mais le débiteur n'est pas lié par le terme qui est présumé n'être stipulé qu'en sa faveur. Il peut payer avant l'expiration du délai, il pourra donc aussi faire des offres réelles<sup>(2)</sup>.

**257.** — Quand on dit que le débiteur n'est pas lié par le terme, on suppose évidemment que le terme a été stipulé dans l'intérêt du débiteur. S'il était stipulé en faveur du créancier ou même en faveur des deux parties, il en serait autrement et on ne pourrait faire d'offres qu'à l'échéance<sup>(2)</sup>.

**258.** — C'est par application de ces principes qu'en matière de lettre de change le terme étant censé stipulé en faveur des deux parties, l'art. 146 du Code de commerce décide que le créancier ne peut être contraint d'en recevoir le paiement avant l'échéance.

**259.** — D'une façon générale, du reste, on peut dire qu'il en sera toujours ainsi en matière commerciale et

(1) Thomine-Desmazures, t. II, p. 402.

(2) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 524; — Duranton, t. II, n° 207; — Bioche, n° 79; — Demolombe, t. XXVIII, n° 85.

° (3) Duranton, Demolombe, *op. et loc. cit.*

que pour les dettes ayant ce caractère, on ne pourra pas anticiper sur l'époque fixée pour l'exécution de l'obligation <sup>(1)</sup> et par suite faire d'offres avant l'échéance.

**260.** — Quand, au contraire, la dette est sous condition, il faut attendre que la condition soit arrivée si la condition est suspensive ; la dette, en effet, n'existe pas et peut même ne jamais exister. Le créancier a donc tout intérêt à ne pas accepter les offres, d'abord parce qu'il peut s'exposer à une demande en restitution, ensuite parce que les risques sont à la charge du débiteur jusqu'à ce que la condition arrive <sup>(2)</sup>.

**261.** — Il faudrait en décider ainsi même s'il était manifeste que la condition se réalisera. Ainsi un individu qui à raison d'un fait matériel et constant a encouru une amende que rien ne peut lui faire éviter, ne pourra pas être admis à faire au receveur de l'enregistrement des offres de cette amende avant que le jugement n'ait été rendu et cela même alors qu'il est manifeste qu'il ne pourra bénéficier de la prescription. Car jusqu'au jugement de condamnation il ne doit rien et il ne sera vraiment débiteur du trésor que lorsque les juges auront constaté le fait. Il en a été ainsi jugé dans une espèce où un notaire ayant laissé en blanc dans un acte le nombre des mots rayés et se trouvant ainsi passible d'après l'art. 46 de la loi du 25 vent. de l'an XI d'une condamnation inévitable de 44

(1) Larombière, art. 1187, n° 7 ; — Ruben de Couderc, *v<sup>o</sup> Obligation*, n° 117.

(2) Delvincourt, t. II, p. 156, note 6 ; — Bioche, n° 82.

francs d'amende, avait fait après l'assignation et avant le jugement offre de ces 11 francs <sup>(1)</sup>.

**262.** — Il faudrait donner la même solution si le débiteur déclarait d'avance renoncer à la répétition de ce qu'il a payé au cas où la condition ne se réaliserait pas, car les créanciers auraient toujours intérêt à cause des risques. Il en serait encore de même si le débiteur déclarait faire donation de la somme offerte, nul en effet ne pouvant être contraint d'accepter une donation <sup>(2)</sup>.

**263.** — Qu'arriverait-il si le débiteur ignorant l'existence de la condition suspensive, avait fait des offres acceptées par le créancier? Il faudrait décider dans ce cas que le débiteur a payé l'indû et qu'il pourra le répéter. On se trouve en effet dans les termes de l'art. 1377 puisque le débiteur a acquitté par erreur une dette qu'il croyait avoir. Mais si la condition s'accomplissait, les offres deviendraient valables, car l'effet de la condition réalisée rétroagit au jour du contrat <sup>(3)</sup>.

**264.** — Si la condition est une condition résolutoire, le créancier ne peut refuser les offres, car la condition résolutoire ne suspend pas l'effet de l'obligation (art. 1183), et le débiteur a dès lors un droit acquis à se libérer <sup>(4)</sup>.

(1) Paris, 25 juill. 1826, Cailleux, P. chr.; — Paris, 17 déc. 1833, Ministère public c. E., P. chr.

(2) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 524; — Duranton, t. XII, n° 208.

(3) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 524; — Bioche, n° 84.

(4) Duranton, t. XII, n° 209; — Rolland de Villargues, n° 20; — Bioche, n° 85.

## CHAPITRE VIII

Où doivent être faites les offres réelles.

---

**265.** — Il est d'abord incontestable que si les parties ont décidé que le paiement devait être fait à un endroit déterminé, c'est à cet endroit que devront être faites les offres réelles <sup>(1)</sup>. Le contrat est en effet la loi des parties, et en toute circonstance il faut s'y rapporter. Il en serait ainsi quand même les offres faites dans un autre endroit que l'endroit convenu, l'auraient été à la personne du créancier <sup>(2)</sup>.

**266.** — Il a également été jugé que les offres d'un prix d'immeuble ne pourraient être signifiées au domicile du vendeur quand un domicile a été élu dans le contrat pour le paiement, même si ces offres avaient été faites en réponse à la demande en résolution de la vente <sup>(3)</sup>.

(1) Toullier, t. VII, n° 196; — Larombière, art. 1258, n° 14; — Demolombe, t. XXVIII, n° 86; — Pothier, n° 577. — Cass., 28 avr. 1814, Vafflard, S. chr.

(2) Cass., 8 avr. 1818, Mangin, P. chr.

(3) Nancy, 14 nov. 1828, Guéret c. Lecocq, Dalloz, *Rép.*, v° *Oblig.*, n° 2119.

**267.** — La question de savoir s'il y a eu un lieu convenu pour le paiement est une question de fait qu'il appartient aux juges d'apprécier suivant les circonstances et les éléments de la cause. Il faudrait du reste avant de déclarer nulles des offres qui n'ont pas été faites à ce domicile, considérer dans quel but les parties en ont convenu. Si, par exemple, il avait été stipulé uniquement dans l'intérêt du débiteur, on ne pourrait lui faire un reproche de renoncer à une clause qui lui est favorable, car qui peut le plus peut le moins et si le débiteur peut offrir à un domicile de faveur, il peut offrir à plus forte raison au domicile de droit <sup>(1)</sup>.

**268.** — Si le contrat est muet reviendra-t-on au droit commun? En la circonstance le droit commun qui est l'application aux offres réelles des règles du paiement, conduirait à appliquer ici l'art. 1247 et à déclarer que les offres doivent être faites au domicile du débiteur. Mais il est évident que des offres ainsi faites ne répondraient pas au but du législateur qui veut une interpellation formelle du créancier. Pour arriver à ce résultat, il n'y avait pas d'autre moyen que de faire faire les offres au domicile du créancier.

**269.** — Puisqu'on ne déroge à l'art. 1247 que pour permettre l'interpellation du créancier, ce ne sera donc pas seulement à son domicile qu'on pourra offrir, mais à sa personne même, peu importe du reste qu'il se trouve hors

(1) Dumesnil, n° 198.

de son domicile. Il y a pour en décider ainsi une sorte d'*fortiori*, car il est évident que l'interpellation du débiteur, si elle est efficace faite au domicile du créancier, le sera encore bien plus si elle est faite à sa personne. Ce ne peut être que comme pis-aller et en raison de l'impossibilité matérielle qui pourrait se présenter de joindre dans toutes les circonstances le créancier, qu'on a décidé de faire faire les offres à son domicile; mais rien n'empêche le débiteur de le rechercher en personne, s'il lui plaît aussi <sup>(1)</sup>.

**270.** — Il peut se faire que le lieu indiqué pour le paiement le soit d'une façon très vague. On a pu dire par exemple que le paiement sera fait à Paris. Il peut arriver aussi que le créancier n'ait pas élu domicile au lieu convenu pour le paiement. Il faut décider ce que devra faire l'officier ministériel chargé de faire les offres. Quatre systèmes ont été proposés pour résoudre la question.

**271.** — Dans un premier système on considérera le créancier comme n'ayant pas de domicile connu en France, et on appliquera l'art. 69, § 8, du Code de procédure. On signifiera donc les offres au parquet <sup>(2)</sup>. Ce système conduit en somme à considérer comme vrai un fait qui sera souvent évidemment faux, de plus il fait trop bon marché de l'art. 843 du Code de procédure qui exige qu'on fasse mention dans le procès-verbal de la réponse du créancier.

**272.** — Un second système propose si le créancier n'a pas élu domicile au lieu spécial désigné pour le paiement de

(1) Bioche, n° 96.

(2) Delvincourt, t. II, p. 757, note 7.

faire offrir à la personne du créancier ou au domicile réel. On fait observer que le défaut d'élection de domicile est un retour fait au domicile ordinaire, et que d'autre part on ne peut signifier les actes qu'au domicile connu et qu'ici par hypothèse le domicile réel est le seul connu <sup>(1)</sup>.

**273.** — Nous pensons qu'il ne peut y avoir là qu'une faculté pour le débiteur, car, quoi qu'on en dise, du moment que le créancier a fait une élection de domicile, si vague soit-elle, il y a un droit acquis pour le débiteur à ne pas payer autre part qu'au lieu dont les parties ont convenu et en aucun cas on ne pourrait admettre que le créancier puisse de sa seule volonté modifier une clause du contrat, et imposer l'observation de cette clause ainsi modifiée au débiteur.

**274.** — Dans un troisième système le débiteur assignera le créancier à son domicile réel pour voir dire qu'il sera condamné à élire un domicile dans le lieu convenu, à défaut de quoi le débiteur serait autorisé à consigner <sup>(2)</sup>. Il est très certain que si un débiteur voulait procéder de cette façon, il en aurait le droit absolu, mais il s'agit de savoir si on pourrait forcer tous les débiteurs dans une semblable hypothèse à agir ainsi. Nous ne le pensons pas : nulle part il n'en est question dans les textes et cette procédure est assez longue et assez onéreuse pour qu'on ne l'impose pas au débiteur en dehors de tout texte.

(1) Larombière, art. 1258, n° 12; — Bioche, n° 102.

(2) Pothier, n° 577; — Toullier, t. VII, n° 197; — Favard de Langlade, v° *Offres*, n° 2-6°.

**275.** — Notre avis est que le débiteur a fait ce qu'il devait quand il a cherché à faire les offres au lieu indiqué par le contrat. Si, par la faute du créancier, c'est devenu impossible, le débiteur ne doit pas en souffrir. Il suffira donc que l'officier ministériel qui doit faire les offres constate qu'il n'a trouvé personne au lieu où elles devaient être faites, et on aura ainsi satisfait à l'art. 813 du Code de procédure, car l'absence du créancier vaudra un refus de sa part puisqu'il savait où il devait aller pour accepter. L'huissier se conformera aux prescriptions de l'art. 68 du Code de procédure. Il remettra donc la copie à défaut de parent ou de serviteur à un voisin ou à la mairie. La personne qui aura reçu la copie signera sur l'original <sup>(1)</sup>.

**276.** — L'art. 1258, § 6, permet-il également de faire des offres au domicile élu non dans la convention, mais par suite d'une disposition légale? Supposons qu'un créancier fasse à fin de saisie-exécution un commandement à son débiteur. Conformément à l'art. 584 du Code de procédure, il devra élire domicile dans la commune où doit se faire l'exécution. Que devra faire le débiteur, notamment s'il y a déjà un domicile élu dans le contrat? la question n'est pas douteuse, il pourra faire les offres au domicile élu dans le commandement : l'art. 584 est formel en ce sens. La consignation devrait néanmoins être faite au lieu convenu pour le paiement <sup>(2)</sup>, car le commandement tendant

(1) Duranton, t. XII, n° 217; — Aubry et Rau, p. 194, note 6; — Colmet de Santerre, t. V, n° 203 *bis*-III; — Demolombe, t. XXVIII, n° 88.

(2) Aubry et Rau, t. IV, p. 194; — Larombière, art. 1258, n° 14; —

à la saisie-exécution ne peut rien modifier à cet égard.

**277.** — Cette solution a cependant été contestée et certains auteurs prétendent qu'on ne peut accorder cette faculté au créancier quand il y a un domicile élu dans le contrat, la convention des parties devant être souveraine<sup>(1)</sup>. On fera remarquer qu'il n'est, en rien, dérogé au principe de la souveraineté des conventions. Les parties ont convenu un lieu pour le paiement, personne n'a soutenu qu'il devait se faire ailleurs et tout le monde est d'accord pour décider que c'est à ce domicile qu'il se réalisera, mais il ne s'agit pas du paiement, il s'agit des offres. Si notre opinion faisait exception à une règle, c'est à celle qui déclare que les offres doivent avoir lieu où doit se faire le paiement ; or dans la circonstance nous sommes parfaitement autorisés à apporter cette dérogation aux principes puisque l'art. 584 lui-même y autorise.

**278.** — Il devra en être décidé de même en cas de saisie-brandon, car l'art. 634 du Code de procédure rend applicable à cette hypothèse les règles de la saisie-exécution et par conséquent celles édictées par l'art. 584 du même Code<sup>(2)</sup>. De même, aussi, en cas de contrainte par corps l'art. 783 du Code de procédure imposant que le procès-verbal d'emprisonnement contienne élection de do-

Demolombe, t. XXVIII, n° 89 ; — Delvincourt, t. II, p. 757, note 7. — Cass., 21 nov. 1836, *J. pr.*, art. 603. — Trib. de Nice, 23 janv. 1888, *Balestra, Gaz. des trib.*, 22 mars 1888.

(1) Toullier, t. VII, n° 196 ; — Favard de Langlade, v° *Saisie-exécution*, § 2, n° 2 ; — Duranton, t. XII, n° 211. — Cass., 28 avr. 1814, *Vafflard, S. chr.*

(2) Demolombe, t. XXVIII, n° 90 ; — Larombière, art. 1258, n° 13.

micile dans la commune où le débiteur sera détenu (1).

**279.** — On est également généralement d'accord (2), pour en décider ainsi en cas de saisie-arrêt bien que l'art. 559, § 3 ne s'explique pas comme l'art. 584 sur les effets de l'élection de domicile. C'est, qu'en effet, il n'y a aucun doute que l'art. 559 ne prescrit l'élection de domicile tout comme l'art. 584 que pour permettre au saisi d'empêcher le plus rapidement possible la continuation des poursuites. Les saisies-arrests peuvent en effet porter sur des salaires ou des traitements qui sont souvent la seule ressource de ceux qui les touchent, il y a donc grand intérêt à ne pas les obliger à aller chercher le saisissant et à lui faire des offres dans un endroit peut-être fort éloigné, ce qui augmenterait les frais et les difficultés d'arrangement.

**280.** — En sera-t-il de même en cas de saisie immobilière? Nous ne le pensons pas, car, d'une part, l'art. 673 au contraire de l'art. 584 n'impose pas l'élection de domicile dans la commune où se fait la saisie, mais dans le lieu où siège le tribunal qui devra connaître de la validité de la saisie. D'autre part, l'art. 673 ne contient pas la disposition finale de l'art. 584, à savoir que « le débiteur pourra faire à ce domicile élu toutes significations, même d'offres réelles et d'appel »; or, nous considérons qu'il est impossible d'étendre cette disposition sans texte puisque nous nous trouvons dans une hypothèse toute différente. Du reste, les motifs manquent pour appliquer cette disposition de

(1) Demolombe, *id.*, n° 91; — Larombière, *op. et loc. cit.*

(2) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 55; — Roger, *De la saisie-arrêt*, n° 398.

l'art. 584; l'autorisation portée en l'art. 584 n'a été accordée qu'à cause du bref délai dans lequel la saisie-exécution doit suivre le commandement; or on ne peut exécuter la saisie que trente jours après le commandement (art. 674, C. proc.) (1).

**281.** — L'opinion contraire a cependant été soutenue et quelques arrêts ont été rendus en ce sens. Ils donnent généralement comme motif que l'art. 584 ne distinguant pas doit s'appliquer à une saisie-exécution, comme à une saisie immobilière(2). Nous pensons que l'art. 673 s'applique à la saisie immobilière exclusivement, de même que l'art. 584 s'applique exclusivement à la saisie mobilière et qu'il est impossible d'admettre qu'on puisse se servir de l'un de ces textes pour suppléer au silence de l'autre; ce sont là deux matières absolument distinctes, ayant leurs règles bien spéciales et qu'on ne peut confondre.

**282.** — Quant au domicile élu dans l'exploit de dénonciation de la saisie immobilière en l'étude de l'avoué poursuivant, il est évident qu'il ne peut être considéré seule-

(1) Merlin, *Rép.*, v° *Saisie immobilière*, § 6, art. 1, n° 4; — Berriat-Saint-Prix, *Proc. civ.*, p. 588; — Aubry et Rau, t. IV, p. 194, note 8; — Larombière, art. 1258, n° 13; — Persil, *Ventes judiciaires d'immeubles*, n° 74; — Demolombe, t. XXVIII, n° 93. — Aix, 24 févr. 1844, Ricaud, S. 44. 2. 333; — Rouen, 13 juin 1845, de Saint-Aignan, S. 46. 2. 77; — Cass., 5 mars 1849, de Saint-Aignan, S. 49. 1. 646.

(2) Bordeaux, 13 juill. 1849, Augey, S. 50. 2. 524. Voir encore Cass., 12 janv. 1842, Guébin, S. 42. 1. 138. — Thomine-Desmazures, t. II, n° 744; — Chauveau, sur Carré, n° 2425 *bis*; — Dumesnil, n° 197; — Jacob, *Saisie immobilière*, t. I, p. 331; — Deffaux et Harel, *Encyclopédie des huissiers*, v° *Offres réelles*, n° 116.

ment comme le domicile où les actes de la procédure doivent être signifiés, car l'art. 675 du Code de procédure exige déjà que le domicile choisi à cette fin soit élu dans le procès-verbal de saisie. Donc à moins de faire double emploi avec la mention analogue insérée dans ce procès-verbal de saisie, il faut bien lui donner une autre signification qui ne peut être que de donner mandat à l'avoué d'accepter les offres <sup>(1)</sup>.

**283.** — Il est, du reste, certain que faire les offres au domicile ainsi élu ne sera jamais qu'une faculté pour le débiteur. Un acte unilatéral ne peut le priver en effet du droit que lui reconnaît implicitement la convention de faire les offres, au domicile réel du créancier. Aussi nous ne pourrions pas souscrire à cette déclaration de M. Jacob<sup>(2)</sup> que « l'élection de domicile du commandement, est toute spéciale à cet acte; celle du procès-verbal de saisie a lieu de plein droit et en vue de toute la poursuite. Elle a pour effet et pour but de constituer un centre de direction entre les mains de l'officier public qui va devenir le maître, le *dominus litis*; il est donc naturel que ce soit là qu'il *faille* adresser toutes les significations. Tel semble être le vœu de la loi en y prescrivant notamment la signification de l'appel ».

**284.** — Les travaux préparatoires, de la loi du 2 juin 1841, montrent bien du reste qu'il ne peut y avoir là qu'une faculté pour le débiteur. En effet, la commission

(1) Bordeaux, 27 mai 1868, Faux, S. 68. 2. 341. — *Sic*, Jacob, *op. cit.*, p. 341.

(2) *Op. et loc. cit.*

avait ajouté à l'art. 673 un paragraphe ainsi conçu : « toutes les significations, même d'offres réelles, d'opposition ou d'appel à la requête du débiteur, seront faites jusqu'à la dénonciation de la saisie, soit au domicile élu dans le commandement, soit au domicile de l'avoué constitué par le procès-verbal de saisie; après la dénonciation elles ne seront faites régulièrement qu'à ce dernier domicile ». Or, cette disposition a été supprimée et elle n'a été maintenue par l'art. 732 que pour l'opposition et l'appel. Il est donc certain qu'en ce qui concerne les offres réelles, le débiteur conserve entière liberté <sup>(1)</sup>.

**285.** — Si on ne peut pas faire les offres au domicile élu dans l'exploit à fin de saisie immobilière, on pourrait encore moins en faire au domicile élu par le créancier dans une inscription hypothécaire, en vertu de l'art. 2148-1°, car ainsi qu'il a été constaté par la cour de Grenoble « quand le législateur a voulu que le domicile élu put remplacer le domicile personnel en matière d'offres réelles, il a pris soin de le dire en termes exprès, ainsi qu'il résulte de l'art. 584 du Code de procédure <sup>(2)</sup> ».

**286.** — Même quand les offres doivent être faites autre part qu'au domicile réel, au domicile élu par exemple, il n'est nullement nécessaire que le débiteur fasse au créancier sommation de se trouver à l'endroit où le paiement doit se faire; c'est en effet au créancier à prendre ses précautions

(1) Sirey, note sous l'arrêt de Bordeaux, précité.

(2) Grenoble, 20 août 1853, Pournet, S. 54. 2. 457; — Cass., 5 déc. 1854, Chollier, S. 55. 4. 282. — *Sic*, Demolombe, t. XXVIII, n° 94.

pour se mettre en état de recevoir par lui-même ou par un mandataire les offres auxquelles il doit s'attendre <sup>(1)</sup>.

**287.** — Ceci resterait vrai, du reste, même s'il n'y avait pas de jour fixé pour le paiement, car, là encore, le créancier connaît la faculté existant pour le débiteur de se libérer d'un moment à l'autre au lieu convenu, il doit donc en prévoir l'événement et s'y préparer de manière à n'en éprouver aucune surprise <sup>(2)</sup>.

**288.** — La disposition de l'art. 1258-6°, qui veut que les offres soient faites au domicile convenu s'appliquera de la même façon au débiteur qu'à ceux qui voudraient payer en son lieu et place, notamment au créancier payant en vue de la subrogation de l'art. 1251 un créancier qui lui est préférable. On ne reconnaît, en effet, à un tiers le droit d'intervenir pour le paiement que parce qu'on suppose qu'il est indifférent au créancier de recevoir son paiement de Primus ou de Secundus et que l'opération ne lui est en rien préjudiciable. Mais encore faut-il précisément qu'il n'en éprouve pas de préjudice, or il en éprouverait si le créancier payant aux termes de l'art. 1251 était fondé à repousser les clauses de la convention comme ne lui étant pas opposables puisqu'il n'y était pas partie. Au fond ce que doit faire le tiers intervenant ce n'est pas seulement le versement d'une somme d'argent, c'est l'exécution de l'obligation contractée par le débiteur, par conséquent avec toutes ses conditions et toutes ses modalités <sup>(3)</sup>.

(1) Cass., 18 mars 1879, Dumas, S. 79. 1. 407.

(2) Caen, 6 mars 1848, Chéron, S. 48. 2. 385.

(3) Cass., 24 mars 1884, Kuntz, S. 86. 1. 458.

## CHAPITRE IX

Par l'intermédiaire de qui peut-on faire des offres réelles.

---

**289.** — L'art. 1258, § 7, déclare que les offres doivent être faites « par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes ». Avant le Code civil, Pothier décidait qu'elles devaient être faites par un « huissier ou sergent <sup>(1)</sup> ».

**290.** — Incontestablement l'art. 1258 donne compétence aux huissiers; très généralement dans la pratique ce seront eux qui seront chargés d'instrumenter à cet effet. Très certainement aussi les avoués n'ont, en aucune façon, le droit de faire des offres réelles. Il est en effet admis que les avoués n'ont pas qualité pour recevoir le paiement des sommes dont ils sont chargés de poursuivre le recouvrement <sup>(2)</sup>. Quant aux greffiers ils ne pourraient dresser un procès-verbal d'offres, que pour les offres faites à l'au-

(1) Pothier, n° 578.

(2) Toullier, t. I, n. 72; — Glandaz, *Encyclop. du droit*, v° *Avoué*, n° 15; — Demolombe, t. XXVII, n° 147; — Larombière, art. 1239, n° 12; — Laurent, t. XVII, n° 530; — Merlin, *Rép.*, v° *Paiement*, n° 3. — Colmar, 18 avr. 1806, Dauphin c. Bailly, P. chr.

dience, dont le juge aurait donné acte. Mais, en ce qui concerne les notaires, la question est très controversée.

**291.** — Dans notre ancien droit déjà on reconnaissait aux notaires concurremment avec les huissiers, le droit de faire des offres réelles<sup>(1)</sup>. Rien n'est plus logique du reste, puisque ce sont eux aussi, des officiers ministériels. Quelques auteurs ont cependant soutenu qu'ils n'étaient pas compétents<sup>(2)</sup>.

**292.** — Pour soutenir l'incompétence des notaires on fait remarquer d'abord qu'ils n'ont le titre d'officiers ministériels que depuis la loi du 28 avril 1816, c'est-à-dire postérieurement à la promulgation du Code civil. Jusquelà, l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 24 ventôse de l'an XI, ne les qualifiait que de fonctionnaires publics, or dit-on, l'art. 1258 n'attribue compétence qu'aux officiers ministériels.

**293.** — A notre avis, il ne résulte nullement de la qualification adoptée par la loi de ventôse que les notaires n'étaient pas déjà à cette époque des officiers ministériels. Une seule chose est certaine, c'est que c'étaient des fonctionnaires publics, mais cette dénomination absolument générale n'est pas exclusive de toute autre plus spéciale; il y a de nombreuses catégories de fonctionnaires publics et parmi ces catégories,

(1) Ferrières, sur l'art. 136, de la cout. de Paris; — Denisart, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 15; — Davot, t. II, V; — Duparc-Poullain, *Principes de droit*, t. VI, n<sup>o</sup> 156.

(2) Pigeau et Crivelli, t. II, p. 525; — Chauveau, sur Carré, n<sup>o</sup> 2783; — Bilhard, *Journ. des huissiers*, t. XIV, p. 323; — Rolland de Villargues, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 25, et *Notaire*, n<sup>o</sup> 262.

une d'elles est désignée sous le nom d'officiers ministériels. Il est évident que tous les officiers ministériels, même les huissiers sont des fonctionnaires publics, rien ne prouve donc que la loi de ventôse ait employé autre chose qu'une qualification générale. Mais cela ne veut pas dire que les notaires n'avaient pas déjà une qualification plus spéciale et c'est ce que constate accidentellement la loi du 28 avril 1816<sup>(1)</sup>, (intitulé du titre 9, § 2, chap. 91) qui désigne sous le nom générique d'officiers ministériels une catégorie de fonctionnaires publics où on trouve les notaires.

**294.** — On objecte encore que d'après l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de ventôse, les notaires sont établis « pour recevoir tous les  
« actes et contrats auxquels les parties doivent ou peuvent  
« faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes  
« de l'autorité publique et pour en assurer la date, en con-  
« server le dépôt et en déduire les grosses et expéditions ». On fait observer qu'il n'y a d'exception à ces règles, qu'en matière d'actes respectueux parce que la loi a voulu entourer de précautions multiples la rédaction et la signification de ces actes, et en matière de protêt parce que surtout dans les campagnes l'huissier peut être absent et il peut y avoir urgence. Or, dit-on en faisant des offres, le notaire ne reçoit ni acte, ni contrat, il s'agit là d'une véritable sommation au créancier de recevoir, par conséquent d'un exploit. Il sort donc de son rôle et comme aucun texte n'apporte exception à la règle générale ainsi qu'en matière de protêts

(1) Loi sur les finances.

ou d'actes respectueux, il faut en conclure qu'il est absolument incompetent <sup>(1)</sup>.

**295.** — Il nous semble illogique d'accorder aux notaires le droit de donner quittance et surtout de faire des protêts et de ne pas lui donner le droit de faire des offres réelles, ce protêt est en effet un véritable acte de poursuite tandis que les offres réelles sont tout le contraire, puisque c'est un acte tendant à éviter des poursuites. Au surplus, on ne voit pas comment on pourrait nier qu'en matière d'offres il s'agit de constater authentiquement un fait : on fait des offres pour que le créancier ne puisse pas, au cas où il voudrait poursuivre judiciairement l'exécution de l'obligation, dire qu'il est dans son droit puisqu'on ne l'a pas payé. Il importe donc que le débiteur prenne ses précautions, car il ne lui suffirait pas de dire en justice qu'il a fait des offres, on exigerait la reproduction de la quittance, faute de quoi l'assertion du créancier que le débiteur n'a pas voulu payer, serait tenue comme vraie. Il faut donc qu'il s'arrange de façon à ce que le créancier ne puisse pas nier l'existence des offres et pour cela il n'a qu'un moyen, les faire faire par un fonctionnaire public dont le témoignage sera irrécusable par un huissier donc, mais aussi par un notaire, car le notaire a pour mission de donner l'authenticité aux actes.

**296.** — Prétendre du reste, comme le fait Chauveau, que le notaire peut faire un protêt parce que l'huissier peut être absent et qu'il y a urgence, c'est donner un argument

(1) Chauveau, sur Carré et Billard, *op. et loc. cit.*

qui trouve également sa place ici, car il peut y avoir tout aussi bien urgence en ce qui concerne les offres réelles, notamment en cas de saisie-exécution.

**297.** — Nous pensons donc avec la grande majorité de la doctrine et de la jurisprudence <sup>(1)</sup> que les notaires peuvent faire des offres réelles. Mais avec les mêmes autorités, nous n'admettons pas qu'ils puissent insérer dans le procès-verbal d'offres une assignation pour faire déclarer les offres valables. Il s'agit là, en effet, essentiellement d'un acte de poursuite et l'art. 24 du décret du 14 juin 1813 sur les attributions des huissiers est formel : « toutes citations, notifications et significations requises pour l'instruction des procès, ainsi que tous actes et exploits nécessaires pour l'exécution des ordonnances de justice, jugements et arrêts, seront faits par les huissiers, etc. ».

**298.** — L'huissier, du reste, n'aura nullement besoin d'être assisté de deux témoins. C'était l'usage dans l'ancien droit et l'art. 173 du Code de commerce qui voulait y déroger en ce qui concerne les protêts, avait dû s'en expliquer formellement. Cet article a, du reste, été abrogé sur ce point par l'art. 2 du décret du 23 mars 1848 <sup>(2)</sup>.

(1) Toullier, t. VII, n° 201 ; — Marcadé, art. 1258, n° 1 ; — Aubry et Rau, t. IV, p. 193, note 4 ; — Colmet de Santerre, t. V, n° 203 *bis*-IV ; — Larombière, art. 1258, n° 16 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 96 ; — Hautefeuille, p. 445 ; — Carré, n° 2783 ; — Rousseau et Laisney, n° 12 ; — Bioche, n° 114 ; — Dumesnil, n° 203 ; — Favard de Langlade, v° *Offres*, n° 2. — Lyon, 14 mars 1827, Lajur, P. chr. ; — Agen, 17 mai 1836, Agut S. 37. 2. 123 ; — Bordeaux, 30 juin 1836, Laville, S. 37. 2. 79.

(2) Bioche, n° 116 ; — Larombière, art. 1258, n° 16 ; — Toullier, t. VII, n° 200 ; — Deffaux et Harel, *Encyclop. des huissiers*, v° *Offres réelles*, n° 135.

**299.** — En ce qui concerne les notaires, ils ont le choix de faire l'acte ou en présence de deux témoins ou avec l'assistance d'un confrère <sup>(1)</sup>. Il n'y a aucune raison pour déroger ici à l'art. 7 de la loi de ventôse, du reste, dans l'ancien droit les notaires qui faisaient des offres appliquaient les mêmes règles que pour les autres actes notariés.

**300.** — Les offres réelles doivent être faites par un officier ministériel, ce principe est absolu, mais nous pensons avec la Cour de cassation qu'il y a des cas très spéciaux où on doit en tempérer la rigueur par l'application de cet autre principe que « *malitiis non est indulgendum* ». Un jugement de police avait condamné un individu à payer une somme de 3 francs pour dommages aux champs; avec les dépens liquidés, la dette montait à 10 francs. Le débiteur pria un de ses parents d'offrir 8 francs qui furent acceptés. Il voulut ensuite offrir le reliquat, soit 2 francs de la même façon, mais le créancier se refusa à accepter parce que les offres n'étaient pas faites régulièrement et, levant le jugement, il fit saisir les meubles du débiteur. La Cour de cassation a pensé avec raison, que le fait par le créancier d'avoir accepté une première fois les offres faites par le tiers constituait une acceptation de sa part d'éviter pour une somme aussi minime des frais à son débiteur, et elle a débouté le créancier de sa demande <sup>(2)</sup>.

(1) Bioche, n° 116 ; — Dumesnil, n° 205.

(2) Cass., 8 août 1870, Georgi, S. 72. 1. 84.

## CHAPITRE X

### Procès-verbal d'offres.

---

**301.** — Les offres doivent toujours être constatées par un procès-verbal dressé par l'officier ministériel qui les a faites. Ce procès-verbal doit être dressé à la requête de celui qui offre et signifié à celui qui avait qualité pour recevoir.

**302.** — Les art. 812, 813 du Code de procédure expliquent ce qu'il doit contenir. Il fera mention du refus ou de l'acceptation du créancier et de la réponse du créancier à la demande de signer le procès-verbal. Mais l'officier ministériel ne pourra constater et insérer que ce refus et cette acceptation ainsi que les motifs qui en sont donnés. Il ne serait pas admis à mentionner d'autres déclarations sans qu'il y ait à examiner leur plus ou moins d'intérêt pour l'affaire ; du moins la mention qu'il en ferait ne ferait pas foi jusqu'à inscription de faux et ces déclarations resteraient à l'état de simple énonciation <sup>(1)</sup>. Conformément à ces articles, le procès-verbal d'offres désignera aussi l'objet

(1) Paris, 7 nov. 1893, Greppin, *Rec. de proc.*, année 1894, p. 73.

offert et si ce sont des espèces, en décrira le nombre et la qualité.

**303.** — La désignation de l'objet offert dans son objet et dans sa forme, ainsi que la description des espèces est absolument substantielle, puisque c'est précisément ce que le procès-verbal a pour objet de constater.

**304.** — Ainsi on devra dire le nombre des pièces offertes et si elles sont d'or, d'argent ou de billon. Il a même été jugé que des offres d'assignats n'étaient valables que si on avait spécifié les valeur, série et numéros des assignats offerts <sup>(1)</sup>. Nous pensons qu'il en est toujours ainsi pour les billets de banque. Ce point est toutefois discuté. Une décision récente a décidé qu'il n'était pas nécessaire qu'on procédât à cette énumération, attendu que les billets de banque valent la monnaie et qu'on ne peut songer à exiger qu'on décrive dans le procès-verbal l'effigie et le millésime des pièces offertes <sup>(2)</sup>. Mais cette opinion repose sur l'assimilation de la monnaie et des billets de banque, assimilation qui est peut-être un peu forcée.

**305.** — Ces différentes causes de nullité pourraient être couvertes par des défenses au fond, car le créancier a en sa possession la copie du procès-verbal, il peut donc à loisir réfléchir sur sa régularité. En n'invoquant pas cette nullité absolument péremptoire pour en alléguer d'autres plus ou moins hypothétiques, il consent à ne pas se prévaloir d'un

(1) Colmar, 9 mai 1807, Boglin, P. chr.

(2) Trib. de Saint-Calais, 13 févr. 1895, Leroux, *Rec. pér. de proc.*, année 1891, p. 311.

vice de forme qui après tout n'empêche pas que des offres sérieuses aient pu être faites (1).

**306.** — Il va sans dire que le procès-verbal devra aussi rappeler pour quelle dette les offres sont faites et si les art. 812 et 813 n'en parlent pas, c'est à cause de l'évidence de la proposition. Il a été jugé qu'il y avait là une formalité substantielle et que si l'obligation pour l'acquit de laquelle les offres sont faites, était énoncée sous une fausse date, les offres seraient nulles (2).

**307.** — Cependant les offres ne seraient pas nulles par cela seul que le procès-verbal ne ferait pas mention d'une réponse du créancier. On doit alors présumer qu'il n'en a pas fait (3). Il en serait de même si on avait omis de déclarer qu'on a requis le créancier de signer le procès-verbal et qu'il a refusé. Il y a en effet dans le fait que l'officier ministériel a opéré sans succès une présomption que le créancier a refusé (4).

**308.** — Quand l'officier ministériel se présente pour faire des offres, trois hypothèses peuvent se présenter, le créancier peut accepter, le créancier peut refuser, enfin le créancier peut ne pas se trouver chez lui au moment précis où l'huissier ou le notaire se présentent.

**309.** — Si le créancier accepte les offres, l'officier ministériel compte les deniers et fait mention de cette remise

(1) *Contrà*, Besançon, 5 mai 1813, Cretin, P. chr.

(2) Nîmes, 21 mai 1806, Verdier, S. chr.

(3) Thomine-Desmazures, t. II, p. 405.

(4) Rodière, t. III, p. 35.

au procès-verbal; en échange il reçoit le titre de créance, à moins que la créance étant payable par termes, il en reste encore un certain nombre à échoir; dans ce cas on fait simplement mention sur le titre des termes versés. Mais pour que le créancier soit fondé à refuser de délivrer le titre, il faut qu'il justifie d'un intérêt sérieux et non pas seulement d'un intérêt moral <sup>(1)</sup>.

**310.** — Le créancier doit en outre donner quittance, s'il ne la donne pas, le fait que le créancier a signé le procès-verbal d'offres vaudra quittance. Il peut cependant arriver que le créancier ne sache ou déclare ne pas savoir signer, dans ce cas le procès-verbal tiendra quand même lieu de quittance s'il en est fait mention.

**311.** — Ceci ne fait pas de difficultés si les offres sont faites par un notaire certainement compétent pour la rédaction d'une quittance, mais il n'en est pas de même si elles sont faites par un huissier. On fait remarquer en effet que quand une partie ne sait pas signer pour les actes passés devant un autre officier ministériel que le notaire, le Code de procédure exige un pouvoir notarié <sup>(2)</sup>. Il faut conclure de là què dans le cas où le procès-verbal de l'huissier n'aura pas été signé, la réponse faite par le créancier et mentionnée au procès-verbal n'aura pas été authentiquement constatée et ne fera pas foi jusqu'à inscription

(1) Dutruc, *Supplément aux lois de la procédure civile et commerciale*, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 37. — Angers, 12 avr. 1866, Nassiot, *J. av.*, t. 93, p. 91.

(2) Chauveau et Carré, n<sup>o</sup> 2785 *quater*; — Dutruc, *Formul. annoté*, p. 739, note 9, n<sup>o</sup> 3. — Bruxelles, 5 août 1835, *Journ. de Brux.*, 1836, p. 74. — *Contrà*, Douai, 31 janv. 1839, Deroide, Dalloz, *Oblig.*, n<sup>o</sup> 2138.

de faux. Dans ce cas l'huissier ne remettra pas les fonds au créancier et lui donnera de suite sommation de se rendre chez un notaire. Les frais de la quittance seront naturellement à la charge du débiteur <sup>(1)</sup>.

**312.** — L'officier ministériel devra laisser copie au créancier du procès-verbal. Le tarif, art. 59, taxe en effet cette copie dans le cas de refus comme dans le cas d'acceptation. Cette copie a l'avantage de permettre au créancier de garder la trace des conditions ou réserves qui ont pu être mises aux offres réelles <sup>(2)</sup>.

**313.** — Si le créancier refuse les offres on mentionnera les causes du refus au procès-verbal dont on lui laissera copie, il faut, en effet, que le créancier soit mis à même de réfléchir sur les offres <sup>(3)</sup>. L'huissier lui fera en outre sommation de se trouver au jour, à l'heure et au lieu indiqués, pour assister à la consignation (art. 814); à moins que le débiteur ne lui en ait donné l'ordre contraire par écrit, il doit consigner dans les vingt-quatre heures.

**314.** — Si le créancier ne se trouve pas chez lui, les offres seront-elles également valables? L'art. 813 exige que le procès-verbal fasse mention de la réponse du créancier, ce sera chose impossible dans l'espèce. Il n'y a cependant pas de difficulté sérieuse, car ce serait un moyen trop facile d'empêcher le débiteur de faire des offres, de plus la règle générale que tous les exploits sont régu-

(1) Deffaux et Harel, *op. cit.*, n° 151.

(2) Chauveau et Carré, n° 2785; — Bioche, n° 134.

(3) Duranton, t. XII, n° 216.

lièrement notifiés à personne ou à domicile (art. 68, C. proc. civ.), est maintenue et confirmée en ce qui concerne les offres par l'art. 1258, § 6 du Code civil. Les offres seraient donc parfaitement valables. L'officier ministériel remportera les fonds, fera mention de ce fait au procès-verbal et fera en même temps, conformément à l'art. 814, sommation d'assister à la consignation. Il se conformera aussi, ainsi qu'il a déjà été dit, aux prescriptions de l'art. 68 du Code de procédure. Il pourra également faire sommation de se trouver chez un notaire pour recevoir la somme offerte et en donner quittance.

**315.** — Toutefois, il ne faudrait pas exagérer et il en serait tout autrement au cas de mauvaise foi du débiteur. Voici par exemple, un médecin ou un avocat qui de telle à telle heure sont à cause de leurs affaires nécessairement absents de chez eux. Si le débiteur le sachant envoyait précisément à ce moment chez son créancier et consignait aussitôt après, de sorte qu'il serait impossible à ce dernier de pouvoir éviter la consignation, on ne pourrait dans ce cas déclarer les offres valables <sup>(1)</sup>.

**316.** — Si le créancier qui ne s'est pas trouvé chez lui ou qui a refusé veut pour empêcher la consignation accepter les offres, il peut se présenter à son gré chez l'officier ministériel ou le débiteur. Il peut encore faire signifier son intention par l'intermédiaire d'un officier ministériel ayant pouvoir spécial pour recevoir et donner quittance.

(1) Cass., 6 avr. 1830, Lefebvre, P. chr.

**317.** — Mais, si, à son tour, le créancier ne trouve pas chez lui le débiteur ou l'officier ministériel, il fera sommation au débiteur de se trouver tel jour à telle heure devant tel notaire, pour réaliser ses offres, en lui déclarant qu'il est prêt à donner quittance <sup>(1)</sup>. Le créancier pourra se retirer, si à l'heure précise à laquelle le débiteur devait comparaître, ce dernier n'est pas encore arrivé <sup>(2)</sup>.

**318.** — Le créancier qui a refusé les offres ne pourrait pas aussitôt saisir-arrêter les sommes offertes entre les mains de l'huissier qui les lui offre. En effet, l'art. 557 du Code de procédure ne permet la saisie qu'entre les mains des tiers. Or, l'huissier dans la circonstance n'est pas un tiers, ni par rapport au débiteur, ni par rapport au créancier. Il représente le débiteur lui-même et on ne peut pas plus faire de saisie-arrêt entre ses mains, qu'on en pourrait faire aux mains de ce dernier. Le débiteur a du reste la faculté absolue de retirer les offres si elles ne sont pas acceptées et on ne peut pas faire échec à ce principe en accordant au créancier un droit qui la rendrait illusoire <sup>(3)</sup>.

**319.** — On devrait cependant en décider autrement s'il s'était écoulé un délai assez long pour permettre au créancier de croire que les fonds conservés par l'huissier

(1) Bioche, n<sup>os</sup> 142 et s.

(2) Cass., 7 déc. 1840, Lenud, D. 41. 1. 31.

(3) Roger, *Saisie-arrêt*, n<sup>o</sup> 22. — Seine, 8 mai 1845, *J. pr.*, art. 3142 ; — Seine, 29 août 1845, *J. av.*, t. 69, p. 721 ; — Nîmes, 1<sup>er</sup> avr. 1851, Bauder, *J. av.*, t. 76, p. 595.

ne sont plus spécialement affectés à son paiement et ont été destinés à un autre usage. L'huissier n'est plus alors qu'un mandataire ordinaire, sa personne devient distincte de celle du débiteur et il peut être considéré comme un tiers aux termes de l'art. 557. La saisie-arrêt dans ce cas sera donc possible <sup>(1)</sup>.

**320.** — Le fait que des offres ont été faites pourrait encore résulter d'un procès-verbal du juge de paix constatant que l'une des parties venues devant lui a offert à l'autre <sup>(2)</sup>. Le juge de paix devrait du reste se conformer aux règles qui précèdent pour la rédaction dudit procès-verbal, et notamment décrire les espèces offertes et mentionner la réponse du créancier.

**321.** — Lorsqu'il y a plusieurs créanciers, si chacun est créancier d'une part divise on fera autant d'offres que de créanciers. Il y aura donc autant d'originaux du procès-verbal signifié en autant de copies qu'il y aura de parties ayant un intérêt distinct <sup>(3)</sup>.

**322.** — Mais si les créanciers se sont réunis pour demander par un même commandement le paiement de la dette commune, le débiteur pourra, usant du même procédé, faire des offres par un seul exploit, à condition qu'il soit notifié séparément à chacun d'eux <sup>(4)</sup>.

(1) Chauveau et Carré, n° 1928 *bis*. — Bruxelles, 12 févr. 1828, Lombard, P. chr.; — Seine, 26 juill. 1850, Dantin, *J. pr.*, 7085.

(2) Thomine-Desmazures, t. II, p. 405.

(3) Besançon, 23 déc. 1825, N. c. N., P. chr.

(4) Limoges, 14 juill. 1813, Canttoni, P. chr.; — Bruxelles, 14 juill.

**323.** — Si les différents créanciers, le sont d'une part divisé, quand la demande, par exemple, a été formée en vertu de leurs droits comme non distincts ni liquides et que la condamnation prononcée à leur profit n'a eu pour objet ni pour résultat de faire cette distinction et cette liquidation, le débiteur a le droit de faire offre aux créanciers de l'ensemble des condamnations et il n'y a aucune irrégularité pour ce motif que le débiteur n'a pas déterminé les parts et offert à chacun ce qui lui appartenait<sup>(1)</sup>. C'est ainsi qu'on a validé des offres d'un prix d'une vente faite conjointement et solidairement par des époux en instance de séparation de biens, bien que l'huissier n'ait laissé qu'une seule copie, parce que les époux s'étaient mariés sous le régime de la communauté et qu'ils avaient omis de notifier leur séparation de biens<sup>(2)</sup>. Il peut y avoir cependant dans l'espèce matière à discussion, à cause de la publicité que la loi a donnée tant à la demande qu'au jugement et à cause de la rétroactivité du jugement qui est la conséquence de cette publicité.

**324.** — Dans ce cas, si tous les créanciers ont élu un

1815, Boel, P. chr.; — Bruxelles, 6 oct. 1815, Lippens, P. chr.; — Bordeaux, 22 juill. 1849, Rochereau et Metayer c. Augéy, P. 49. 2. 420; — Cass., 8 janv. 1850, Audry, *J. av.*, t. 76, p. 395; — Paris, 14 nov. 1871, Berthon, *J. av.*, t. 97, p. 106. — *Contrà*, Chauveau, n° 2008 *ter*. — *Sic*, Cass., 15 févr. 1815, Turenne, *J. av.*, t. 3, p. 426; — Orléans, 25 mars 1831, Demazur, *J. av.*, t. 42, p. 127; — Cass. Belgique, 13 mars 1833 Meurs, *J. av.*, t. 46, p. 182.

(1) Cass., 10 juin 1885, *Société financière de Paris*, S. 86. 1. 310; — Bordeaux, 28 mars 1855, *Journ. de cette cour*, 1855, p. 183.

(2) Paris, 15 mai 1816, Forbier, P. chr.

domicile commun, il suffira de faire un seul original dont il sera laissé une seule copie. Si les créanciers n'ont pas élu le même domicile, il faudra distinguer. S'ils habitent la même ville, un seul procès-verbal suffira, et il en sera laissé une copie à chaque créancier. Il en sera de même s'ils habitent des localités différentes, à condition que le même huissier puisse instrumenter partout, et, alors, si cet officier ministériel est obligé d'employer plusieurs journées, il note à la fin de chaque jour, sur son procès-verbal, qu'il en renvoie la continuation au jour suivant. On dressera au contraire plusieurs originaux, si on est obligé de recourir à plusieurs huissiers, ou si le même ne peut pas disposer de plusieurs journées consécutives (1).

---

(1) Deffaux et Harel, *Encycl. des huis.*, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 148.

## CHAPITRE XI

### Demande en validité ou en nullité.

---

**325.** — La demande en validité ou en nullité d'offres réelles est dispensée du préliminaire de conciliation (art. 497, C. proc.). Elle peut être principale ou incidente <sup>(1)</sup>. Il faut faire cette distinction pour savoir devant qui elle doit être portée. La demande principale se forme d'après les règles générales par exploit signifié à personne ou à domicile, soit au domicile réel, soit au domicile élu. Elle peut aussi simplement être formée dans le procès-verbal d'offres <sup>(2)</sup>.

**326.** — Si la demande est principale, c'est-à-dire s'il n'y a pas entre les parties une autre contestation à laquelle se rattachent les offres réelles, une opinion propose de suivre ici les règles ordinaires de la compétence, au cas du reste où il n'y aurait pas de lieu convenu pour le paiement. La demande en validité serait donc formée devant le tribunal du domicile du créancier, la demande en nul-

(1) Cass., 18 août 1813, Kergoulay, P. chr.

(2) Trib. civ. de Cognac, 31 mars 1846, Faure, *J. des huissiers*, t. XXVII, p. 138.

lité devant le tribunal du domicile du débiteur <sup>(1)</sup>. Il y a là, en effet, dit-on, une action personnelle, et comme la loi ne s'explique pas sur la compétence, on ne peut déroger à la règle générale formulée en cette matière par l'art. 59 du Code de procédure.

**327.** — Nous admettons que les demandes en nullité devront toujours être faites au domicile réel du débiteur ou au domicile élu dans l'acte d'offres <sup>(2)</sup> (art. 59); mais pour les demandes en validité nous pensons que c'est le tribunal du lieu où elles ont été faites qui doit en connaître, sans distinguer si les offres ont été faites au domicile du créancier ou au lieu convenu pour le paiement, car c'est là aussi un domicile d'élection pour le créancier. Ce sera donc tantôt le tribunal du domicile réel, tantôt le tribunal du domicile élu <sup>(3)</sup>.

**328.** — Ceci n'est vrai du reste qu'au cas où les offres ont été faites à un domicile. On ne pourrait pas parce qu'on a fait des offres à personne dans un endroit attribuer compétence au tribunal de ce lieu, sous prétexte que c'est le tribunal du lieu où les offres ont été faites. Il faudrait alors assigner au tribunal du domicile du créancier <sup>(4)</sup>.

(1) Paillet, art. 815; — Thomine-Desmazures, t. II, p. 407; — Dumesnil, n° 219.

(2) Limoges, 5 janv. 1838, Lachaise, S. 39. 2. 228.

(3) Carré et Chauveau, n° 2790; — Lepage, 466; *Prat. franç.*, t. V, p. 67; — Bioche, n° 157; — Rodière, t. III, p. 56; — Rousseau et Laisney, n° 39. — Cass., 21 therm. an VIII, Rouzeau, *J. av.*, t. 14, p. 420; — Cass., 12 févr. 1840, P. chr.

(4) Thomine-Desmazures, t. II, p. 408. — Cass., 13 janv. 1847, *J. pr.*, art. 3823.

**329.** — Si la demande est incidente, c'est-à-dire si elle se rattache à une contestation actuellement pendante, à l'occasion de laquelle elle a été formée, la demande en validité ou en nullité devra être portée devant le tribunal déjà saisi de la demande principale (1). Elle devra être formée par requête d'avoué à avoué. Il faudrait donc considérer comme frustratoire la procédure qui consisterait à former une demande principale, sauf à faire joindre ensuite les deux instances (2).

**330.** — Il en a été décidé ainsi, au sujet d'offres faites à l'occasion d'une saisie-exécution (3), d'une saisie-arrêt (4), d'une saisie-brandon (5), d'une saisie immobilière (6). Il en sera ainsi même si les offres sont faites avant la dénonciation du procès-verbal de saisie immobilière au domicile élu dans le commandement, à condition que ce soit postérieurement au procès-verbal de saisie immobilière (7).

**331.** — La demande doit être dirigée contre le créancier, ou le débiteur lui-même. On ne pourrait donc pas assigner le tiers indiqué pour recevoir le paiement : il n'a pas qualité par cela même pour plaider à la place du créancier. La solution serait autre si, à la suite d'une délégation

(1) Carré et Chauveau, n° 2790.

(2) Boucher d'Argis, *Dict. de la taxe*, v° *Offres réelles*, n° 6.

(3) Thomine-Desmazures, t. II, p. 93 et 94.

(4) Paris, 9 flor. an XI, Sinetty, P. chr. — Roger, *op. cit.*, n° 517.

(5) Douai, 14 janv. 1842, Dupuis, *J. des huissiers*, t. XXIII, p. 209.

(6) Nîmes, 9 mars 1830, *Journ. de cette cour*, t. II, p. 252 ; — Limoges, 30 janv. 1847, *J. pr.*, art. 3652.

(7) Bordeaux, 12 juill. 1849, Angey, *J. av.*, t. 76, p. 606.

ou autrement, le tiers s'était véritablement substitué au créancier ou au débiteur <sup>(1)</sup>. En conséquence, si le mandat ne confère pas expressément au mandataire le pouvoir de défendre à l'action en validité, on devra assigner directement le mandant. Les tuteurs et syndics représentent le mineur ou la masse de la faillite, il suffira donc de les assigner ès-qualités.

**332.** — Ce sont les tribunaux civils qui, en principe, sont compétents pour apprécier la validité des offres réelles. Cependant, s'il s'agissait d'offres d'une somme n'excédant pas le taux de la compétence du juge de paix, à moins qu'il ne s'agisse de créances commerciales, on pourrait porter la demande en validité devant ce magistrat <sup>(2)</sup>. Il n'y aurait aucun intérêt, en effet, à faire faire aux parties des frais inutiles; comme le dit la Cour de Nîmes: « attribuer exclusivement les demandes de cette nature quelque minime qu'en puisse être le chiffre, aux tribunaux de première instance, serait fournir à la mauvaise foi des plai-

(1) Duranton, t. XII, n° 203; — Bioche, n° 40.

(2) *Sic*, Allain, *Man. encycl. des juges de paix*, t. II, n° 313; — Jay, *Comp. des juges de paix*, n° 1092 et *Dict. des juges de paix*, v° *Offres réelles*, n° 4; — Bourbeau, *Just. de paix*, nos 39 et 93; — Chauveau, *J. av.*, t. 47, p. 400; — Augier, *Encycl. des juges de paix*, v° *Offres*, n° 2; — Curasson, t. 2, p. 581; — Deffaux, *Comment. de la loi du 25 mai 1838*, p. 60; — Guilbon, n° 101. — Cass., 6 avr. 1830, Lefebvre, P. chr.; — Nîmes, 19 déc. 1868, Dugrenot, S. 69. 2. 109; — Trib. Marseille, 6 juill. 1888, sous Cass., 30 déc. 1890, Joly, S. 91. 1. 151.

*Contrà*, Caron, *Dict. des juges de paix*, t. I, n° 75; — Bioche, n° 156; — Bost, *Encyclopédie des juges de paix*, v° *Offres réelles*, n° 2; — Carré, n° 2790 bis. — Caen, 28 déc. 1870, Thomine, D. 72. 2. 56.

deurs un moyen trop facile de supprimer un degré de juridiction et de déplacer selon leur caprice la limite des compétences ». L'art. 815 du Code de procédure est, du reste, en ce sens.

**333.** — Seulement, si les offres étaient faites, sauf à parfaire, étant d'une valeur indéterminée, le juge de paix ne pourrait évidemment pas en être saisi <sup>(1)</sup>. Si les offres sont attaquées comme insuffisantes, le juge devra se déclarer compétent d'après le chiffre de la créance prétendue; si, au contraire, les offres sont attaquées pour inobservances des dispositions légales, le montant des offres fixera la compétence car, puisque le créancier ne le conteste pas, il doit être tenu pour exact <sup>(2)</sup>.

**334.** — En tous cas, si la demande est incidente, la règle qu'elle doit être portée devant le tribunal saisi de la demande principale est absolue. Il importera donc peu que le tribunal soit un tribunal de paix ou même un tribunal de commerce. Le juge de l'action est juge de l'exception <sup>(3)</sup>.

**335.** — Cette solution est incontestable à condition qu'on ne prétende pas que ces tribunaux connaîtront même de la validité d'offres faites en exécution de leur jugement, car ni les juges de paix <sup>(4)</sup>, ni les tribunaux de

(1) Bordeaux, 19 juin 1852, Soutiran, S. 52. 2. 660.

(2) Bourbeau, *op. cit.*, n° 93.

(3) Pau, 7 juin 1862, Courubet, S. 63. 2. 139; — Nîmes, 19 déc. 1868, Dugrenot, S. 69. 2. 109; — Paris, 6 mai 1856, Sinel, *J. trib. comm.*, t. V, p. 427. — Voir les auteurs précités, et en outre Thomine-Desmazures, t. II, p. 407; — Boitard et Colmet-Daage, t. II, n° 1077.

(4) Jay, *Comp. des juges de paix*, n° 1092; — Curasson, t. II, p. 581.

commerce ne peuvent connaître de l'exécution de leurs jugements. Au contraire, un tribunal civil ou une cour d'appel sont compétents pour connaître de la validité d'offres faites en exécution d'une de leurs décisions (art. 472) <sup>(1)</sup>.

**336.** — Les demandes en validité ou en nullité peuvent être formées soit après, soit même avant la consignation ; et, dans ce second cas, le jugement ordonnera la consignation et prononcera la cessation des intérêts du jour de la réalisation (art. 816). Il s'agit, on l'a déjà expliqué, de la réalisation de la consignation.

**337.** — Il est fait exception à ces règles en ce qui concerne les tribunaux correctionnels, ainsi un tribunal correctionnel ne pourrait apprécier la validité des offres faites par le prévenu à la partie civile. La validité des offres est une question purement civile dont les tribunaux correctionnels ne peuvent à aucun titre être saisis ; de plus, les offres réelles supposent nécessairement que la dette est liquide et exigible au moment où elles sont faites, ce qui ne peut pas être le cas ici <sup>(2)</sup>.

**338.** — La décision par laquelle une cour d'appel déclare suffisantes ou insuffisantes les offres réelles est une appréciation de fait qui échappe au contrôle de la Cour de cassation. Ce n'est, en effet, que d'après les circons-

(1) Paris, 15 juin 1814, Mariette, P. chr. ; — Nîmes, 31 janv. 1828, Achard, P. chr. ; — Cass., 10 juin 1885, Autran et Compbell, S. 86. 1. 310, — Trib. Seine, 4 déc. 1890, Barrier, *Le Droit* du 27 déc. 1890.

(2) Cass., 25 févr. 1893, d'Aliney d'Elva, S. 94. 1. 206 ; — Cass., 9 août 1872, Linoff, sous l'arrêt précité ; — Cass., 10 nov. 1881, Narhel, *id.*

tances qu'on peut apprécier les motifs du refus du créancier (1).

**339.** — Il va sans dire que le jugement validant les offres peut, en outre, condamner le créancier qui les a refusées à des dommages-intérêts. C'est un principe absolu que la résistance d'une partie faite de mauvaise foi et dans un esprit de vexation peut donner lieu à des dommages-intérêts (2).

(1) Cass., 15 déc. 1829, Lemoine, P. chr.; — 4 juill. 1838, de Chastenêt, P. 38. 2. 39.

(2) Cass., 13 juill. 1852, Gautier, P. 53. 2. 177; — Cass., 15 janv. 1873, Thorel, S. 73. 1. 70; — Cass., 13 juill. 1881, Arnould Drappier, S. 83. 1. 272.

---

## CHAPITRE XII

### Offres faites dans le cours d'une instance.

---

**340.** — Des offres faites incidemment dans le cours d'une instance peuvent l'être soit en dehors de l'audience soit à la barre.

**341.** — En dehors de l'audience, lorsque le débiteur offrira directement au créancier, on suivra les règles ordinaires ci-dessus déterminées. Mais ce ne sera pas la seule façon de procéder, et elles pourront se faire aussi d'avoué à avoué par acte du palais. Seulement l'art. 352 du Code de procédure civile pose une règle spéciale et exige que chacun des deux avoués à peine de nullité soit muni d'un pouvoir spécial <sup>(1)</sup>. On a vu, en effet, que les avoués n'avaient pas qualité pour toucher les sommes dont ils poursuivent le remboursement.

**342.** — Quant aux offres faites par les parties à la barre, on pourrait douter de leur validité car elles ne seraient pas en tout cas faites par un officier ministériel.

(1) Larombière, art. 1258, n° 19 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 99.

Mais il faut observer qu'en exigeant que les offres soient faites par un officier ministériel, la loi n'a eu en vue que d'établir l'authenticité des offres; nul doute donc qu'un jugement aura qualité pour les constater <sup>(1)</sup>.

**343.** — Les offres faites à la barre ne peuvent du reste l'être que par la partie et si les parties étaient représentées par des avoués, par les avoués munis également d'un pouvoir spécial <sup>(2)</sup>. En aucun cas des offres ne pourraient être faites par des avocats qui ne sont pas et ne peuvent pas être mandataires des parties.

**344.** — Les offres doivent du reste se faire également à deniers découverts, c'est-à-dire avec exhibition effective et réelle des deniers.

**345.** — Le tribunal prend et donne acte des offres. Il peut même en apprécier immédiatement la qualité et statuer sur leur validité, d'après une opinion générale. Il n'est pas nécessaire pour qu'elles aient effet qu'elles soient suivies de consignation, elles feront donc aussitôt cesser le cours des intérêts et même mettront le créancier en demeure de recevoir indépendamment de toute consignation <sup>(3)</sup>.

(1) Carré et Chauveau, *Suppl.*, n° 2783 *bis*; — Dumesnil, n° 206; — Larombière, art. 1258, n° 19; — Demolombe, t. XXVIII, n° 100; — Massé et Vergé, t. III, § 564, note 5. — Paris, 24 janv. 1815, D. t. X, p. 579; — Cass., 2 juill. 1835, de Saint-Paul, D. 35. 1. 398; — Cass., 27 juin 1849, Jacquin, S. 49. 1. 694. — *Contrà*, Laurent, t. XVIII, n° 174; — Paris, 24 janv. 1815, *J. av.*, t. XVII, p. 51; — Cass., 3 déc. 1838, Cornier, P. 39. 307; — Pau, 5 avr. 1865, Saubron, S. 65. 2. 241.

(2) Cass., 23 févr. 1859, Gauthier Morel, S. 60. 1. 533.

(3) Cass., 2 juill. 1835, de Saint-Paul, P. chr.; — Cass., 27 juin 1849, Baden-Kermedy, S. 49. 1. 694, et les auteurs précités.

**346.** — Nous pensons sur ce dernier point, malgré la jurisprudence citée sous le numéro précédent, que c'est là une solution injustifiable et qu'il n'y a pas plus de raison pour donner effet aux seules offres si elles sont faites à la barre que si elles sont faites en dehors de l'audience. Les offres dans les deux cas doivent être faites avec exhibition des deniers, il n'y a pas plus de raison pour dispenser le débiteur de consigner dans un cas que dans l'autre (1).

**347.** — Il faut toutefois remarquer que cette faculté de faire des offres régulières à la barre n'existe pas pour tous les débiteurs sans exception. En effet, dans le cas de saisie immobilière on ne peut admettre que des offres de ce genre puissent arrêter l'adjudication. Il y a une raison décisive pour décider ainsi dans les art. 686 et 687 du Code de procédure qui déterminent d'une façon très précise les conditions auxquelles on pourra arrêter l'adjudication et exigent qu'il soit à cet effet signifié aux créanciers inscrits et au saisissant un acte de consignation de sommes suffisantes pour les désintéresser en principal, intérêt et frais (2).

(1) Bordeaux, 16 janv. 1833, Terreur, P. chr.; — Toulouse, 23 mai 1835, Escaich, P. chr.; — Toulouse, 13 nov. 1835, Bécquie, P. chr.

(2) Cass., 18 déc. 1840, de Beaumont, S. 40. 1. 357.

## CHAPITRE XIII

### Frais des offres.

---

**348.** — L'art. 1260 décide que « les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier si elles sont valables ».

**349.** — Cet article n'est peut-être pas très bien rédigé, car il n'est pas exact de dire que les frais des offres valables seront toujours à la charge du créancier. Ce n'est pas sans raison cependant qu'il est conçu en termes si généraux : il fait très bien comprendre en effet que l'intention du législateur a été d'établir à la charge du créancier à qui on fait des offres, une présomption de faute ; on suppose, en effet, que c'est son refus injuste qui aura nécessité les offres. C'est du reste la seule façon d'expliquer l'art. 1260 qui est une véritable dérogation au droit commun formulé dans l'art. 1248. On ne peut en effet prétendre que c'est par interprétation de la volonté des parties qu'on arrive à ce résultat, car rien dans l'espèce ne peut la faire présumer telle. D'un autre côté, le simple fait du refus du créancier ne peut davantage amener à cette

conséquence; ce refus en effet ne signifie rien puisque selon les cas il aura une cause légitime ou illégitime. Il est du reste très naturel de mettre la présomption de faute à la charge du créancier suivant le vieil adage *is fecit cui prodest*, car comme on l'a montré dans l'introduction le débiteur n'a jamais intérêt à retarder le paiement après l'échéance, tandis qu'au contraire le créancier peut y trouver un certain nombre d'avantages.

**350.** — Mais cette supposition que c'est le créancier qui est en faute peut être démentie par les faits, et il est possible que ce soit au contraire le débiteur qui par esprit de vexation fasse *de plano* des offres réelles à son créancier, dans ce cas évidemment ce serait à lui d'en supporter les frais (1). En d'autres termes, c'est celui qui par sa faute aura nécessité les offres qui devra en supporter les frais. Mais comment prouver la fraude.

**351.** — M. Laurent (2) pense qu'on devra ici appliquer le droit commun, et que ce sera au demandeur à faire la preuve, de sorte que tantôt le débiteur, tantôt le créancier pourraient être admis à prouver la mauvaise foi de l'adversaire. Nous pensons qu'il ne doit pas en être ainsi et que jamais le débiteur n'aura à faire la preuve. On vient de le voir, si l'art. 1260 met les frais d'office à la charge du créancier, c'est en vertu de cette présomption qu'il est

(1) Laurent, t. XVIII, n° 213; — Larombière, art. 1260, n° 1; — Demolombe, t. XXVIII, nos 131 et suiv.; — Aubry et Rau, t. IV, p. 195; — Huc, t. VIII, n° 99.

(2) Laurent, *op. et loc. cit.* — *Sic*, Demolombe, n° 135.

probable que les offres ont eu lieu par son fait; c'est là le droit commun qui doit toujours être appliqué. Le débiteur demandant que les frais des offres soient mis à la charge du créancier demande simplement l'application de l'art. 1260. Ce sera donc au créancier à prouver la mauvaise foi du débiteur pour renverser la présomption de l'art. 1260.

**352.** — Il fera cette preuve par tous les moyens, nous nous trouvons en effet dans un cas d'application de l'art. 1348, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un fait dont il n'a pas été possible de se procurer de preuve par écrit <sup>(1)</sup>.

**353.** — M. Colmet de Santerre <sup>(2)</sup> propose ici une distinction qui pourrait en effet être admise sans l'art. 1260. Il propose de distinguer quand le paiement est quérable et quand il est portable. Dans le premier cas, le débiteur n'a pas à se déplacer, et il ne sera pas en faute si le jour de l'échéance il a attendu le créancier. Par suite, s'il fait des offres, il est tout naturel de supposer que c'est parce que le créancier n'est pas venu chercher son paiement; on condamnera donc le créancier aux frais, à moins qu'il ne prouve qu'il s'est présenté chez le débiteur. La preuve ici incombera donc au créancier. — Si le paiement est portable, au contraire, c'est le débiteur qui doit se déplacer, et aller porter ce qui est l'objet de l'obligation. Il est naturel dès lors de supposer que le créancier a accepté. Donc si le débiteur fait des

(1) Laurent, Demolombe, *op. et loc. cit.*

(2) Colmet de Santerre, t. V, n° 205 *bis-III*. — *Sic*, Demolombe, t. XXVIII, n° 137.

offres, il devra prouver le refus du créancier. La preuve ici est donc au débiteur.

**354.** — L'art. 1260, d'après nous, résiste absolument à l'adoption de ce système. Quand il dit que « les frais sont à la charge du créancier » il pose un principe de la portée la plus générale qui se refuse à toute distinction. Les paiements portables avant l'habitude prise de payer par des billets à ordre, des lettres de change ou des chèques, étaient au moins aussi fréquents que les paiements quérables, il n'y a donc pas de raison, pour que le législateur du Code civil, s'il avait pensé qu'il était utile d'apporter cette importante restriction à l'art. 1260, ne l'ait déclaré expressément.

**355.** — Il n'y aura pas du reste que dans le cas où le créancier aurait persévéré dans son refus jusqu'au bout qu'il devra supporter les frais. Il faut décider qu'ils seront également à sa charge si après avoir refusé les offres faites par l'officier ministériel, il les acceptait avant la consignation. Il reconnaît en quelque sorte qu'il a eu tort de refuser les offres et que les frais ont été occasionnés par sa faute <sup>(1)</sup>.

**356.** — Quelques auteurs <sup>(2)</sup> prétendent cependant qu'on ne peut dans ce cas appliquer l'art. 1260 qui ne se réfère qu'aux offres suivies de consignation. Ils font re-

(1) *Sic*, Pigeau, t. II, p. 494, n° 5; — Delvincourt, t. II, p. 550, note 2.

(2) Vervoort, p. 67, note; — Dumesnil, n° 214; — Carré et Chauveau, n° 2785 *bis*; — Toullier, t. VII, n° 219; — Boucher d'Argis, v° *Offres*, n° 1; — Bioche, n° 197.

marquer que ce texte déroge à l'art. 1248, qui est la règle générale et que par conséquent on ne peut l'étendre hors de l'hypothèse spéciale qu'il prévoit. Ces auteurs font en outre observer qu'adopter le système contraire ce serait en quelque sorte engager le débiteur à ne jamais procéder que par voie d'offres pour les paiements; aussi ils appliquent simplement l'art. 1248 et mettent les frais à la charge du débiteur sans distinguer entre les frais ordinaires et les frais non ordinaires.

**357.** — Nous repoussons cette théorie qui est absolument contraire à l'équité. Il n'est pas admissible qu'un créancier puisse imposer à son débiteur des frais autres que ceux qui deviennent naturellement de l'exécution de l'obligation. L'art. 1248 ne distingue pas entre les frais ordinaires et les frais non ordinaires, c'est vrai, mais il n'a pu porter atteinte au grand principe de l'art. 1382 que quiconque porte par sa faute préjudice à autrui est obligé de l'indemniser, c'est du reste en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence et un arrêt récent a condamné absolument cette doctrine (1).

**358.** — Quant à l'argument tiré de l'art. 1260 il ne porte pas, car, en réalité, l'art. 1260 ne distingue pas. Ce n'est pas seulement les frais des offres suivies de consignation qu'il met à la charge du créancier mais les « frais des offres réelles et de la consignation ». Si le législateur n'avait voulu parler que des offres suivies de consignation, il

(1) Cass., 28 juin 1892, *Arnauld*, S. 96. 1. 335.

est certain qu'il n'aurait pas employé cette formule tout au moins ambiguë. Du reste, les motifs sont les mêmes dans un cas comme dans l'autre car ce n'est pas le fait de la consignation qui établit la présomption de faute à la charge du créancier, mais le seul fait des offres.

**359.** — Les frais dont il s'agit dans l'art. 1260 sont les frais du procès-verbal d'offres, de consignation, de transport, de jugement, etc. Mais ils ne peuvent comprendre les frais ordinaires de paiement, notamment les frais de quittance qui eux restent à la charge du débiteur.

**360.** — Il n'y a aucune raison en effet pour ne pas appliquer ici l'art. 1248 : « les frais du paiement sont à la charge du débiteur », car d'une part l'art. 1260 ne parle que des frais d'offres réelles et de consignation, et d'autre part, ces frais eussent été à la charge du débiteur, même si le créancier n'avait pas refusé le paiement <sup>(1)</sup>.

**361.** — Le débiteur n'aurait en aucun cas le droit de retenir par prélèvement sur la somme due, le montant des frais d'offres et de consignation. Il doit en effet tout offrir et consigner ainsi qu'il résulte de l'art. 12 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 <sup>(2)</sup>. Ainsi l'avoué du débiteur à qui le jugement ordonnant la consignation et validant les offres aurait accordé la distraction de ses frais, ne pourrait les prélever qu'après la consignation opérée <sup>(3)</sup>.

(1) Colmet de Santerre, t. V, n° 205 *bis-1* ; — Larombière, art. 1260, n° 2 ; — Duranton, t. XII, n° 226.

(2) Demolombe et Larombière, *op. et loc. cit.*

(3) Trib. Seine, 24 déc. 1835, *J. pr.*, art. 308.

**362.** — La procédure en nullité ou en validité d'offres réelles est taxée comme en matière ordinaire ou en matière sommaire suivant la quotité de la somme offerte, c'est-à-dire suivant que cette somme excède ou n'excède pas 1.500 francs. Il faut remarquer du reste qu'il sera rare qu'une demande en validité ou en nullité d'offres, puisse être considérée comme matière ordinaire; car même quand le chiffre de la demande dépassera 1.500 francs, on se trouvera le plus souvent en présence de l'art. 404 du Code de procédure qui déclare matière sommaire les demandes en matière personnelle quel que soit le chiffre quand il y a un titre non contesté. Il est inutile de faire remarquer que c'est bien là le cas ici, car le débiteur qui fait des offres reconnaît devoir et il ne peut discuter que sur la quotité de la dette. Il est vrai qu'on a vu qu'en cas de poursuites, les offres n'impliquaient pas un aveu, mais alors il y a urgence et de nouveau on retombe dans l'énumération de l'art. 404. Enfin, si les offres sont incidentes, elles prendront, quel que soit leur chiffre, le caractère de la demande principale<sup>(1)</sup>.

**363.** — D'une façon générale, du reste, il faudra évidemment examiner les causes du refus du créancier et si ce refus a des causes légitimes on ne pourra lui en faire un grief ni mettre les frais à sa charge. Il a été ainsi décidé dans une espèce où le refus était justifié par l'impossibilité où se trouvait momentanément le créancier de

(1) Boucher d'Argis, v<sup>o</sup> *Offres*, n<sup>o</sup> 5.

prendre une détermination au sujet des offres qui lui étaient faites parce qu'il se trouvait engagé tout à la fois dans une instance en liquidation de sa dot et en validité des offres (1).

**364.** — Ce ne sera, du reste, qu'aux tribunaux qu'il appartiendra de trancher la question. L'huissier, par exemple, ne pourrait pas sous prétexte que le bon droit de son client est indiscutable, exiger que le créancier retranchât de la somme offerte le coût du procès-verbal d'offres; de même, encore, il ne pourrait, pour la même raison, prélever ces frais au moment de consigner. Il devrait simplement insérer dans le procès-verbal des réserves au nom de son client, motivées sur le refus du créancier de subir la réduction (2).

**365.** — Il pourra arriver que ni le créancier, ni le débiteur ne soient en faute comme dans l'espèce citée à l'avant-dernier numéro. On ne pourrait mettre dans cette hypothèse les frais à la charge du créancier car la présomption de l'art. 1260, se trouve renversée; d'autre part on ne peut songer davantage à les mettre au compte du débiteur qui lui aussi a agi dans la plénitude de son droit. Nous pensons qu'en semblable circonstance il n'y a qu'une solution, c'est de mettre au compte de chacun les frais faits par lui. Le débiteur supportera donc les frais d'offres et de consignation ainsi que ceux de la demande en validité; le créancier supportera les frais de demande en nullité. La

(1) Cass., 22 nov. 1869, Molarte, S. 70. 1. 164.

(2) Boucher d'Argis, v° *Offres réelles*, n° 1.

situation ne sera évidemment pas favorable au débiteur, mais nous ne voyons pas le moyen de trancher autrement la question, à moins qu'on ne décide qu'il y aura lieu de faire masse des dépens et de les attribuer par moitié à chaque partie. Cette solution, du reste, serait assez arbitraire, car il n'y a pas de raison pour condamner à des dépens qu'elle n'a pas exposés une partie qui est dans son droit.

**366.** — La partie qui est condamnée aux frais, doit en payer les intérêts et un arrêt récent a décidé que les frais d'un procès-verbal d'offres faits à l'occasion du paiement d'une dette commerciale, ont eux-mêmes un caractère commercial, l'accessoire suivant le sort du principal. Le créancier peut donc être à bon droit condamné à en payer les intérêts à 6 p. 0/0 par an <sup>(1)</sup>.

---

(1) Cass., 28 juin 1892, Arnaud, S. 96. 1. 335.

## DEUXIÈME PARTIE

### OFFRES D'AUTRES CHOSES QUE DE SOMMES D'ARGENT

---

**367.** — La dette peut avoir pour objet non seulement des sommes d'argent, mais encore elle peut porter sur un corps certain, des choses indéterminées, enfin un fait ou une abstention. Il faut examiner si dans ces différents cas on peut faire des offres réelles et de quelle façon.

---

## CHAPITRE PREMIER

### Dettes ayant pour objet un corps certain.

---

**368.** — L'art. 1264 est ainsi conçu : « Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice, la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu ».

**369.** — Ce texte ne prévoit que l'hypothèse où le corps certain est livrable dans l'endroit où il se trouve. Pour qu'il y ait offres réelles dans ce cas il faudra l'accomplissement de deux formalités dont l'une est obligatoire, la sommation, et l'autre facultative, un dépôt.

§ 1

SOMMATION.

**370.** — La sommation ici intervient comme offre de paiement <sup>(1)</sup>. — Elle a pour but d'après Larombière et Demolombe de constituer le créancier en demeure et de constater qu'il est en retard. La sommation pourrait donc être remplacée par tout acte équivalent, notamment par une citation en conciliation ou par une demande en justice : le créancier qui refuse de prendre livraison de la chose, cité en conciliation ou assigné en justice, est en effet mis en demeure par là seul aussi incontestablement que s'il avait été sommé <sup>(2)</sup>.

**371.** — Ces auteurs font seulement observer qu'il y a intérêt à faire une sommation, car les juges considérant les frais comme frustratoires peuvent les mettre à la charge du débiteur, si à la suite d'une citation en justice par exemple le créancier sans difficulté prenait livraison de la chose <sup>(3)</sup>.

**372.** — Il est très exact de dire que la sommation a pour but de constituer le débiteur en demeure, mais nous pensons que ce n'est pas d'une façon arbitraire que le législateur a mis dans l'art. 1264 le mot de sommation, et qu'il est un peu téméraire de prétendre qu'il faille enten-

(1) Larombière, art. 1264, n° 1; — Pothier, n° 577; — Duranton, t. XII, n° 221; — Toullier, t. VII, n° 242.

(2) Larombière, art. 1264, n° 2; — Demolombe, t. XXVIII, n° 161.

(3) Larombière et Demolombe, *op. et loc. cit.*

dre ce mot au sens symbolique pour ainsi dire. On ne pouvait penser ici, en effet, à faire transporter la chose due au domicile du créancier pour l'offrir et la remporter ensuite au lieu où l'obligation doit s'exécuter. On a donc décidé que toutes les formalités qui accompagnent d'ordinaire les offres seraient condensées en quelque sorte et réduites à une sommation. C'est du reste en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence qui a décidé que pour que le débiteur puisse réclamer au créancier en retard des frais de magasinage, il fallait qu'il y ait eu préalablement une sommation à personne ou à domicile <sup>(1)</sup>.

**373.** — Il faut en un mot un acte qui remplisse le même office que le procès-verbal d'offres : c'est-à-dire non seulement qui mette en demeure le créancier, mais encore qui constitue une interpellation directe qui le force à prendre immédiatement parti sur la demande du débiteur. Or, incontestablement, ni la citation en conciliation, ni la demande en justice ne peuvent produire ce dernier résultat. Il n'en serait toutefois pas de même à notre avis du commandement et nous admettons parfaitement qu'il ait ici la même valeur que la sommation.

**374.** — La sommation ou le commandement devraient du reste être faits conformément à l'art. 812 du Code de procédure, c'est-à-dire devrait contenir la désignation de l'objet offert, de manière à ce qu'on ne puisse pas lui en substituer un autre.

(1) *Huc*, t. VIII, n° 97. — *Cass.*, 26 févr. 1872, *Devès*, D. 72. 1. 214.

**375.** — Le dépôt n'étant pas nécessaire, comme on le verra, la sommation ou le commandement produiront donc les mêmes effets qui, en matière de sommes d'argent, ne sont acquis que par la consignation. Le débiteur est donc déchargé de la responsabilité des cas fortuits s'il les avait pris à sa charge et, s'il est en demeure, sa demeure est purgée. Il ne peut être question ici des risques en général, les art. 1245 et 1302 mettant toujours les risques des corps certains à la charge du créancier, à moins de convention contraire.

## § II

### DÉPÔT DE LA CHOSE.

**376.** — L'art. 1264 décide que quand « le débiteur a besoin du lieu dans lequel elle (la chose) est placée », il pourra en faire ordonner le dépôt. Il faut remarquer qu'au contraire de la consignation, le dépôt est une mesure exceptionnelle. Le législateur revient donc ici à la théorie générale de la demeure qu'il ne subordonne plus à l'événement du dépôt.

**377.** — On a dit plus haut que c'était pour la commodité du débiteur et pour des raisons pratiques qu'on avait introduit le principe de la nécessité de la consignation des sommes d'argent. Il est certain que les mêmes raisons auraient existé pour le dépôt des choses autres que les sommes d'argent, puisque la revendication des meubles n'est pas permise, l'art. 2279 décidant qu'« en fait de

meubles possession vaut titre <sup>(1)</sup> ». Cependant le législateur a été amené à en juger autrement d'abord à cause des difficultés pratiques et surtout par interprétation de la volonté des parties. En effet pour organiser le dépôt des choses autres que l'argent, il aurait fallu des magasins immenses et une installation spéciale qui aurait nécessité des frais énormes. Sans compter que les risques provenant de la garde de ces objets auraient été considérables. Mais tout ceci aurait été peu de choses si on avait pu raisonnablement admettre que les particuliers auraient pu en retirer les avantages qu'ils trouvaient dans l'organisation de la Caisse des consignations. Ce n'est en effet qu'à la condition que les frais nécessités fussent relativement aussi modiques qu'on aurait pu généraliser l'institution. Mais il ne pouvait en être ainsi, car rien que le transport des objets au lieu du dépôt aurait souvent occasionné une dépense très élevée qui aurait pu se répéter ensuite pour faire retourner la chose, après l'acceptation ou la validation, au domicile du créancier. De plus, les frais de garde auraient nécessairement dû être fixés à un taux assez fort et encore les objets auraient couru le risque de subir des détériorations importantes.

**378.** — Pour toutes ces raisons, comme d'ailleurs même dans le système du Code le dépôt ou la consignation ne constituait pas un élément nécessaire, on laissa au débiteur le soin de voir si son intérêt exigeait absolument

(1) Baudry-Lacantinerie, t. III, n<sup>os</sup> 1729 et suiv.

l'accomplissement de cette formalité, et on l'autorisa à choisir comme lieu de dépôt l'endroit qu'il jugerait devoir être le mieux approprié à la circonstance et aussi le moins susceptible d'entraîner de grosses dépenses, tant par le transport que par les frais de garde.

**379.** — Quelques auteurs seraient cependant tentés de penser que l'art. 1264 entend s'en rapporter uniquement à l'intérêt du débiteur. Ils considèrent que cette expression « besoin » ne doit pas être entendue dans un sens restreint et qu'il suffit que le débiteur ait un intérêt juridique appréciable à se débarrasser de la chose due pour qu'il puisse le faire <sup>(1)</sup>. Ils font remarquer du reste qu'il serait singulièrement difficile de contrôler l'affirmation du débiteur qu'il a besoin matériellement des lieux occupés par les objets dus.

**380.** — Nous ne nions pas qu'en effet, il y a là une preuve qui généralement ne sera pas commode à faire. Mais ce n'est pas une raison pour étendre arbitrairement un texte très clair du reste. La vérité est que le législateur considère que la personne susceptible de veiller avec le plus de soins et le moins de frais sur une chose de cette nature, c'est le débiteur. Cette combinaison évite au moins les frais et les risques d'un transport. Elle laisse encore supporter à la charge du débiteur une certaine responsabilité à raison de sa faute, ou de sa négligence, c'est indéniable puisqu'il en est le gardien ; mais il est tout aussi évi-

(1) Larombière, art. 1264, n° 6 ; — Demolombe, t. XXVIII, n° 163.

dent que comme le gardien qu'il aura parfaitement le droit de demander le remboursement de tous les frais qu'il aura exposés à partir de la mise en demeure du créancier pour la garde et la conservation de la chose. Il faut remarquer du reste que le Code ne fait que reproduire l'opinion et presque les expressions de Pothier qui n'autorisait le dépôt que si le débiteur : « avait besoin des cénacles, que cette chose occupe<sup>(1)</sup> ». Ce qui ne peut laisser subsister la moindre équivoque.

**381.** — Le dépôt dont parle l'art. 1264 a un nom spécial dans la langue juridique, c'est le séquestre judiciaire. Au contraire de la consignation qui n'a pas besoin d'être autorisée, l'art. 1264 exige expressément qu'il ait été précédé d'une autorisation de la justice. Il est d'usage, à Paris, que cette permission se demande par la voie du référé<sup>(2)</sup>.

**382.** — Nous avons laissé de côté la consignation, nous ne pouvons insister sur la procédure de dépôt, nous dirons cependant que les frais de transport de la chose au lieu du dépôt, les frais de magasinage et de garde sont à la charge du créancier qui les a rendus nécessaires (art. 1260 et 1382)<sup>(3)</sup>.

### § III

#### HYPOTHÈSES NON PRÉVUES PAR L'ART. 1264.

**383.** — Il y a deux autres hypothèses que n'a pas prévues l'art. 1264, d'abord celle où la chose est livrable

(1) Pothier, n° 577.

(2) Chauveau et Carré, n° 2787. — Boucher d'Argis, v° *Offres*, n° 9.

(3) Duranton, t. XII, n° 220.

dans un lieu qui n'est ni le domicile du débiteur, ni celui du créancier, ensuite celle où le paiement doit se faire au domicile du créancier.

**384.** — Il n'y a pas de difficulté dans la première hypothèse, le débiteur commencera par transporter à ses frais la chose au lieu où elle est livrable et ensuite il se trouvera exactement dans les termes de l'art. 1264 <sup>(1)</sup>. Larombière enseigne même <sup>(2)</sup> que le débiteur peut commencer par sommer le créancier de prendre livraison de la chose, en s'engageant à la transporter au lieu indiqué. Nous ne pouvons partager cette opinion car les choses au moment des offres doivent se trouver dans un état tel qu'elles puissent être mises immédiatement à la disposition du créancier, ce qui ne serait pas le cas.

**385.** — Qu'arrivera-t-il si le corps certain est livrable au domicile du créancier? presque tous les auteurs sont d'accord pour déclarer qu'on ne peut appliquer l'art. 1264, que le créancier ayant le droit de recevoir le paiement à son domicile, l'offre doit y être faite également; on appliquera donc le droit commun et on fera faire les offres comme s'il s'agissait de sommes d'argent <sup>(3)</sup>.

**386.** — Il faut toutefois signaler ici une opinion dissidente qui paraît tendre à assimiler cette hypothèse à la précédente et par conséquent à appliquer aussi l'art.

(1) Laurent, t. XVIII, n° 190; — Demolombe, t. XXVIII, n° 169; — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 *bis*-I; — Larombière, art. 1264, n° 1; — Huc, t. VIII, n° 97.

(2) *Op. et loc. cit.*

(3) Laurent, t. XVIII, n° 190; — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 *bis*-II.

1264 en faisant faire les offres par voie de sommation <sup>(1)</sup>. Nous croyons qu'il est beaucoup plus simple puisque la chose doit être transportée chez le créancier de faire dresser au même moment un procès-verbal, que de faire faire ensuite une sommation.

**387.** — Mais si le créancier refuse, nous pensons qu'il n'y aura pas lieu de continuer à appliquer la théorie générale et qu'il faudra revenir à l'art. 1265 et demander une autorisation pour déposer la chose. On en décide, du reste, généralement ainsi pour cette raison qu'il n'y a pas de dépôt officiel pour les corps certains et qu'il faut demander l'autorisation de la justice <sup>(2)</sup>.

**388.** — Cependant pour éviter des frais inutiles en forçant le débiteur à remporter la chose, sauf à la rapporter plus tard, il pourrait d'office la déposer, sauf à faire régulariser ce dépôt par la justice en justifiant du refus du créancier ou de son absence <sup>(3)</sup>.

**389.** — S'il s'agissait d'une dette alternative, il faudrait distinguer suivant que le choix appartient au débiteur ou au créancier. Si le choix appartient au débiteur il offrira ou fera sommation au créancier d'enlever la chose que le débiteur aura choisie ; si, au contraire, le choix appartient au créancier, le débiteur l'assignera pour le forcer à faire son choix. Après quoi il agira comme il est dit ci-dessus <sup>(4)</sup>.

(1) *Huc et Larombière, op. et loc. cit.*

(2) *Demolombe, Colmet de Santerre, Laurent, op. et loc. cit.*

(3) *Marcadé, art. 1264, n° 11.*

(4) *Demolombe, t. XXVIII, n° 171 ; — Marcadé, art. 1264, n° 11 ; — Larombière, art. 1264, n° 1.*

**390.** — L'art. 1264 par sa rédaction ne paraît s'appliquer qu'aux choses mobilières. Cependant il n'y a pas de doute que le débiteur d'un immeuble aurait le droit de s'acquitter malgré le refus du créancier. Il faudrait donc appliquer dans cette espèce aussi l'art. 1264 et autoriser le débiteur à faire sommation et ensuite à demander à la justice à faire nommer un séquestre. L'art. 1961 du reste, après avoir prévu le séquestre des immeubles, comme le séquestre des meubles, dit d'une façon générale que la justice peut ordonner le séquestre « des choses qu'un débiteur offre pour sa libération » (1).

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 172; — Larombière, art. 1264, n° 8.

---

## CHAPITRE II

### Dettes de choses indéterminées.

---

**391.** — La dette peut avoir également pour objet tant de pièces de vin, tant de chevaux, etc. Aucun article du Code n'a prévu ce cas et il y a doute sur le point de savoir si les offres devront être faites conformément aux règles générales des art. 1257 et suiv., ou au contraire conformément aux règles spéciales de l'art. 1264. Chacune de ces deux opinions compte des partisans résolus.

**392.** — La plus juridique à première vue est évidemment celle qui consiste à déclarer applicable la théorie générale de l'art. 1257. On fait observer à l'appui de cette opinion que l'art. 1264 n'est applicable qu'aux corps certains et qu'au contraire l'art. 1257 prévoit l'hypothèse actuelle puisqu'il déclare la possibilité de consigner « la somme ou *la chose offerte* ». On argumente aussi de l'art. 849, qui dit que « tout procès-verbal d'offres désignera *l'objet offert* de manière qu'on ne puisse lui en substituer un autre, et si ce sont des espèces, il en contiendra l'énumération » (1).

(1) Laurent, t. XVIII n<sup>os</sup> 191 et 192 ; — Baudry-Lacantinerie, t. II,

**393.** — On répond, pour appliquer l'art. 1264, qu'il n'y a rien de plus facile que de changer une dette de choses indéterminées, en dette de corps certain. Le débiteur pour arriver à ce résultat fera une sommation au créancier de venir enlever et individualisera ainsi l'objet qu'il aura choisi conformément à l'art. 1246. Mais à cet argument les adversaires répondent victorieusement que la transformation d'une dette de choses indéterminées, en dette de corps certain ne peut s'opérer par la seule volonté du débiteur. C'est là en effet une chose grave puisqu'elle fait passer les risques de la perte ou des détériorations du débiteur au créancier et il serait trop commode au débiteur de se libérer des obligations que lui impose la loi, en déclarant au créancier qu'il tient à sa disposition les choses dues, déclaration dont il serait très difficile de prouver la fausseté.

**394.** — Il reste cependant un doute sur l'exactitude du raisonnement qui consiste à soutenir que les articles réglementant la théorie générale des offres ont statué aussi sur cette hypothèse, car en y regardant de près on s'aperçoit que les deux textes qu'on oppose ne sont nullement péremptoires.

**395.** — Il est d'abord très facile de se débarrasser de l'art. 1257. Si, en effet, pour essayer de rendre applicable à l'espèce la procédure qu'on prétend décrite par cet article, on veut le prendre au sens strict; si on veut sous le prétexte qu'il parle de consigner « *la somme ou la chose*

n° 1066; — Murlon, t. II, n° 1388; — Colmet de Santerre, t. V, n° 208 bis-III; — Huc, t. VIII, n° 98; — Demolombe, t. XXVIII, n° 176.

*offerte* », exiger la rédaction d'un procès-verbal dans le cas de choses indéterminées, comme dans le cas de sommes, on arrivera à un non-sens. Si l'art. 1257 est applicable en effet, il l'est tout entier et on ne pourrait se borner à n'exiger, pour les choses indéterminées, que le procès-verbal d'offres, car l'article va beaucoup plus loin. Il s'occupe en effet aussi de la consignation proprement dite, de sorte qu'après avoir fait dresser le procès-verbal d'offres conformément à cet article, il faudrait aussi faire opérer la consignation conformément à cet article, c'est-à-dire qu'il faudrait admettre aussi que la Caisse des dépôts serait tenue de recevoir 100 barriques de vin ou 200 sacs de blé. Pour repousser ce raisonnement il faut donc reconnaître que le mot consigner n'a pas ici un sens très rigoureux, qu'il peut s'entendre du dépôt comme de la consignation; que tout ce premier article se borne à indiquer d'une façon générale ce que c'est que les offres et quelle en est la procédure dans les grandes lignes, se réservant dans les articles suivants d'examiner en détail chaque hypothèse (sommes d'argent, corps certain, etc.); mais alors l'argument tombe, car on reconnaît que s'il y a un principe général dans l'art. 1257, aucune procédure précise n'y est indiquée et qu'il n'en faut chercher suivant les cas que dans les articles suivants.

**396.** — Quant à l'art. 812 du Code de procédure qui déclare que le procès-verbal d'offres désignera l'objet offert, il est également très facile de l'expliquer sans qu'il soit besoin, comme le proposait Marcadé, de supprimer

les mots « l'objet offert ». Il est en effet très simple de lui trouver même ainsi rédigé une utilité : on a vu, en effet, que lorsque le corps certain est livrable au domicile du créancier, on devra procéder par voie de procès-verbal et non par voie d'offres. On verra de même qu'on suivra la même marche quand il s'agira de choses indéterminées livrables également au domicile du créancier.

**397.** — Il est à remarquer du reste que la transformation de la dette en corps certain par l'effet de la sommation, ne fera courir au créancier que des risques limités; car en somme la sommation ne peut lui être faite qu'à l'échéance, à un moment où il aurait dû déjà prendre livraison. Si même après la sommation il reste inactif, il est en faute et il ne peut pas condamner le débiteur à conserver indéfiniment la responsabilité des choses dues,

**398.** — Pour toutes ces raisons, nous croyons que le doute doit profiter à l'opinion la plus raisonnable, c'est-à-dire à celle qui déclare qu'on appliquera l'art. 4264. Le premier système a en effet un tort grave, c'est d'aboutir à cette conséquence que le débiteur serait obligé de faire transporter à des distances souvent très considérables une masse quelquefois énorme de marchandises, qu'il serait obligé de faire revenir ensuite si le créancier refusait d'en prendre livraison. Quant à prétendre qu'on pourrait acheter les objets dans le voisinage du lieu où se font les offres, c'est une mauvaise réponse, car ce sera le plus souvent impossible, ou du moins cela imposerait des frais considérables au débiteur. Un exemple : un individu habitant

L'Espagne a vendu à un commerçant de Lille 100 caisses d'oranges dont le créancier doit prendre livraison chez le débiteur, dira-t-on que si le créancier ne prend pas livraison, le débiteur pourra acheter dans les environs de Lille les 100 caisses d'oranges, pour les offrir conformément à l'art. 1257 ?

**399.** — A notre avis, il faut donc admettre que les offres se feront dans cette hypothèse conformément à l'art. 1264, c'est-à-dire au moyen d'une sommation <sup>(1)</sup>.

**400.** — Il en serait autrement et on devrait appliquer l'art. 1257 si la chose, au lieu d'être livrable au domicile du débiteur, ou dans un lieu quelconque, était livrable au domicile du créancier. Dans ce cas, il n'y aurait aucun motif pour ne pas revenir à la règle générale, les raisons d'utilité pratique qui nous ont fait décider n'existant plus ici puisque le débiteur est toujours obligé de faire parvenir les choses dues au domicile du créancier. Comme lorsqu'il s'agit de corps certain, le débiteur pourra au refus du créancier les déposer provisoirement dans ce lieu, sauf à obtenir l'autorisation du tribunal.

---

(1) Aubry et Rau, t. IV, p. 196 ; — Larombière, art. 1264, n° 1 ; — Duranton, t. XII, n° 221 ; — Demolombe, t. XXVIII, nos 173 et suiv.

## CHAPITRE III

**Dettes ayant pour objet un fait ou une abstention.**

---

**401.** — Il est d'abord évident qu'en cette matière on ne peut songer à appliquer l'art. 1257 qui exige la représentation de l'objet dû ; ceci est contraire même à l'idée qu'on peut se faire du genre de dettes que nous examinons. L'art. 1142 qui traite spécialement de ces obligations décide que : « toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur ». Mais il ne statue évidemment que pour le cas où le débiteur ne voudrait pas exécuter et ne prévoit pas le cas où c'est le créancier qui s'opposerait à l'exécution.

**402.** — Il faut ici distinguer trois hypothèses : 1° le débiteur peut exécuter le fait sans que l'intervention du créancier soit nécessaire ; 2° l'intervention du créancier

est nécessaire pour que le débiteur exécute son obligation; 3° l'obligation consiste dans une abstention.

**403.** — Dans la première hypothèse, il n'y aura pas à se préoccuper d'organiser les offres réelles. Les offres n'ont qu'un objet, préserver le débiteur de la situation faite au débiteur en retard, or ici non seulement il peut se prémunir contre les effets du retard, mais même il peut se décharger complètement du fardeau de la dette. Il lui suffit en effet d'exécuter et puisque cette exécution ne dépend que de lui, il ne peut être question de lui accorder le bénéfice d'une protection qui serait incompréhensible puisqu'elle ne peut être utile qu'au débiteur qui ne peut exécuter.

**404.** — Si, au contraire, l'intervention du créancier est nécessaire, il faut trouver un moyen d'autoriser le débiteur à faire des offres. Il n'y en aura qu'un, ce sera de faire faire sommation au créancier de se trouver tel jour, à telle heure, à tel endroit pour consentir à l'exécution de l'obligation. Si le créancier ne s'y trouve pas, le débiteur fera dresser procès-verbal par huissier ou notaire, et il pourra ensuite assigner le créancier pour le faire condamner à recevoir l'exécution de l'obligation, ou bien pour demander la résiliation du contrat. Les frais de l'instance si le créancier n'avait pas de motif plausible de refuser, seraient à sa charge. Il pourrait aussi suivant les cas être condamné à des dommages-intérêts.

**405.** — Nous pensons qu'à partir de la constatation du refus du créancier, celui-ci ne pourrait se plaindre si l'exé-

cution de l'obligation devenait impossible et il ne serait pas admis à réclamer les dommages-intérêts qui auraient pu être stipulés.

**406.** — Si l'objet de l'obligation consiste en une abstention, en règle générale, il ne peut être question d'autoriser le débiteur à se libérer malgré son créancier, puisque la volonté de ce dernier est impuissante à le forcer à faire quelque chose.

**407.** — M. Demolombe <sup>(1)</sup> semble cependant croire que dans une hypothèse au moins, il y aura lieu de protéger le débiteur contre le créancier. Il suppose qu'une personne a concédé un droit de passage sur son fonds à une autre, à charge par cette dernière de faire les travaux nécessaires à l'exercice de cette servitude après détermination du tracé.

**408.** — Malgré l'autorité de M. Demolombe, nous ne croyons pas qu'il s'agisse ici d'une obligation de ne pas faire. En réalité, il y a dans cette hypothèse deux obligations, d'abord une obligation de laisser-passer qui est une obligation de ne pas faire, c'est vrai, mais que par aucun moyen le propriétaire du fonds dominant ne pourrait empêcher le propriétaire du fonds servant de réaliser. — Il y a ensuite une autre obligation dont le débiteur est le propriétaire du fonds dominant au profit du propriétaire du fonds servant, c'est l'obligation de construire; mais c'est là une obligation de faire quoique l'exécution des

(1) Demolombe, t. XXVIII, n° 181.

travaux soit subordonnée à l'entente des propriétaires sur un tracé déterminé. Quant à celle-là, en effet, il est juste de dire comme nous l'avons vu, que le débiteur aura le moyen de forcer le créancier à ne pas s'opposer à son exécution <sup>(1)</sup>.

(1) Voir *suprà*, n° 404.

*Vu par le Président de la thèse,*  
LÉON MICHEL.

*Vu par le doyen,*  
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
*Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,*  
HÉMON.

# TABLE DES MATIÈRES

|                   | Pages. | Nos. |
|-------------------|--------|------|
| INTRODUCTION..... | 1      | — 1  |

## PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                          |    |       |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----|-------|
| DES OFFRES D'UNE SOMME D'ARGENT..                                                        | 21 | — 44  |
| CHAPITRE I. — Cas où le débiteur est dispensé d'offres.                                  | 21 | — 44  |
| CHAPITRE II. — Effets des offres réelles.....                                            | 27 | — 58  |
| § I. — Effets des offres suivies de consignation.....                                    | 29 | — 65  |
| § II. — De l'effet des offres non suivies de consignation.                               | 47 | — 108 |
| CHAPITRE III. — Par qui les offres réelles peuvent être faites.....                      | 57 | — 132 |
| CHAPITRE IV. — A qui doivent être faites les offres réelles.....                         | 64 | — 146 |
| CHAPITRE V. — Objet des offres réelles. Quelle somme on doit offrir.....                 | 74 | — 172 |
| § I. — Totalité de la somme due.....                                                     | 74 | — 173 |
| § II. — Intérêts ou arrérages échus.....                                                 | 86 | — 198 |
| § III. — Frais liquidés et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à parfaire..... | 90 | — 210 |
| § IV. — En quelles espèces doit-on offrir ?.....                                         | 95 | — 224 |
| CHAPITRE VI. — Offres conditionnelles ou sous réserves.....                              | 99 | — 234 |

|                                                                                   | Pages. | Nos.  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|
| CHAPITRE VII. — Au sujet de quelles dettes peut-on faire des offres réelles?..... | 107    | — 254 |
| CHAPITRE VIII. — Ou doivent être faites les offres réelles.....                   | 111    | — 265 |
| CHAPITRE IX. — Par l'intermédiaire de qui peut-on faire des offres réelles.....   | 122    | — 289 |
| CHAPITRE X. — Procès-verbal d'offres.....                                         | 128    | — 301 |
| CHAPITRE XI. — Demande en validité ou en nullité.                                 | 138    | — 325 |
| CHAPITRE XII. — Offres faites dans le cours d'une instance. ....                  | 145    | — 340 |
| CHAPITRE XIII. — Frais des offres.....                                            | 148    | — 348 |

## DEUXIÈME PARTIE

### OFFRES D'AUTRES CHOSES QUE DES SOMMES.

|               |     |       |
|---------------|-----|-------|
| D'ARGENT..... | 157 | — 367 |
|---------------|-----|-------|

|                                                                        |     |       |
|------------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| CHAPITRE I. — Dettes ayant pour objet un corps certain.....            | 158 | — 368 |
| § I. — <i>Somation</i> .....                                           | 159 | — 370 |
| § II. — <i>Dépôt de la chose</i> .....                                 | 161 | — 376 |
| § III. — <i>Hypothèses non prévues par l'art. 1264</i> .....           | 164 | — 383 |
| CHAPITRE II. — Dettes de choses indéterminées...                       | 168 | — 391 |
| CHAPITRE III. — Dettes ayant pour objet un fait ou une abstention..... | 173 | — 401 |











IMPRIMERIE  
CONTANT-LAGUERRE



PAR LE DUC